

VISÓ

LITUANIE

RESTER

LIBRES



ÉDITO

Qui sait placer la Lituanie sur une carte ? Vue de France, difficile de ne pas confondre l'ancienne république soviétique – la première à avoir conquis son indépendance en 1990 – avec une de ses voisines baltes, la Lettonie ou l'Estonie.

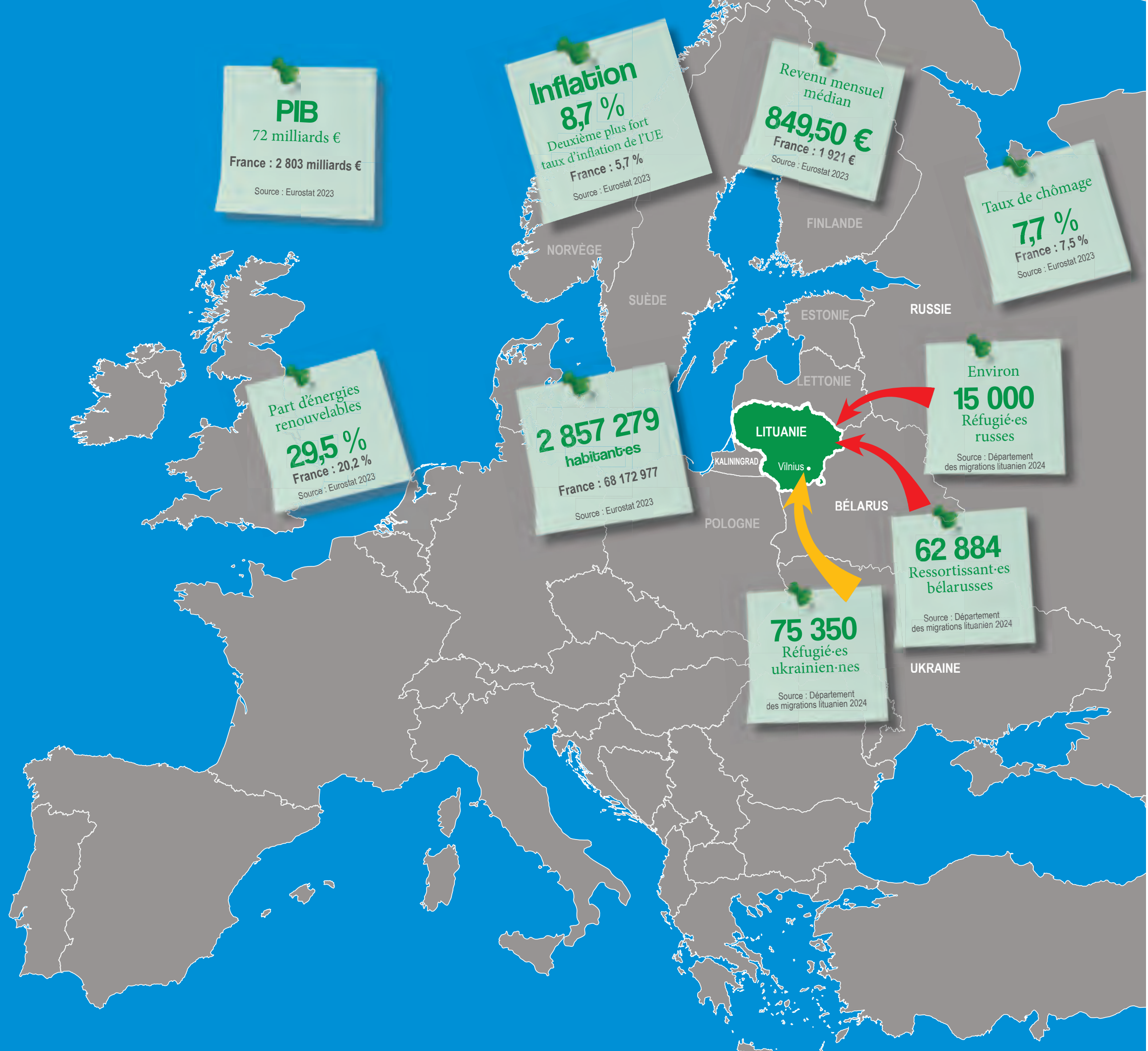
Membre de l'Union européenne et de l'Otan depuis tout juste vingt ans, la Lituanie est l'un des derniers remparts face à la menace russe. Une pression omniprésente depuis le début de la guerre en Ukraine. Séparée de l'Europe par le corridor de Suwalki, cordon ombilical qui relie l'exclave russe de Kaliningrad au régime autoritaire du Bélarus, elle semble de plus en plus prise en étau. La Lituanie est en première ligne. Notre destin est lié au sien.

À 2 386 kilomètres au nord-est de Bordeaux, la peur plane. Des civil-es grossissent les rangs d'unités paramilitaires de défense. Le gouvernement renforce son armement. Dans les rues, la solidarité s'organise pour accueillir des milliers d'exilé-es bélarusses, russes et ukrainien-nes.

Ce soutien aux opprimé-es, les Lituanien-nes le puisent dans leur propre histoire. Car l'invasion, ce peuple l'a déjà connue. L'occupation par l'ours russe pendant près de cinquante ans a laissé des traces indélébiles dans la mémoire collective.

Quelle arme face à cette menace ? Leur identité. Que ce soit sur les parquets du sport national, le basket, ou au cœur des forêts, les Lituanien-nes chantent et crient leur fierté. Petit pays certes, mais central, on l'aura compris. Et l'économie n'est pas en reste. On le sait peu, la Lituanie est la leader mondiale des lasers ou encore le berceau de Vinted et Nord Security. Autant de prouesses pour une jeune nation qui entend bien rester libre.

Isabelle Veloso Vieira et Lucas Zaï--Gillot



Le coût de la vie à Vilnius



4 €, c'est le prix moyen d'une pinte de bière à Vilnius. À consommer avec modération !



Dans la capitale lituanienne, le prix au m² est de 18 € à la location et de 5 000 € à l'achat. Pas si loin des valeurs du marché immobilier à Bordeaux.



Les fumeur·ses français·es en révent. À Vilnius, le prix d'un paquet de cigarettes est en moyenne de 5 €.

400 ANS DE DOMINATIONS

C'est l'histoire d'un Grand-Duché devenu Petit Poucet sous l'emprise de grandes puissances. De l'occupation polonaise en 1569 à la fin de l'hégémonie soviétique en 1990, la Lituanie s'est érigée contre les envahisseurs, toujours avec fierté.

VISÓ LES GRANDS RENDEZ-VOUS

page 6
L'ENTRETIEN
Réalisateur engagé, Karolis Kaupinis lutte contre l'oubli dans ses films, et porte un regard sensible mais inquiet sur l'avenir de son pays.

page 10
PÉRILS
Invasion russe, sur-tourisme, déforestation... La Lituanie craint diverses menaces. Direction ses frontières, son littoral et son poumon vert.

page 33
AVOIR 20 ANS À VILNIUS
Né·es après l'Indépendance, comment ces jeunes qui n'ont pas connu l'occupation soviétique perçoivent leur pays ?

page 36
IDENTITÉS
Si les Lituanien·nes construisent aujourd'hui leur fierté nationale à travers le basket ou le cinéma, les traumatismes du passé subsistent.

page 56
ACCUEILS
Pour les opposant·es à Poutine ou les personnes LGBTI+, la Lituanie est une terre de refuge, mais pas un eldorado.

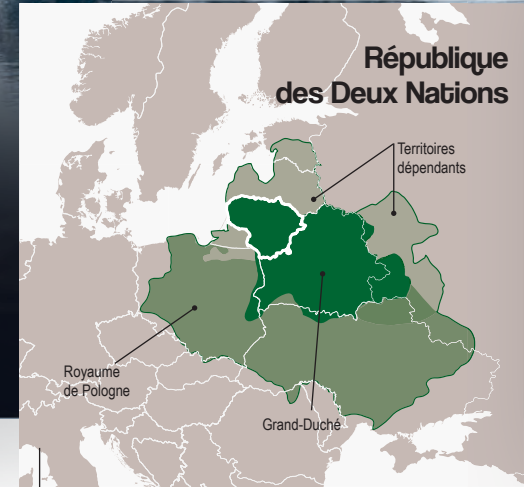
page 80
DÉFIS
À l'avant-garde dans la tech, le pays regarde vers le futur. Un avenir émaillé de problèmes agricoles, économiques et de santé publique.

Au nord de la Lituanie, un étang borde la distillerie du manoir de Pakruojis, l'une des plus vieilles du pays.
© Izia Rouviller



1236-1569

Création du Grand-Duché de Lituanie qui s'étend de la mer Baltique à la mer Noire. Le grand-duc Gediminas (13^e siècle) est considéré comme un personnage clé de la période durant laquelle la Lituanie a prospéré.



1569-1795

Le traité politique « Union de Lublin » fusionne les deux territoires de Pologne et Lituanie au sein d'une seule entité politique : la République des Deux Nations, devenue le plus grand État européen de l'époque. La Lituanie perd la maîtrise de son destin, désormais dans les mains des élites polonaises.



1918-1939

À l'issue de la Première Guerre mondiale, le pays proclame son indépendance et instaure sa première République démocratique au sein des frontières quasi-actuelles. Seules Vilnius et sa région sont occupées par la Pologne (et ne seront lituaniennes que d'octobre 1939 à juin 1940).



1793-1795

Suite à des troubles internes, l'État polono-lituanien s'effondre et est partagé entre Prusse, Autriche et Russie. La Lituanie passe alors sous domination russe jusqu'à la Première Guerre mondiale.



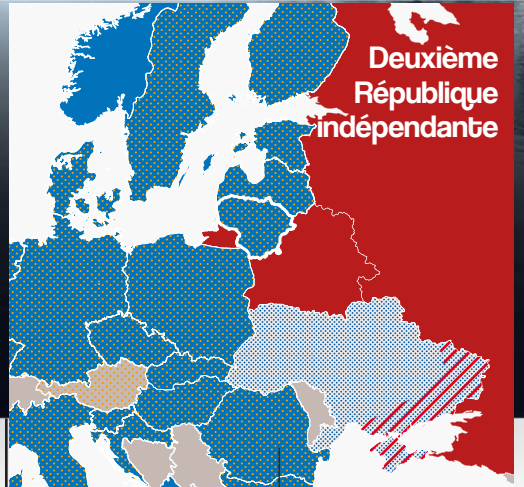
1944-1990



1940-1944

La Lituanie est tour à tour occupée par les nazis et les Soviétiques durant la Seconde guerre mondiale, jusqu'à la « libération » par l'Armée rouge.

Au sortir du conflit, la Lituanie est annexée à l'URSS sous la forme de la République socialiste soviétique de Lituanie



1990

À la faveur de l'effondrement de l'URSS, la Lituanie est la première république soviétique à proclamer son indépendance. Elle instaure alors sa deuxième République démocratique qui se poursuit toujours aujourd'hui.

2004

Entrées dans l'Otan et l'Union européenne



Grand entretien

« ICI, LA SECONDE GUERRE MONDIALE N'A JAMAIS PRIS FIN »

Dans ses films, le réalisateur Karolis Kaupinis raconte l'Histoire pour éclairer le présent. Il veut affirmer la liberté et l'identité d'un peuple longtemps sous domination russe.

Pourquoi avez-vous choisi d'ancrer votre film, *Nova Lituania* (2019), dans l'histoire de votre pays avant la Seconde Guerre mondiale ?

Depuis que je suis enfant, je perçois la menace russe. Nous pensions avoir conquis notre indépendance pour toujours [en 1990, ndlr]. Mais cette volonté d'expansion impérialiste n'a jamais cessé. Il y a eu la Tchétchénie, la Géorgie, l'Ukraine. J'ai eu le sentiment que le cycle se répétait. Je connaissais le parcours de Kazys Pakštas, ce géographe des années 1930 qui a inspiré le personnage principal du film (*lire ci-contre*). J'ai proposé au spectateur de regarder le présent à travers le prisme du passé, afin d'éviter de reproduire l'Histoire. Le film est sorti en 2019, mais a pris une plus forte résonance depuis le début de la guerre en Ukraine.

Quels enseignements peut-on retenir du passé ?

À 50 kilomètres de Vilnius, l'armée bélarusse se prépare. 5 000 soldats y installent un camp militaire. Voilà la réalité dans laquelle nous vivons. Quand nous voyons ce qui arrive en Ukraine, nous repensons à notre histoire. Tout le monde en Lituanie connaît quelqu'un qui a été touché par les invasions russes et a peur que cela arrive de nouveau. Ces sujets devraient avoir disparu, mais la Seconde Guerre mondiale n'a jamais pris fin ici. Il faut continuer à vivre « *en attendant les barbares* » [référence au poème éponyme de Constantin Cavafy, poète grec (1863-1933) ndlr], se préparer au pire, mais espérer le meilleur.

Pourquoi la Seconde Guerre mondiale ne se serait jamais terminée ici ?

Pour la Russie, nous sommes ce que le Mali est à la France. Tant que l'empire russe ne se sera pas effondré par un processus de décolonisation, cette guerre ne se terminera jamais. L'empire continuera de s'emparer de nouvelles colonies ou de revenir vers elles, comme en Ukraine. Depuis 1991, il n'y a jamais eu d'excuses ou de demande de pardon de la Russie. Nous prétendons vivre comme si cette menace n'existait pas. Mais chacun de nous la sent respirer dans son cou. Macron dit : « *Nous ne pouvons pas laisser l'Ukraine perdre.* » C'est une chose. Moi, je veux que l'empire russe s'écroule. Nous connaissons les traumatismes de nos familles. Personne ici ne veut revivre cela.

On constate que le devoir de mémoire est au centre de votre travail...

Je veux simplement utiliser le passé pour poser une question au spectateur. Si vous réfléchissez au choix que vous allez faire en amont, alors votre décision sera plus juste. Des artistes ont fait de mauvais choix dans le passé. Cela se voit encore dans les noms de nos rues. De nombreux créateurs y figurent, il s'agit généralement de bons collaborateurs. En tant que scénariste, j'ai le luxe de m'arrêter et de regarder ce qu'il s'est passé. Par exemple, le monde de la Lituanie de l'entre-deux-guerres, à l'époque soviétique, a été totalement effacé de notre mémoire. En recréant une culture effacée, je résiste.

Karolis Kaupinis naît à Vilnius en 1987, il grandit dans la capitale lituanienne. Détenteur d'une maîtrise en politique comparée, il a été rédacteur en chef et présentateur d'une émission d'actualités politiques.

À 36 ans, il est désormais réalisateur et dramaturge. Son premier long métrage *Nova Lituania* est sorti en 2019. Il présente le projet d'un géographe lituanien de l'entre-deux-guerres qui tente de convaincre les politiques d'établir un État auxiliaire à la Lituanie en cas d'invasion allemande ou russe.

Nous le retrouvons dans un café coloré du centre culturel de Vilnius, situé sous les bureaux de sa productrice Marija Razgutė. Karolis Kaupinis parle sept langues. Longiligne et cheveux rasés, il commence l'entretien dans un français convaincant. Régulièrement, il bascule en anglais lorsque son apprentissage de notre langue est trop loin.

« Chacun sent la menace respirer dans son cou »

Votre prochain film *Hunger Strike Breakfast*, actuellement en postproduction, abordera un autre épisode de l’histoire lituanienne. Expliquez-nous ce choix.

Je m’intéresse à l’Histoire et sa relation avec aujourd’hui. Ici, je mets en scène un épisode de la tentative d’invasion russe en Lituanie en 1991, quelques mois après notre indépendance. Finalement, les Russes étaient trop faibles, ils n’ont pris le contrôle que de notre télévision. Ceux qui y travaillaient ont déclaré la grève de la faim pour protester. *Nova Lituania* mettait en garde avant l’invasion. Dans ce nouveau film, l’invasion a eu lieu, comme en Ukraine. C’est une métaphore pour nous amener à réfléchir sur nos moyens de résister.



Pensez-vous que les Lituanien-nes soient prêts-es à défendre leur pays ?

J’y pense constamment. Je vois beaucoup de gens autour de moi se préparer activement. Ils rejoignent les unités paramilitaires. Je m’entraîne moi-même tous les mois. Avec mes amis, nous sommes des pacifistes de gauche, mais sur la question de la défense, nous nous rapprochons, malgré nous, de ce que font les gens de droite. Cela peut paraître contradictoire mais ici, nous n’avons pas le confort d’avoir une armée dissuasive, nous sommes trop peu nombreux [seuls 11 500 hommes actifs constituent l’armée lituanienne, ndlr]. En tant que Lituanien, j’ai vécu à l’étranger, je sais que ma maison est ici. C’est aussi celle de mes enfants. Si je devais prendre des risques, je le ferais. Autant que les Ukrainiens. Notre non-résistance en 1940 était une erreur.

C’est quoi être Lituanien-ne aujourd’hui ?

Notre identité est toujours liée à ce que nous ne sommes pas. Nous ne sommes pas Russes. Nous sommes un petit pays sous la menace d’un gros empire. Quand on est petit, nous avons peu la parole et peu d’importance. Ce ressentiment amène les Lituniens à ne pas montrer leurs émotions. Notre langue est importante dans notre identité. Comme le français ou l’allemand, le lituanien a des racines indo-européennes, ce qui le différencie des langues slaves qui nous entourent. Aussi, en tant que Lituanien, le lien avec la nature est très important. Beaucoup de choses viennent de l’époque païenne. Nous composons avec un mélange de paganisme et christianisme. Il en ressort ce respect de la nature, la recherche du calme, le désir d’être seul, de contempler notre forêt, très présente sur notre territoire et d’en prendre soin.

Constatez-vous un fossé entre la génération née pendant l’occupation soviétique et celle née après ?

Je suis né trois ans avant l’indépendance de la Lituanie. On peut dire que je fais partie de cette génération.



Le premier long métrage de Karolis Kaupinis a été choisi pour représenter la Lituanie aux Oscars. © DR

Ce qui nous différencie de nos aïeux est notre liberté. La génération de mes parents ou de mes arrière-grands-parents a toujours eu ce sentiment d’anxiété de parler.

À l’époque soviétique, les Lituniens ne pouvaient pas s’exprimer sur des sujets politiques. Chaque individu était replié sur lui-même. Aujourd’hui, politiquement, notre génération a tout obtenu : la Lituanie libre, l’Otan et l’Union européenne. Nous avons la responsabilité d’en faire quelque chose de bien. Depuis la guerre en Ukraine, nous ressentons la même peur que nos parents. Nous commençons à mieux les comprendre.

Quel est le rapport des Lituanien-nes avec l’Union européenne ?

Nous avons toujours voulu être Européens. L’Europe a toujours été cette terre promise où nous voulions aller de l’avant. Ici, lorsque nous parlons de l’Europe, ça n’est pas pour nous placer en son centre comme en France, mais pour nous persuader que nous sommes dedans malgré notre positionnement périphérique. Nous avons un vif complexe d’infériorité qui s’accompagne d’un désir d’être reconnu. Si vous allez dans un petit village lituanien et qu’il y a un café ou un restaurant, c’est souvent avec un nom idiot comme « Manchester », juste pour paraître toujours plus européen. Toujours plus à l’Ouest. 🇪🇺

Propos recueillis par Eva Aronica, Timothée Gimenez et Arthur Picard



Pour Karolis Kaupinis, la Lituanie est « un petit pays sous la menace d’un gros empire ». © Timothée Gimenez

« *Nous ressentons la même peur que nos parents* »

PÉRILS

Face à un avenir incertain,
les Lituanien·nes luttent
pour la défense de leurs
frontières et de leur patrimoine.

*Au-delà de la dune de Parnidis, au sud de la partie lituanienne
de Courlande, les postes-frontières russes veillent sur l'exclave
de Kaliningrad. © Alexis Gonzalez*

- 12** **À la frontière russe, la vie continue**
Kybartai, en première ligne face à la Russie
- 16** **Résistante civile**
Quand les civil·es se préparent à la guerre en intégrant des brigades paramilitaires
- 17** **La défense à tout prix**
Face à la menace russe, la Lituanie renforce ses capacités militaires
- 20** **Les ogres des forêts**
Enquête sur la déforestation, ceux qui s'en rendent coupables et les profits qu'ils en tirent
- 22** **BD reportage**
Permis de détruire
Contre les abatteuses, des activistes peinent à sauver la forêt
- 26** **Loin du conflit, l'oiseau fait son nid**
Récit du sauvetage in extremis d'une espèce menacée d'extinction
- 28** **Quelle vie pour les dunes mortes ?**
Sur l'isthme de Courlande, le sable au gré du vent et de la protection
- 30** **La pêche au tourisme**
Une dernière lignée de pêcheurs pris dans le courant du tourisme
- 33** **Avoir 20 ans à Vilnius**
Rencontre avec une génération qui lutte pour rester libre

À la frontière russe, la vie continue

La ville de Kybartai est en première ligne face à l'exclave russe de Kaliningrad. Les habitant-es préfèrent ne pas céder à la peur, mais se tiennent prêt-es en cas d'invasion.



La ville de Kybartai est coupée en deux par une ligne de chemin de fer reliant Moscou à Kaliningrad. © Zeina Kovacs

La cloche de la porte d'entrée retentit. Quatre garde-frontières en uniforme pénètrent dans le restaurant traditionnel aux meubles en bois. Les tablées russo-phones et lituanophones n'y prêtent pas attention. Pas de doute, nous sommes dans une ville frontière.

À quelques mètres, la principale avenue de la ville de Kybartai est en réalité une autoroute sur laquelle les va-et-vient des camions polonais et russes imposent un grondement constant. « À droite, vous allez en Pologne. À gauche, à Kaliningrad », résume le maire de la ville de 4 000 habitant-es, Romas Šunokas.

Située aux portes de l'exclave russe, Kybartai s'est développée autour de sa voie ferrée, datant du 19^e siècle et point de passage historique entre Moscou et Kaliningrad. Encore aujourd'hui, les trains russes de marchandises et de voyageur-ses traversent l'Union européenne par la Lituanie et font une dernière halte à Kybartai. Mais sa gare demeure, elle, silencieuse. Les portes des rames restent closes, cernées par les garde-frontières lituanien-nes. Moins nombreux-ses depuis 2022, les visiteur-ses russes autorisé-es à entrer en Europe continuent de venir manger dans le restaurant d'Eglė, qui les sert « comme d'habitude ». En treize ans de service, la serveuse n'a jamais eu de problème : « Avec eux, on ne parle pas de la guerre. »

Marre de la « psychose »

Non loin du restaurant, assis sur un banc, Dalius, 75 ans, reste lui aussi impassible. Cet ancien ouvrier du bâtiment connaît bien Kaliningrad pour y avoir travaillé. Pour lui, les Russes sont « *impuissants* » face au régime de Vladimir Poutine. « *Nous sommes des gens ordinaires et eux aussi* », murmure-t-il, paisible.

Un sourire rassurant apparaît aussi sur le visage du maire de la ville, Romas Šunokas, qui ne veut pas entendre parler de la guerre. « *Une psychose* » venue d'ailleurs. Lassé de voir défiler les journalistes étranger-ères dans son bureau pour évoquer la menace russe, l'élue de 63 ans confie : « *Nous avons toujours vécu en paix avec les habitants de Kaliningrad. Ce sont nos voisins. Il y a des familles binationales. Certains viennent encore déposer des fleurs sur la tombe de leurs parents enterrés ici.* »

Pour apaiser les habitant-es d'une « *peur irrationnelle* », le maire récite un discours qu'il semble connaître par cœur. « *Personne ne nous attaque, personne ne nous terrorise* », prêche le natif de Kybartai, insistant sur la nécessité de continuer à vivre paisiblement. Sa devise : « *Tant que les habitants ne voient pas la guerre de leurs propres yeux, la vie continue.* »

La sérénité des Lituanien-nes de Kybartai tranche avec l'inquiétude de Vilnius et des spécialistes. Selon ces dernier-ères, si la Russie décide d'envahir les pays baltes, elle les isolerait du reste de l'Europe en déployant ses troupes placées à Kaliningrad et à la frontière biélorusse, en passant par le corridor de Suwałki, avec, en première ligne, Kybartai.

Depuis la ville, il arrive parfois d'entendre des tirs et des explosions des exercices russes dans les bases proches de la frontière. « *Dans ces moments-là, on se remet à parler de la guerre* », admettent Gustė et Rota, deux jeunes amies venues siroter un thé dans le restaurant d'Eglė. Face à ce risque, des sous-sols de bâtiments officiels et privés, datant de la guerre froide, ont été for-

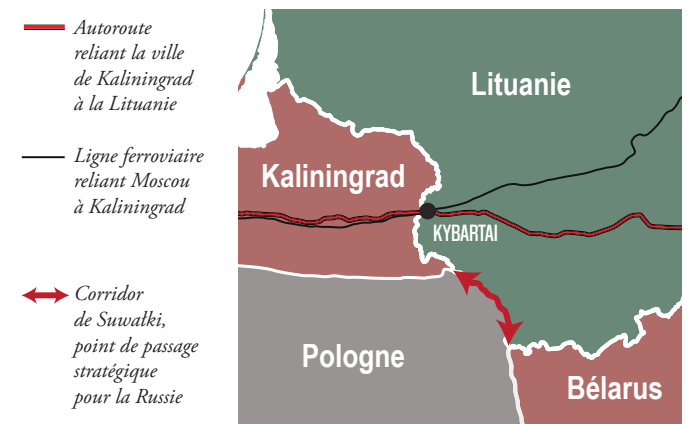


Romas Šunokas, natif de Kybartai et maire depuis treize ans, pose aux côtés de l'emblème de la ville. © Janice Bohuon

KALININGRAD : ENCLAVE OU EXCLAVE ?

Une enclave est une zone territoriale placée sous l'autorité d'un État, dont elle est détachée, et entièrement entourée par le territoire d'un autre État souverain. Du point de vue de l'État qui en détient la souveraineté, une enclave est considérée comme une exclave. L'oblast de Kaliningrad est ainsi une enclave dans l'espace de l'Union européenne, mais ne peut être considéré comme une enclave du point de vue lituanien, car il n'est pas entièrement entouré du territoire de ce seul État. Par souci de précision, nous utiliserons donc le terme « exclave », afin de rattacher l'existence de ce territoire à la Russie, comme l'implique l'expression « exclave russe » que vous retrouverez à de nombreuses reprises au sein de ce numéro.

Kybartai, un carrefour transfrontalier





Ancien ouvrier du bâtiment en Lituanie et à Kaliningrad, Dalius habite à Kybartai depuis sa naissance. © Zeina Kovacs

mellement désignés comme abris temporaires au début de la guerre en Ukraine. Dans la cave de l'école maternelle, des chaises d'enfants, des couvertures et quelques bouteilles d'eau sont à disposition à la moindre alerte pour accueillir les élèves et le personnel, « *mais il n'y a pas de quoi rester plus de douze heures* », souligne le maire. « *Les abris protègent des tirs d'artillerie, mais pas des attaques chimiques* », précise Robertas Fišeri, chef du Département de la sécurité civile à Vilkauskis, préfecture de la région. Depuis plusieurs décennies, des formations à la sécurité civile sont dispensées aux habitant-es. « *Nous nous préparons calmement, sans céder à la peur. Je préfère l'idée d'éduquer les citoyens, de leur dire comment agir en cas d'invasion* », admet Romas Šunokas. Au mot guerre, les Kybartais-es préfèrent le terme d'exode. Celle de leur ville qui a perdu près d'un tiers de sa population en une dizaine d'années. « *À l'époque, tout allait bien. Maintenant, les jeunes s'en vont, il n'y a plus de travail* », regrette Oma, en sortant du supermarché. Dans cette ville frontière, même les services publics ont déserté. Après la fermeture du commissariat et de l'hôpital, seule subsiste l'usine d'engrais qui emploie une dizaine de personnes. 🇷🇺

Janice Bohuon et Zeina Kovacs

Des sous-sols de bâtiments officiels et privés ont été désignés comme abris temporaires au début de la guerre en Ukraine



Sur cette tour figure l'inscription « Ensemble vers la victoire » © Zeina Kovacs



© Janice Bohuon

Une réfugiée ukrainienne à Kybartai

Katya est arrivée avec ses trois enfants, quelques jours après l'invasion russe. La Lituanie lui proposait un logement social. Si elle était effrayée d'habiter dans cette ville si proche de Kaliningrad, elle s'y est aujourd'hui habituée. Les premières semaines, les habitant-es se relayaient pour lui apporter de la nourriture, des vêtements et des chaussures. Aujourd'hui, la maîtresse de ses enfants traduit ses cours en russe exclusivement pour eux. « *C'est plus simple de vivre dans une ville russophone pour l'intégration* », conclut-elle.



Au sous-sol de l'école maternelle, un abri a été aménagé pour les enfants et le personnel. Des vivres et des chaises sont stockés pour se réfugier en cas d'urgence. © Janice Bohuon / Zeina Kovacs



Plusieurs fois par jour, des trains russes de marchandises et de voyageur-s s'arrêtent à la gare de Kybartai, surveillés de près par les garde-frontières lituanien-nes. © Zeina Kovacs

Résistante civile

Avocate la semaine, commandante de bataillon le week-end, Reda Vaičiulienė s'est engagée dans l'Union des tirailleurs lituaniens.

Un choix pour défendre sa liberté.

Cheveux plaqués, rangers aux pieds et treillis militaire sur le dos, Reda Vaičiulienė tente d'adopter une posture martiale. Mais les réflexes de son alter ego de la vie civile la rattrapent. Avocate d'affaires la semaine, elle parle avec les mains et arbore une manucure impeccable. Son temps libre, elle le consacre à la résistance civile nationale au sein de l'Union des tirailleurs (*Lietuvos šaulių sąjunga* ou LŠS) qu'elle a rejoint il y a neuf ans. La Lituanienne de 41 ans est aujourd'hui commandante du 1025^e bataillon de résistance armée du département de Vilnius. La première et seule femme à ce poste dans tout le pays.

Fondée en 1919 comme mouvement de résistance à l'oppression soviétique, l'Union des tirailleurs a été mise sur pause entre les années 1950 et l'indépendance en 1990. Mais depuis l'annexion de la Crimée en 2014, suivie par l'invasion de l'Ukraine en 2022, le mouvement prend de l'ampleur. Ses 14 000 paramilitaires volontaires sont presque aussi nombreux-ses que les soldats de l'armée régulière. « L'objectif clair est de tripler nos membres d'ici à 2035 », prévient la commandante. La LŠS apparaît comme le premier partenaire civil du ministère des Armées.

L'ancienne élève de l'école militaire porte une vision citoyenne du nationalisme lituanien. « En Europe, nous avons beaucoup de droits, mais on oublie souvent nos devoirs », estime celle qui est née dans une famille « très patriote ». Si elle ne l'évoque à aucun moment, Reda Vaičiulienė n'est

autre que la fille de Gediminas Vagnorius, ancien Premier ministre et signataire de l'Acte de rétablissement de l'État lituanien en 1990. Il était en poste au moment de l'attaque soviétique de Vilnius, en 1991.

« Les gens se sentent en sécurité grâce à nous »

« La plupart de ceux qui entrent dans l'Union ont vécu l'occupation russe, comme moi. Je me souviens des chars soviétiques traversant la ville, ça me marque encore aujourd'hui », se remémore-t-elle. Si la LŠS promeut la « résistance non violente » des civil-es lituanien-nes, Reda fait partie des « carabiniers », autrement dit, l'unité de combat de LŠS qui se battra aux côtés des militaires en cas d'invasion. Quand d'autres apprennent les premiers secours et les procédures d'évacuation, le bataillon de Reda se forme aux stratégies militaires et au maniement des armes.

« Même si cette guerre est absurde, il faut faire face à la peur, explique la soldate, les Ukrainiens n'ont pas eu le choix. » Alors pour que la peur se dissipe, elle se tient prête à toute éventualité. Les tirailleur-ses sont très populaires. « Les gens se sentent en sécurité grâce à nous », confie-t-elle avec fierté, tout en touchant l'insigne de soutien à l'Ukraine fixée sur son épaule droite. Reda Vaičiulienė est aussi responsable de la formation donnée aux élèves lituanien-nes, un apprentissage des bases de défense et de citoyenneté. Elle devrait devenir obligatoire pour l'année scolaire 2024-2025.



Reda Vaičiulienė est commandante du 1025^e bataillon de l'Union des tirailleurs, un mouvement de résistance civile fondé en 1919. © Janice Bohuon

La commandante n'a pas attendu le dispositif. Ses enfants suivent la formation depuis leurs 11 ans, « comme la majorité des enfants de tirailleurs ». Elle estime qu'elles et ils doivent être prêt-es à défendre le pays en cas de guerre. La peur ? « Je ne l'ai jamais vue dans leurs yeux, ils savent ce qu'ils ont à faire. » 🇷🇺

Janice Bohuon et Zeina Kovacs

La défense à tout prix

Membre de l'Otan, le pays ne cesse d'augmenter ses budgets alloués à la sécurité. Et attend de Bruxelles un soutien renforcé.

La Lituanie, qui partage près de 58 % de ses frontières avec l'exclave de Kaliningrad et le Bélarus, allié historique de Moscou, craint de voir une ligne de front s'ouvrir à ses portes. Cela fait longtemps que Vilnius se prépare à un éventuel conflit avec son encombrant voisin. Depuis 2014 et l'annexion de la Crimée par les autorités russes, le budget alloué à la défense par le gouvernement a été multiplié par cinq, pour atteindre deux milliards d'euros en 2024 (contre 424 millions en 2015), soit 2,77 % du PIB. Après deux ans de conflit en Ukraine, le gouvernement a annoncé son intention d'étendre la conscription obligatoire rétablie en 2015.



L'emblème de l'Otan figure devant le palais présidentiel de Vilnius. © Timothée Gimenez

Mais avec ses moyens humains et logistiques limités – le pays ne compte que 17 000 militaires dont 5 000 réservistes –, la Lituanie demeure tributaire de l'assistance de ses partenaires internationaux. Le soutien du « grand frère » américain est vital pour Vilnius. « Nous sommes tellement vulnérables, que même si nous investissions 50 % de notre budget dans le secteur, nous ne pourrions pas nous défendre seuls », souligne Margarita Šešelgytė, directrice de l'Institut des relations internationales et des sciences politiques de l'Université de Vilnius.

Les États-Unis demeurent aussi l'interlocuteur privilégié des autorités lituanien-nes en matière de fourniture d'équipements militaires. Au cours de la dernière année, la Lituanie a acheté pour près d'1,2 milliard d'euros de matériels à la première puissance militaire mondiale.

Comme le souligne Thibault Fouillet, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique, si les partenariats avec les États-Unis demeurent fondamentaux pour les Lituanien-nes, « ils s'inscrivent dans une vision globale qui laisse aussi de la place aux autres alliés de l'Otan, à des accords bilatéraux et au renforcement des forces nationales ».

Une aide de l'UE insuffisante ?

La Lituanie conserve ainsi une stratégie cumulative qui vise à accueillir toutes les alliances à même de renforcer les capacités sécuritaires du pays. La défense de l'espace aérien lituanien dépend aujourd'hui entièrement de la mission de l'*enhanced Air Policing* (eAP) de l'Otan, déployée depuis 2004. La base aérienne de Šiauliai, située au nord du pays, abrite quatre avions Mirage 2000-5 français ainsi que quatre F-16 belges, assurant la sécurité du ciel balte.

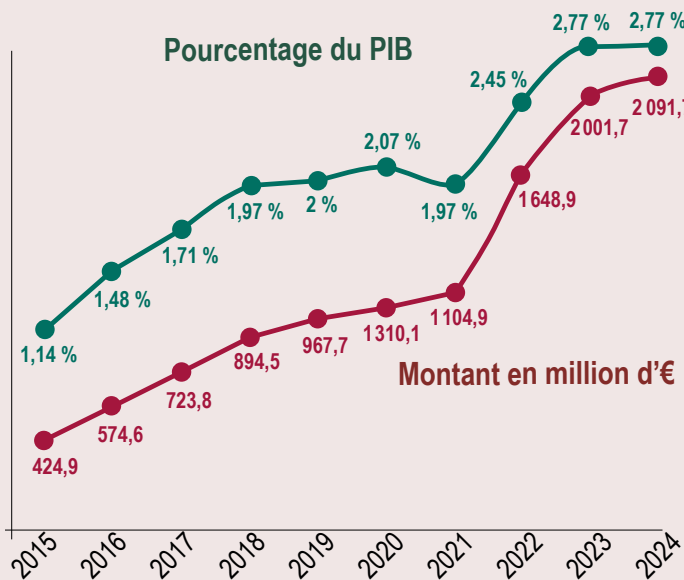
L'Union européenne investit massivement dans des projets de coopération militaire depuis 2017. L'objectif : coordonner les actions des industriels européens de l'armement – dont une majorité d'entreprises françaises – dans leurs productions et leurs passations de contrats. Naturellement, l'UE souhaite que ses membres achètent des armes *made in Europe*. Le ministre des Affaires étrangères français, Stéphane Séjourné, en visite à Vilnius

à la mi-mars, le déplorait devant ses homologues baltes : « *Nous achetons et investissons trop peu en Europe.* » Toutefois, les ambitions de Bruxelles et des hérauts de l'industrie de l'armement français se heurtent aux préoccupations d'États comme la Lituanie, pour qui la protection immédiate de leur territoire impose d'acquérir de l'équipement rapidement et à moindre coût. Pour Margarita Šešelgytė, les industriels français ne sont pas en mesure de fournir le matériel suffisant à la défense lituanienne. « *Les États-Unis, eux, produisent toutes les catégories de matériels militaires en moins cher.* » Interrogée par *Visó*, la vice-ministre des Armées se veut moins catégorique. Pour Greta Monika Tučkutė, l'industrie européenne permet de « *parfaire* » l'arsenal militaire de son pays sans compro-

mettre les accords bilatéraux préexistants. Elle rappelle l'acquisition prochaine de 54 chars Leopard allemands et de 18 canons Caesar français. Difficile de savoir si ce contrat pourrait ouvrir la voie à de futurs partenariats franco-lituanien. Une chose est sûre : la Première ministre, Ingrida Šimonytė, veut renforcer son armée. Mi-mars, elle a poussé à la démission son ministre de la Défense, Arvydas Anušauskas, jugé « *pas assez efficace* ». À peine nommé, son remplaçant, Laurynas Kasčiūnas, a affiché sa volonté d'augmenter l'impôt sur les bénéfices des entreprises pour financer les budgets militaires. L'amorce d'une économie de guerre ? 🇱🇹

Alexis Gonzalez et Zeina Kovacs

Un budget Défense en hausse continue



Évolution du budget du ministère de la Défense depuis 2015.
Source : ministère de la Défense Lituanien

Avec le soutien de l'Otan



Présence de l'Otan en Lituanie
Source : Otan

3 questions à

Greta Monika Tučkutė, vice-ministre de la Défense

La Lituanie a doublé ses dépenses militaires depuis 2020. Ces choix budgétaires reflètent-ils une véritable préoccupation à l'égard de la Russie ?

Évidemment. C'est une honte pour nous tous d'avoir une guerre en cours au milieu de l'Europe. Une première limite avait été dépassée en 2014 avec l'annexion de la Crimée. En 2022, la Russie a franchi une autre ligne rouge en envahissant l'Ukraine, un pays souverain. Nous ne voulons pas être la prochaine ligne rouge que la Russie tentera de franchir. Nous avons plus que jamais besoin de nos alliés de l'Otan. Et nous comprenons que ces derniers regardent aussi attentivement nos efforts pour assurer notre défense. C'est pourquoi nous avons augmenté nos dépenses militaires. Elles représentent 2,77 % de notre PIB cette année et nous poursuivons nos investissements pour atteindre 3 % l'année prochaine. On ne consacre jamais assez d'argent à la défense. La Pologne attribue 4 % de son PIB à son armée, l'Estonie 3 %. Notre objectif est de ne pas investir moins que nos voisins. Il faut comprendre que nous finançons à la fois nos propres forces de dissuasion, mais aussi celles de l'ensemble de l'Alliance. Ce que nous défendons, c'est la frontière de l'Otan, de l'Union européenne.

« *Nous ne voulons pas être la prochaine ligne rouge que la Russie tentera de franchir* »



La vice-ministre lituanienne de la Défense Greta Monika Tučkutė est spécialiste des questions de cybersécurité.
© Alexis Gonzalez

Comment accueillez-vous les propositions de l'UE qui visent à créer une vaste coopération entre les industriels européens de l'armement ? Ne craignez-vous pas que cela empiète sur vos liens historiques avec les États-Unis ?

Ce qui nous intéresse, c'est la complémentarité des accords. Si les initiatives européennes permettent de parfaire nos moyens de défense collectifs, elles sont les bienvenues. Mettre en place des chaînes d'approvisionnement en Europe permettra alors d'alimenter nos forces armées plus facilement. Nous sommes donc favorables à cette stratégie, tant qu'elle n'entre pas en contradiction avec nos alliances existantes et qu'elle ne divise pas les ressources.

Pensez-vous que les démocraties européennes ont tardé à durcir le ton face à la Russie ?

Il n'est jamais trop tard. Bien sûr, il aurait été préférable que la France adopte une position ferme dès 2014. La Russie ne comprend que le langage de la puissance. Je suis heureuse de constater que la France l'ait enfin réalisé. Depuis l'attaque russe de la Géorgie en 2008, nous n'avons eu de cesse d'alerter nos alliés occidentaux sur la menace que représente Moscou. Ce n'est qu'après l'éclatement de la guerre en Ukraine que tout le monde a commencé à dire : « *Peut-être que vous aviez raison.* » J'aurais préféré avoir tort, mais nous ne connaissons que trop bien nos voisins. Nous avons trop souffert de notre histoire commune. De nombreux Lituanien ont été déportés après l'invasion de 1939 et n'ont été libérés qu'au prix du sang. Je rêve que nous puissions un jour vivre en paix avec le peuple russe. Malheureusement, la Russie est un État agressif qui oblige à un dialogue agressif. 🇷🇺

Propos recueillis
par Alexis Gonzalez et Zeina Kovacs

Enquête

LES OGRES DES FORÊTS

Face à une déforestation accélérée, des citoyen·nes s'élèvent contre l'État et les industriels du bois. Manque de contrôle des abattages et contournement de la loi : leurs méthodes, dictées par des intérêts économiques, menacent la survie des écosystèmes forestiers.

La forêt de Rūdninkai est le cinquième plus grand massif forestier de Lituanie, couvrant une superficie de 26 000 hectares.
© Eva Aronica

Au volant de sa Volkswagen Passat aux suspensions usées, Laurynas Zemaitis s'extrait péniblement de la forêt de Rūdninkai, freiné par les irrégularités du sentier. La voiture, en proie à des secousses depuis plusieurs minutes, rejoint la route départementale. Puis s'interrompt dans sa course. « *Je n'en crois pas mes yeux* », fulmine Laurynas, sortant du véhicule, téléphone au poing et mode vidéo activé. Il vient de découvrir une nouvelle zone de coupe rase. Dans cette région située à quelques kilomètres au nord de Vilnius, on découvre un gruyère : la forêt, épaisse et verdoyante, est trouée de partout. Des parcelles entières ont été rasées, parfois sur plusieurs kilomètres. « *À chaque fois que je viens, la situation empire*, déplore le jeune homme de 28 ans. *La déforestation à Rūdninkai va si vite... Il y a encore un mois, cette zone était intacte.* » L'activiste, fondateur de l'association de protection des forêts *Girių inspekcija*, se désole : « *Aujourd'hui, toutes les forêts de Lituanie connaissent le même sort.* »

Depuis plusieurs mois, un mouvement national de lutte contre la déforestation prend de l'ampleur dans le pays. En cause : la politique de gestion des forêts de l'État, jugée dévastatrice par les organisations environnementales. Mais surtout, l'indifférence du ministre de l'Environnement, Simonas Gentvilas, qui a abattu sa propre forêt privée, faisant l'objet d'une polémique (une pétition a été lancée pour demander sa démission). En novembre 2023, une centaine de manifestant·es se sont rassemblé·es devant le parlement lituanien, le Seimas, pour dénoncer les coupes rases abusives et demander une meilleure protection des territoires forestiers par la loi. « *Gentvilas, mettez un terme au génocide des forêts lituanien* », pouvait-on lire sur les pancartes des manifestant·es. Lina Paškevičiūtė, présidente de l'association environnementale *Aplinkosaugos koalicija*, faisait part de son inquiétude auprès du média national LRT : « *Tout n'est que "plantation, pousse et abattage"*. *Plus de 80 % des forêts lituanien*es sont aujourd'hui traitées suivant ce modèle, qui ne respecte ni la nature, ni l'environnement récréatif. »

Ikea, jamais rassasié

Accusés d'exploiter à outrance les forêts lituanien

1/3

du pays
est recouvert
par la forêt.



*Laurynas Zemaitis, militant contre la déforestation, photographie pour ses réseaux sociaux les coupes rases effectuées dans les forêts lituanien*es. © Zoé Moreau

PERMIS DE DÉTRUIRE

Depuis quelques années, des citoyennes luttent pour protéger les forêts lituaniennes des coupes rases perpétrées par l'État et les industriels du bois. Lors d'une de leurs traditionnelles rondes au cœur de la forêt de Simonys, au nord de Vilnius, trois activistes écologistes (Laurynas, Ricardas et Mindaugas) découvrent un paysage sinistré. Au sol, des troncs empilés. Au loin, une abatteuse. Elle s'attaque aux pins de cette forêt, partiellement classée Natura 2000.

De gauche à droite : Laurynas, Ricardas et Mindaugas

Ces arbres qui ont été coupés... Ils sont centenaires...

Mais attends, ils ne peuvent pas déboiser ici ! C'est pas une zone protégée ?

Non pas ici. Mais je veux quand même voir leur permis.

Un reportage écrit et dessiné par Lucas Za-Gallot

ARRÊTEZ-VOUS !! VOUS ÊTES A PROXIMITÉ D'UNE ZONE PROTÉGÉE !!

JE FAIS JUSTE MON MÉTIER ! M'EMMER*** PAS !!

Vous ne savez rien de la nature, bande de pouilleux !

Comment tu vas te torcher le cul sans ce papier ?!

Prouvez-nous que ce que vous faites est légal !

De quel droit ?! J'appelle les flics !



Comment ça, on ne sait pas vivre avec la nature ?

Nous, on y vit.

Nous, on la chérit.

Nous, on la défend.

Messieurs, papiers d'identité.

On a un permis délivré par l'État pour couper ici.

Montrez-nous ce permis ! Ces forêts sont publiques, nous avons le droit de savoir ce qu'elles deviennent.

C'est en règle.

Ces travailleurs ont leur autorisation pour abattre ces pins.

Si vous ne quittez pas les lieux, nous serons obligés de vous verbaliser.



Pfff. Et voilà. Ce n'est qu'un jour comme les autres au bureau.

FIN



À 20 kilomètres au sud de Vilnius, l'État lituanien procède à des coupes rases intensives dans la forêt de Rūdinkai.
© Zoé Moreau

« L'État est tout autant responsable de la déforestation que les acteurs privés », clarifie cependant Tomas Tomilinas, parlementaire et membre de l'Union des démocrates pour la Lituanie, un parti d'opposition de gauche. Dans le petit pays balte, 52 % des forêts appartiennent à l'État. Leur gestion est confiée à une entreprise publique, la VMU, chargée de la commercialisation du bois prélevé dans ces forêts. « Sa politique repose sans aucun doute sur une logique de rentabilité, analyse Tomas Tomilinas. L'État lituanien a beaucoup de frais liés aux services publics. Et il s'appuie sur ce business pour les financer. » D'après le Service national des forêts, l'exploitation des forêts publiques représenterait 400 millions d'euros de chiffre d'affaires chaque année, directement reversés à l'État. Des bénéfices qui ont augmenté de 17 % en un an. En Lituanie, toute demande d'abattage doit avoir été validée au préalable par le Service national des forêts.

« Mais il y a un problème dans la distribution de ces permis », note Laurynas Zemaitis. D'après le militant, il est fréquent que des abattages qui devraient être considérés comme illégaux se voient attribuer des permis, y compris dans des aires protégées – notamment des aires classées Natura 2000 –, mettant en péril des zones écologiquement sensibles. « Dans ce cas, nous attaquons l'État en justice », explique Laurynas. En décembre 2023, par exemple, le Tribunal administratif suprême de Lituanie a tranché en faveur des associations de protection de l'environnement. Elles soutenaient qu'une évaluation d'impact environnementale avait été bâclée pour un projet d'exploitation dans la région d'Ignalina, à l'est du pays.

Cet hiver, des forêts de groupe 2 (nécessitant une protection des écosystèmes), privées comme publiques, ont par ailleurs subi des coupes rases présentées comme « sanitaires ». « Mais en se rendant sur place, nous avons découvert que des arbres en très bonne santé avaient été abattus », s'alarme Laurynas Zemaitis. Son association, *Girių inspekcija*, a travaillé au référencement de ces coupes abusives. D'après leur carte, la quasi-totalité du territoire est concernée. Contactée à ce sujet, l'entreprise nationale de gestion des forêts a souhaité rappeler qu'elle « menait ses activités de manière responsable et durable ».

Après du média LRT, le ministre de l'Environnement Simonas Gentvilas se défendait en novembre dernier de mener une politique de déforestation trop intensive. « La Lituanie a deux fois plus de forêts qu'entre les deux guerres, trois fois plus de bois stocké et chaque année un tiers de l'augmentation est laissé aux générations futures. Ce qui signifie que la Lituanie augmente sa surface forestière chaque année. »

Des propos que conteste Stanislovas Čepinskas, observateur de longue date de la politique de gestion forestière lituanienne. « Ils font tout pour trafiquer les chiffres. Nous voyons la forêt disparaître et rien ne peut nous empêcher de le constater. »

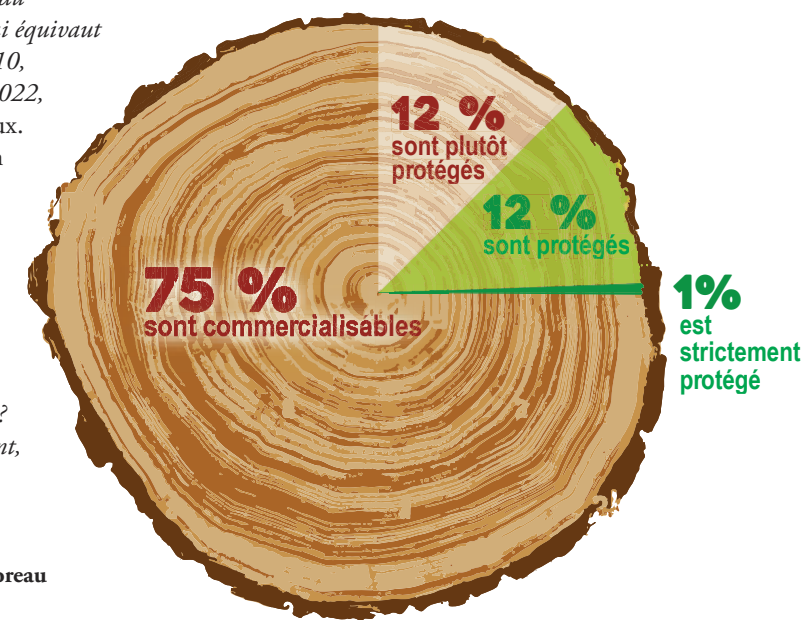
Une définition floue de la forêt

D'après des documents officiels, une forêt doit, pour être considérée comme telle, répondre à plusieurs critères. En termes de superficie, notamment (sa surface doit dépasser 0,1 hectare) et de densité de population d'arbres. Mais les textes considèrent également qu'une forêt « temporairement dépeuplée » est une forêt. « Cette zone déboisée est-elle toujours comptabilisée dans les registres ?, s'interroge Laurynas Zemaitis, en contemplant une aire dénuée de bois. Nul ne le sait. Car on nous refuse l'accès à ces données. » Interrogé à ce sujet, le Service national des forêts assure que les statistiques sur

l'exploitation forestière et l'abattage sont correctement réalisées. D'après l'ONG Global Forest Watch, qui évalue la superficie des forêts à l'aide d'images satellitaires qu'elle collecte, « la Lituanie a perdu 395 000 hectares de couverture arborée entre 2001 et 2022, ce qui équivaut à une diminution de 17 % depuis 2000 ». Elle ajoute : « En 2010, la Lituanie avait 1,80 million d'hectares de forêt naturelle. En 2022, elle en a perdu 17 000 hectares. » Soit plus de trois fois Bordeaux. Les conséquences de la déforestation sont aujourd'hui bien connues : libération de carbone, destruction des écosystèmes, perte de biodiversité ou dérèglement du cycle de l'eau... En Lituanie, si la loi impose aux exploitant-es des forêts de replanter les parcelles après l'abattage, les conditions de cette replantation sont elles aussi remises en cause. Interviewée par le média LRT en novembre dernier, Lina Paškevičiūtė ironisait : « Aujourd'hui, on nous dit de ne pas nous inquiéter, que les forêts vont repousser. Mais qu'est-ce qui va repousser, au juste ? Des gigantesques rangées de sapins avec un pauvre chêne devant, pour faire joli ? » Sa question attend toujours une réponse. 🇷🇺

Zoé Moreau

DES FORÊTS D'EXPLOITATION



Dans la forêt de Šimonys, au nord de la Lituanie, des coupes rases sont réalisées à proximité d'une zone protégée Natura 2000. © Lucas Zai-Gillot

Loin du conflit, l’oiseau fait son nid

En Europe de l’Est, l’habitat du phragmite aquatique se dégrade, conséquence de la guerre en Ukraine. Le petit oiseau chanteur a trouvé refuge dans les réserves naturelles de Lituanie, où une équipe lutte pour sa préservation.



Le phragmite aquatique a été transféré du Bélarus jusqu’en Lituanie en 2018. © Žymantas Morkvėnas

Ce soir-là, Žymantas Morkvėnas arpente la réserve de biosphère de Žuvintas, au sud de la Lituanie. Ses sens sont en éveil. Parmi les chants d’oiseaux, il cherche à percevoir celui du phragmite aquatique, strident et rieur. L’activiste, président de l’ONG *Baltic environmental forum* (BEF) et expert en biodiversité, connaît bien la mélodie du phragmite. Ainsi que son apparence. Son pelage est beige, strié de noir. Il porte une marinière : c’est un oiseau des zones humides.

En 2018, Žymantas Morkvėnas a dirigé la première transplantation de l’espèce à travers l’Europe. Accompagné d’expert-es en biodiversité et de militant-es, son équipe s’est rendue au Bélarus – pays qui compte le plus de représentants de l’espèce dans le monde – pour y prélever une cinquantaine d’individus et les ramener en Lituanie. « Lorsque nous avons pris conscience que la population était en déclin, nous avons réfléchi à plusieurs méthodes. Celle-là nous est apparue comme la plus efficace », explique-t-il.

« La transplantation a été un véritable succès », rapporte Žymantas, six ans après le transfert des premiers oiseaux en Lituanie. La population de phragmites aquatiques, qui diminue partout en Europe, semble s’être stabilisée dans le pays. « Le principal défi de cette transplantation était le retour des oiseaux après leur migration. Il fallait s’assurer qu’ils rentrent bien en Lituanie et pas au Bélarus, où nous les avions prélevés, explique Žymantas. Et c’est ce qu’il s’est passé. »

Bientôt disparu ?

Classée comme espèce « vulnérable » par l’Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), le phragmite aquatique est aujourd’hui le passereau (espèce de petit oiseau) le plus menacé d’Europe. Son habitat ne cesse de se dégrader, conséquence du réchauffement climatique et de la modification des milieux naturels par l’humain. Mais sa survie est également mise en péril par les conflits géopolitiques. « Car le phragmite aquatique est un oiseau des zones de guerre », analyse Žymantas Morkvėnas. Ukraine, Lituanie, Pologne et Bélarus : il n’y a plus que quatre pays dans lesquels le phragmite se reproduit. Et dans les aires affectées par la guerre en Ukraine, la priorité n’est pas à la préservation de l’espèce. « Là-bas, entre les bombes et les champs minés, il est très difficile d’intervenir », décrit Žymantas. Au Bélarus, les conditions ne sont pas meilleures pour le petit oiseau. Car Alexandre Loukachenko, soutien de Vladimir Poutine, a mis fin il y a deux ans aux initiatives de conservation de la nature – principalement soutenues par les pays occidentaux (Union européenne, États-Unis), après la rupture diplomatique entre le pays et l’UE. En 2018, l’*Aquatic warbler conservation team* (AWCT), une équipe de chercheur-ses œuvrant à la conservation de l’espèce au



Lors de la transplantation d’espèce réalisée par l’équipe *Baltic environmental forum*, il fallait nourrir les oisillons en continu, de 4 heures du matin jusqu’à 21 heures. © Žymantas Morkvėnas

niveau mondial, estimait à 33 000 le nombre de phragmites aquatiques dans le monde. Alors que cette population diminue chaque année, la Lituanie pourrait devenir, à court terme, une véritable terre de refuge pour cet oiseau chanteur victime de la guerre menée par Vladimir Poutine et la politique de ses alliés. 🇷🇺

Zoé Moreau



mythes et légendes

Eglė, la reine des serpents

Un jour, la belle Eglė découvre un serpent dans ses vêtements.
— Pars ! lui hurle-t-elle.
— D'accord, mais seulement si tu acceptes d'épouser le roi des serpents, répond le reptile.
Elle accepte et est escortée au fond des mers. Eglė rencontre Žilvinas, son fiancé, et tombe immédiatement sous le charme. Ensemble, le couple eut quatre enfants et connut le bonheur.
Mais un jour, bravant l'interdit, Eglė voulut rentrer chez elle. Ses parents, refusant qu'elle ne reparte sous les mers, ourdirent la mort de Žilvinas. Torturé-es par la famille d'Eglė, ses enfants gardèrent le silence sur le lieu de la demeure de leur père. Sauf sa fille. Cette jeune femme condamna, malgré elle, le roi des serpents à mort. En apprenant la nouvelle, Eglė transforma ses enfants en arbres : les fils en robustes chênes, leur sœur en peuplier et elle-même en majestueux épicéa (Eglė en lituanien), figeant à jamais leur drame dans la légende.

Sara Jardinier

Érosion

Quelle vie pour les dunes mortes ?

Principal patrimoine du littoral, les dunes de Courlande font aujourd’hui l’objet d’un débat qui oppose deux visions : figer un paysage de carte postale qui attire de plus en plus de touristes, ou laisser libre cours à la nature.

La main en visière pour se protéger des grains de sable projetés par le vent, Stasys Kupliauskas et Modestas Bružas grimpent doucement l’unique sentier qui traverse la réserve naturelle de Nagliai. Un kilomètre les sépare du sommet de la dune qui s’étend au nord de l’isthme de Courlande et culmine à 60 mètres. Site exceptionnel de la côte balte, ce long banc de sable, classé au patrimoine mondial de l’Unesco en 2000, court sur 98 kilomètres, de l’exclave russe de

Kaliningrad à la ville lituanienne de Klaipėda. Un paysage fascinant qui inspira une partie de son œuvre à l’écrivain allemand Thomas Mann et que Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir vinrent visiter à l’été 1965. Emmittoufflés dans leurs impers kaki, les deux employés du parc narrent, tout en marchant sur ces dunes qu’ils connaissent par cœur, l’histoire de « ces sommets qui ne sont plus alimentés en sable ». S’accroupissant, Modestas triture le lichen vert pastel qui a recouvert la dune au gré des plantations de pins. Il explique d’un air grave comment ces arbres ont aidé à stabiliser ce paysage, le figeant et lui donnant son nom de *Dunes mortes*. Avant le 19^e siècle, l’isthme de Courlande avait un visage bien différent. Dénuées de forêt, ces dunes « vivaient » et se déplaçaient au gré du vent et des courants marins qui charriaient le sable depuis les côtes russes. « Elles enfouissaient régulièrement des villages de pêcheurs dans leurs mouvements », raconte Donatas Pupienis, géographe à l’Université de Vilnius.

À la fin du 19^e siècle, les habitants ont planté une vaste pinède sur la façade ouest de l’isthme pour y fixer le sable. Si la main de l’humain a ainsi permis de conserver cette exception naturelle, elle l’a aussi condamnée à mort. La dune est un organisme vivant comme un autre. La paralyser, c’est la tuer », tranche le géographe, qui voit dans l’action du parc national la volonté de « maintenir artificiellement un paysage de carte postale ». En période estivale, la réserve naturelle accueille 1 000 visiteur·ses par jour. Pas question de laisser disparaître la dune, principal patrimoine d’un isthme vivant essentiellement du tourisme.

Un patrimoine fragile

L’administration du parc, qui souhaite conserver le paysage autant que préserver la nature, a alors mis en place certaines restrictions : un parking de taille réduite qui assure une régulation de la fréquentation et un sentier balisé jusqu’au sommet, duquel les promeneur·ses ne peuvent s’écarter. « On hallucine toujours quand on voit qu’en France vous laissez les gens courir sur la dune du Pilat », s’étonne Stasys. « Pour nous c’est impensable. » Il faut dire que Courlande est bien plus vulnérable. Pour les gardien·nes du parc, il faut endiguer l’érosion et le mouvement des sables, quitte à en interdire l’accès. Une mission que tous·tes les habitant·es ne comprennent pas. « Les locaux nous reprochent de ne plus pouvoir aller et venir librement sur ces dunes qui les ont vus grandir. » Son statut de patrimoine protégé partagé entre deux

États rend lui aussi difficile la gestion de la dune de Courlande. Par le passé, les services scientifiques russes et lituaniens coopéraient pour la préservation de cet espace naturel. Mais depuis la crise sanitaire et la fermeture des frontières, « ils n’ont plus aucun contact », remarque Justė Zavišaitė, gestionnaire de la mission Unesco au sein du parc régional. L’invasion russe de l’Ukraine en février 2022 n’a pas arrangé les choses. « Nous ne voulons plus rien avoir à faire avec eux », gronde Stasys. Sa colère trahit une certaine aigreur à l’égard d’un voisin qui « ne comprend pas la nature comme nous » et qui lutte contre l’érosion en bétonnant ses rivages. Héritage d’un « brutalisme soviétique » qui empêche le sable d’aller et venir librement et qui fatalement détruit les côtes. Le sommet de la dune offre une vue imprenable sur la baie de Courlande et sur la jetée du village de Juodkrantė, à quelques kilomètres au nord. À l’horizon, se dessinent les forêts du continent lituanien. Un paysage à couper le souffle, même pour Stasys et Modestas. Dans la nuit, le vent a creusé une nouvelle faille dans le sable, remodelant le relief de la dune. « C’est incroyable ! », s’extasie Stasys comme un gosse qui découvre le monde pour la première fois. Son regard mélancolique se perd au large de la lagune. La tâche des gardien·nes semble presque vaine. Un sourire figé sur son visage, il le sait : « La nature gagnera toujours. » 🇷🇺

Alexis Gonzalez et Lucas Zaï-Gillot

« On hallucine toujours quand on voit qu’en France vous laissez les gens courir sur la dune du Pilat. Pour nous c’est impensable »

LE SAVIEZ-VOUS ?

Une statue de Jean-Paul Sartre a été érigée en 2018 sur les dunes de l’isthme de Courlande, pour célébrer la venue de l’écrivain en 1965.



Au sud de l’isthme de Courlande, la dune de Parnidis domine le port de Nida. © Alexis Gonzalez

La pêche au tourisme



*Un projet de marina bouleverse la vie de Nida,
un historique village de pêche.*

*Avec fierté, la famille Kazlauskas perpétue,
de génération en génération,
un savoir-faire traditionnel.*

Faisant fi du vent glacial qui fouette son visage, Alvidas, 77 ans, saisit de ses mains rougies par le froid le fer rouillé d'une ancre. Il s'empresse de la passer par-dessus le garde-corps du bateau à son petit-fils, Robertas. Le père de ce dernier, Laimis, vêtu d'une combinaison orange fluo, s'active pour débarrasser le pont. Sans dire un mot, les trois pêcheurs préparent leur chalutier. Chacun connaît sa besogne et s'y affine sans rechigner. Dans l'aube de ce dimanche d'hiver, seul le broutement du moteur vient troubler le calme du petit port de pêche de Nida. Situé au sud de l'isthme de Courlande, à l'ouest de la Lituanie, l'endroit est baigné d'une apaisante lumière grise. La brume bouche l'horizon de la lagune. « *Au large, ça va souffler fort* », lance Robertas avant de rejoindre son père et son grand-père à bord du bateau.

Chez les Kazlauskas, le métier de pêcheur se transmet de génération en génération. Les dimanches en famille se font en mer, à remonter les brochets, daurades et anguilles qui peuplent ces eaux froides. Natif de Preila, village situé à quelques kilomètres au nord de Nida, Alvidas pêche dans la baie de Courlande depuis plus de cinquante ans. « *Je prendrai la mer tant que je pourrai marcher* », lâche-t-il dans un rire. Sous son jogging Adidas usé, ses jambes fatiguées trahissent une vie entière dévouée à ce dur métier. Cachés derrière ses paupières plissées par l'âge, ses yeux n'ont, eux, rien perdu de leur vivacité. Ils s'illuminent lorsqu'on lui demande s'il est fier de voir son petit-fils perpétuer la tradition familiale. « *Bien sûr* », sourit-il pudiquement. L'admiration est réciproque. Robertas Kazlauskas, 26 ans, tient son inépuisable grand-père en modèle d'une génération « *qui ne rechignait jamais à la tâche* ». Avec ses petites lunettes rondes et sa mine de gendre idéal, le jeune homme a bien failli ne jamais suivre les pas de son aïeul. De l'Italie aux États-Unis en passant par l'Irlande, il a passé ses premières années d'adulte à voyager avant de s'apercevoir que sa « *vie n'avait de sens qu'ici, aux côtés des siens, à faire ce métier* ».

La veille, sa fiancée Bernadeta et lui tenaient une petite échoppe dans le village de Preila pour les célébrations de la Saint-Kaziukas. Derrière les étals de poissons fumés trônaient, telles des affiches publicitaires, trois photos de la dernière lignée de pêcheurs de Courlande.

En voie de disparition

Sur le quai de Nida, un observateur attentif filme le chalutier Kazlauskas jusqu'à ce qu'il disparaisse dans l'épais brouillard. Gintautas Beržinskas appuie sur le bouton stop de sa caméra. Le quinquagénaire se dépêche de couvrir son matériel pour le protéger de la neige puis s'arrête un instant, attristé, pour considérer le port. « *Les pêcheurs de la lagune de Courlande disparaissent*, souffle-t-il en repliant son trépied, *alors je les immortalise.* »

Depuis quelques semaines, Gintautas réalise un documentaire « *en leur mémoire* ». Il n'y a plus qu'une quinzaine d'équipages dans les ports de l'isthme, à peine le double sur la rive continentale. À Nida, le tourisme a lentement refaçonné les rues



Les maisons colorées du village de Nida, comme un avant-goût de Scandinavie pour les touristes du continent.
© Alexis Gonzalez

◀ Dans la brume du port de Nida, Robertas, Laimis et Alvidas Kazlauskas déchargent leur pêche du jour. © Alexis Gonzalez



Chez les Kazlauskas le métier de pêcheur se transmet de père en fils comme un trésor. © Alexis Gonzalez

de cet historique village de pêche. De celui-ci ne restent qu'un port étroit, ses filets effilochés, une dizaine de bateaux vieillissants et un petit musée. « *Cet endroit a été façonné par les pêcheurs* », lâche le photographe, pointant les friches portuaires.

Il y a quelques années de ça, entre ces murs de briques, ils vendaient leur poisson frais à la criée et faisaient fumer le reste. Maintenant, seule une remorque sans bateau reste devant l'entrée de l'ancien entrepôt décrépi. D'un geste de la tête, Gintas désigne ces façades, recouvertes d'immenses affiches promotionnelles. « *Regardez ce que la mairie et l'office de tourisme comptent faire de la tradition ici !* »

Un Arcachon lituanien

Sur ces toiles se dessinent l'avenir du port et sa métamorphose en une nouvelle marina luxueuse, prévue pour 2026. Le projet est géré par le cabinet d'architectes Kenova, installé à 350 kilomètres de l'isthme, à Vilnius. L'ancien entrepôt de pêcheurs va être rasé et remplacé par des hôtels, des restaurants ou des boutiques de luxe. L'une

d'entre elles s'est déjà installée sur l'actuel port de plaisance. Les produits vendus viennent de partout, sauf de la lagune. Quant aux chalutiers, ils n'apparaissent pas dans les plans du cabinet. Les 700 000 touristes à l'année font désormais vivre cet « Arcachon lituanien » et non plus les pêcheurs.

À peine quelques heures après leur départ, les Kazlauskas rentrent déjà au port. Tout juste ont-ils amarré que Robertas et son père s'empressent de décharger la prise du jour, la mine fermée et le nez rougi par la tempête de neige. Sur le quai, cigarette à la bouche, un acheteur attend la marchandise avec impatience. Il charge dans le coffre de son utilitaire quatre bacs dans lesquels s'agitent encore les brochets luisants qui viennent d'être pesés. Le reste sera vendu plus tard.

De retour dans le garage de la maison familiale, Alvidas s'assoit au milieu des souvenirs de mer, entre ses outils et les photos de ses vieux camarades décédés. Peinant à retirer sa botte, le grand-père grommelle. La pêche n'a pas été aussi faste qu'il l'aurait souhaité. En cause, des vents qui poussent les poissons vers les eaux russes, des quotas nationaux de plus en plus stricts. Avec des prises aussi maigres, impossible de vivre convenablement. Alors Robertas a pris les devants. Comme de nombreux-ses habitant-es de l'isthme, il rouvrira sa maison d'hôte dès l'été. Il compose avec l'air du temps : « *Le tourisme nous nourrit aussi.* » Et nourrira de plus en plus les prochaines générations, au risque de voir ces vieux chalutiers devenir un jour un simple décor de carte postale. 🇷🇺

Alexis Gonzalez et Lucas Zaï--Gillot



mythes et légendes

Larmes d'ambre

Dans les profondeurs de la mer Baltique, flotte un palais d'ambre où demeure la sirène Jūratė. Un jour, elle découvre le pêcheur Kastytis près de son royaume. Stupéfaite par sa beauté, elle l'emmène vivre avec elle sous l'océan.

Cependant, le dieu du tonnerre Perkūnas avait promis la main de Jūratė au dieu des sources et des rivières. Lorsqu'il découvre qu'elle est tombée amoureuse d'un simple mortel, Perkūnas est pris d'une fureur intense et déchaîne foudres et tempêtes, détruisant ainsi le palais d'ambre en mille morceaux et tuant Kastytis. Jūratė reste enchaînée aux ruines de son royaume pour l'éternité, versant des larmes d'ambre. Ainsi, lorsque les tempêtes agitent la mer Baltique, les Lituanien-nes ramassent les morceaux d'ambre qui remontent du fond et s'échouent sur les plages.

Sara Jardinier

Avoir 20 ans à Vilnius

Ces jeunes ont une vision commune de la liberté.

Elles et ils ont entre 20 et 30 ans et partagent leurs engagements, leurs combats et leurs rêves.

Milda et Šarūnė, 22 et 21 ans



© Adam Lebert

Clopes au bec et verres de rosé à la main, Milda, 22 ans et Šarūnė, 21 ans, profitent du retour du printemps à la terrasse du Café Montmartre au cœur de Vilnius. La seconde connaît bien ce restaurant français, elle y travaille depuis qu'elle a arrêté ses études d'architecture « *sans vraiment savoir pourquoi* ». Derrière son rire, on sent quelque chose qui se meurt. Un monde où les prix des loyers dans la capitale n'étaient pas aussi élevés et où elle ne cauchemardait pas de la guerre. Chaque mois, elle donne cinquante euros en soutien à l'Ukraine, qui fait front contre « *un ennemi commun* ». Souhaite-t-elle avoir des enfants ? Non, pas avec l'avenir qu'on lui promet. Milda n'est pas plus optimiste. Étudiante en médecine, elle rêve de devenir psychiatre. Un métier, dit-elle, peu valorisé dans un pays où « *le traitement des troubles psychiques est réputé ne concerner que les personnes très déprimées ou les psychopathes* ». La bouteille se vide. Avant de partir, un dernier mot : « *La Lituanie a une histoire énorme, elle est plus qu'un petit pays d'Europe de l'Est. Elle mérite d'être libre* ».

Elzė, 20 ans

À 20 ans, Elzė, le sourire aux lèvres, est en train de réaliser son rêve : devenir professeure de lituanien. « *C'est important pour les jeunes de comprendre leurs racines et la grammaire de leur langue pour aimer leur pays.* » En apprentissage dans un collège, elle voit son futur métier comme un sacerdoce, une mission qui donne « *un sens à [s]a vie* ».

Sans forcer les jeunes, elle veut les éveiller à leur pays par l'art et la culture. Lorsqu'on parle théâtre, la jeune femme cite Koršunovas, Varnas, Cholina, des metteur-ses en scène qui lui collent à la peau, qu'elle chérit et défend comme ces livres lituaniens qui se passaient sous le manteau il y a encore cinquante ans, sous l'occupation soviétique. Pour la jeune femme, connaître et comprendre ces classiques permet aussi aux citoyen-nes de devenir « *libres* ». L'art comme contre-pouvoir ?



© Adam Lebert



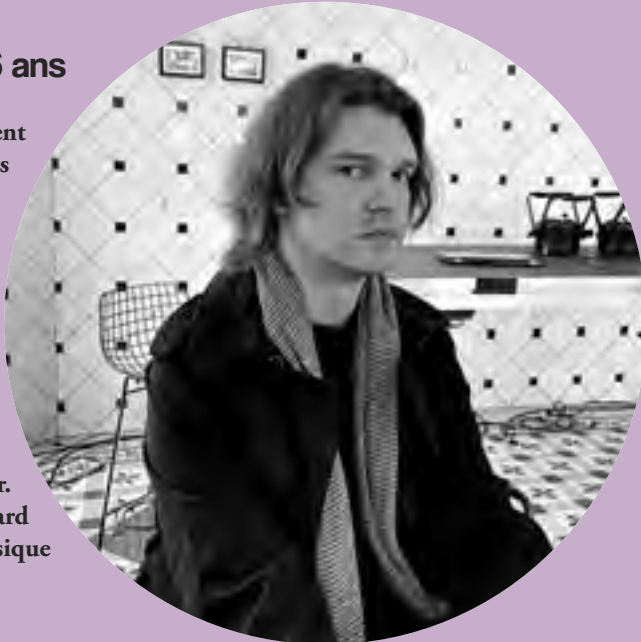
© Isabelle Veloso Vieira

Rostislav, 22 ans

La deuxième arrestation a été celle de trop pour Rostislav. Poussé à l'exil par le régime russe, le défenseur des droits humains a trouvé refuge auprès de ses collègues activistes à Vilnius en 2022. Depuis le pays balte, il poursuit son travail d'opposant pour « *faire de la Russie un pays démocratique* ». Engagé depuis ses 16 ans, il s'est même présenté aux élections de sa ville en 2020. Pour lui, la Lituanie n'est qu'une zone de repli, une parenthèse dans son combat. « *Je ne saurais pas citer les dernières actualités du pays* », ironise-t-il. Son regard est toujours tourné vers l'Est. Les opposant-es russes comptent sur lui pour leur trouver des avocat-es disponibles en cas d'arrestations abusives. Alors, dès qu'il pourra retourner en Russie, il le fera sans hésiter pour retrouver ses proches. Pour le moment, le militant compte rester en Lituanie, où selon lui, la liberté du pays ne tient qu'à un fil. « *Poutine est assez fou pour vouloir attaquer l'Otan.* »

Modestes, 26 ans

Assis seul à une table, Modestes, 26 ans, a la tête qui tanguent lentement au milieu d'un tourbillon de musique et de lumières jaunes, vertes et rouges. Le jeune homme, originaire d'une ville « *plutôt ennuyeuse* » du nord-ouest de la Lituanie, profite des joies de la capitale dans l'ancienne prison de Lukiškių, reconvertie en lieu artistique. S'installer à Vilnius était pour lui une nécessité. « *C'est là qu'il faut vivre quand on est jeune, intéressé par l'art et par de meilleures perspectives d'emploi !* » Mais tout n'y est pas parfait. Loin de là. Après trois mois de formation en montage vidéo et photos, puis des CV envoyés à la volée, Modestes n'est jamais rappelé. « *Je finis par me résigner et me dire qu'il faudra sûrement me trouver un nouveau gagne-pain.* » Ou s'expatrier. Ce bilingue anglais à l'accent parfait ne l'exclut pas, le regard vers l'Ouest. Un seul crédo : se laisser transporter, par la musique et par les opportunités.



© Eve Figuière

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le 23 août 1989, près de deux millions de personnes, soit un tiers de la population balte, s'unissent pour former une chaîne humaine longue de 687 kilomètres entre Vilnius et Tallinn, afin de réclamer leur indépendance à l'URSS.

Le 11 mars 1990, la Lituanie devient le premier pays balte à déclarer son indépendance de l'Union soviétique.

LE SAVIEZ-VOUS ?

La jeunesse a le sourire. Selon un *Rapport mondial du bonheur* dirigé par l'Onu, les Lituanien·es de moins de 30 ans sont les plus heureux·ses du monde dans cette catégorie d'âge (sur 143 pays). En comparaison, leurs homologues français·es ne sont que 44^e et les jeunes russes 68^e.

Vilda, 22 ans

Partir ou rester ? À cette question, Vilda émet un rire gêné. Postée derrière le comptoir de l'hôtel Artagonist à Vilnius, l'étudiante en psychologie doute de son avenir en Lituanie. « *Je ne veux pas vivre de petits boulots en petits boulots comme mes parents.* » Aux contraintes économiques, elle choisit la liberté. Celle de pouvoir fonder une famille, voyager et s'offrir des repas aux restaurants, quitte à devoir partir de son pays natal. La destination ? Elle ne la connaît pas encore mais restera en Europe sûrement. « *Je m'y sens plus en sécurité.* » En attendant, la jeune femme de 22 ans partage son temps entre les bancs de l'université et son travail de réceptionniste. « *Je veux pouvoir gagner mon argent.* » Grâce à ce début d'indépendance financière, elle s'envole dans quelques jours pour l'Italie. Une première étape, même si son attachement patriotique à la Lituanie reste encore vif.



© Isabelle Veloso Vieira

Elvinas et Taisija, 28 ans

Une affiche rouge sang, avec pour mention « Poutine, le tueur ». Une autre avec un doigt d'honneur adressé au maître du Kremlin. Ce dimanche 17 mars, Elvinas et Taisija, un couple de 28 ans, ne se sont pas déplacé·es les mains vides au rassemblement « *Midi contre Poutine* ». Une protestation organisée face à l'ambassade de Russie en Lituanie par les partisan·es d'Alexeï Navalny. Devant la longue file d'attente de citoyen·nes venu·es voter pour l'élection présidentielle russe, les deux jeunes veulent « *appuyer les exilés politiques dans leur combat et montrer qu'il est possible de manifester dans un pays démocratique* ». Mais le courage n'efface pas la peur. « *Aujourd'hui, je suis terrifiée parce que je vois que le soutien des autres pays occidentaux faiblit à l'égard de l'Ukraine, s'émeut Taisija. Comment pouvons-nous être sûrs que, si cela nous arrive, nous obtiendrons l'aide nécessaire ?* » Le couple se repasse le scénario dans leur tête. Si jamais le pire leur arrive, celle qui travaille dans une banque et l'autre dans l'informatique ne sont certain·es que d'une chose : chacun·e restera se battre « *comme le fait le courageux peuple ukrainien* ».



© Isabelle Veloso Vieira



IDENTITÉS

Hanté par les fantômes
du passé, le pays bâtit
sa nouvelle indépendance
sur des piliers culturels
et mémoriels.

Photo d'une archive personnelle de Teresėlė
Kazlauskienė, déportée en Sibérie. © Adam Lebert

38 Rebonds pour l'indépendance

*Le basket, une arme symbolique
dans la lutte face à la Russie*

42 Vilnywood

*La reconstruction du cinéma lituanien
après la chute de l'URSS*

44 Prison Break Dance

*Une ancienne prison transformée en
paradis pour les artistes*

46 « La déportation a volé mon enfance »

*Des survivant-es de la déportation
en Sibérie témoignent*

48 Prière d'être reconnu

*Les dernier-es païen-nés réclament
le statut de religion*

49 Dans la bouche des Samogitien-nés

*Le combat d'une région pour
la reconnaissance de sa culture*

50 Accords au féminin

*À la rencontre des Sutartinės,
qui perpétuent une tradition
classée à l'Unesco*

52 La mémoire juive retrouvée

*La bataille contre l'oubli de la Shoah
progresses à Vilnius*



Le club Žalgiris Kaunas a été sacré 24 fois champion de Lituanie depuis 1993.
© Arthur Picard

Basket

Rebonds pour l'indépendance

Vecteur d'émancipation du joug soviétique en 1990, le basket a été l'une des premières occasions pour la Lituanie de se réunir en tant que nation.

« *Le basket, c'est notre seconde religion.* » La comparaison, répétée aux quatre coins du pays, pose d'emblée l'importance qu'accordent les Lituaniens au basket, sport national qui fait partie du vécu collectif. Il faut mettre les pieds à Kaunas, ville de la balle orange à une heure de train de la capitale Vilnius, pour en comprendre les raisons.

Le 19 mars 2024, la Žalgiris Arena fait un bond dans le temps. Face à l'équipe italienne de Bologne, le Žalgiris Kaunas célèbre les 25 ans de son sacre en Euroleague (la coupe d'Europe) acquis contre... ce même adversaire en 1999. Près de 15 000 supporter-ices de toutes générations sont réunies, arborant fièrement les couleurs de la ville. Même les plus jeunes ont des étoiles dans les yeux lorsque les anciens héros du club, venus pour l'événement, sont présentés sur le parquet. Pour Gintaras Krapikas, entraîneur adjoint et ancien joueur des vert et blanc, il faut se souvenir de la gloire de l'équipe. « *Le passé du Žalgiris est lié à celui de la Lituanie, il est primordial pour nous. C'est une question de tradition, les jeunes doivent en être conscients.* » Mais les lignes les plus marquantes de cette histoire se situent en réalité quelques années plus tôt.

À Kaunas, la Lituanie s'affirme

C'est à partir du milieu des années 1980 que se déroule cette épopée. Au sein du championnat soviétique de basket dominé par le CSKA Moscou, Kaunas parvient à trois reprises (1985, 1986, 1987) à battre l'équipe de l'Armée rouge. Trois victoires pleines de symboles face à l'ogre russe. Gintaras Krapikas était membre de cette équipe : « *Tous les basketteurs lituaniens jouaient à Kaunas, il y avait une très grosse rivalité avec Moscou, énonce celui qui a joué dix ans au Žalgiris. Cela a rendu notre peuple très fier car on a montré que la formation à la lituanienne était plus forte que celle de Russie, on se battait avec notre arme : le basket.* »

Derrière cet exploit sportif, la preuve que ce petit pays de près de trois millions d'habitant-es peut regarder la Russie droit dans les yeux. Un sentiment qui s'étend petit à petit dans la société, quelques années avant l'indépendance de 1990. Car à l'époque, le basket était l'un des rares domaines qui réunissait la population sous une même bannière. « *Les Lituaniens ont compris combien ces titres étaient importants pour eux aussi, afin d'exister au sein de l'URSS* », se remémore Gintaras Krapikas.

« Nous avons la chance et la responsabilité de représenter la Lituanie comme pays indépendant »

Au sein de l'équipe nationale de l'Union soviétique, le rapport de force change. Les joueurs lituaniens deviennent rapidement les fers de lance de cet assemblage réunissant tous les basketteurs des quinze républiques. Pour preuve, lors des Jeux olympiques de 1988 à Séoul, parmi les cinq titulaires, quatre viennent de Lituanie. Ils porteront l'URSS jusqu'à la médaille d'or, avec une victoire contre les États-Unis en demi-finales.

Quatre années séparent les Jeux de Séoul et de Barcelone (1992), une page de l'histoire du pays s'écrit dans cet intervalle. Devenue indépendante, cette nouvelle nation arrive en Catalogne avec la matérialisation de son identité : ses propres maillots, ses couleurs, son hymne et son drapeau. Aux Jeux olympiques, le monde découvre ce pays balte.

« *Nous avons la chance et la responsabilité de représenter la Lituanie comme pays indépendant, se souvient Krapikas. C'était une émotion indescriptible de porter un maillot marqué Lietuva.* » Mais l'ours russe n'est jamais loin et croise le nouveau pays lors du match pour la troisième place.

Pour les Lituaniens, l'occasion est trop belle. Sous les yeux du monde entier, les basketteurs ont la possibilité d'incarner la résilience qui vit dans le pays. Ce même sentiment qui avait animé

la population un an et demi plus tôt, au moment de résister une nouvelle fois à l'envahisseur russe. Durant trois jours, les chars du voisin avaient occupé Vilnius pour tenter de reconquérir la Lituanie. Quatorze civils en avaient payé le prix de leur vie en janvier 1991.

L'opportunité d'établir un souvenir commun dans la toute jeune mémoire lituanienne se présente. Šarūnas Marčiulionis était l'un des joueurs de l'équipe de 1992, déjà membre de l'équipe soviétique de 1988 : « *C'était un match tellement important, on m'a raconté que tout le pays était silencieux, les yeux rivés sur la télévision. Il n'y avait plus personne dans les rues.* »

Ce 8 août 1992, le destin de la Lituanie bascule. Marčiulionis, Krapikas & Co battent la Russie (82-78) et s'offrent la médaille de bronze. Vilnius est gagnée cette fois-ci par l'allégresse d'une société fière de ses basketteurs, qui ont posé la Lituanie sur la carte du monde. « *C'était l'euphorie. On devait gagner ce match, cela représentait plus que du sport* », ajoute Marčiulionis, les yeux brillants.

« *Si on avait perdu, le basket n'aurait pas la même importance ici, poursuit le premier Soviétique à s'être illustré en NBA. Ce sport est la plus grande prouesse de la Lituanie en tant que nation, il a permis de parler d'une manière différente de notre pays. C'est devenu comme une carte de visite dans le monde entier.* »

Aujourd'hui, l'importance de la discipline semble moins évidente. « *La NBA, le foot ou les jeux vidéo ont diversifié les centres d'intérêt, analyse Gintaras Krapikas, médaillé en 1992. Mais pas d'inquiétude, les jeunes sont toujours intéressés par notre basket, qui reste numéro un !* »

Une blague revient alors souvent dans la bouche des fans et résume la place que le sport conserve ici. « *Quand la Lituanie joue, il y a trois millions d'entraîneurs dans le pays.* » 🇱🇹



Plus de 15 000 fans se réunissent lors de chaque match de Kaunas à la Žalgiris Arena, inaugurée en 2011. © Vincent Grillon

UNE ÉCOLE NBA À VILNIUS

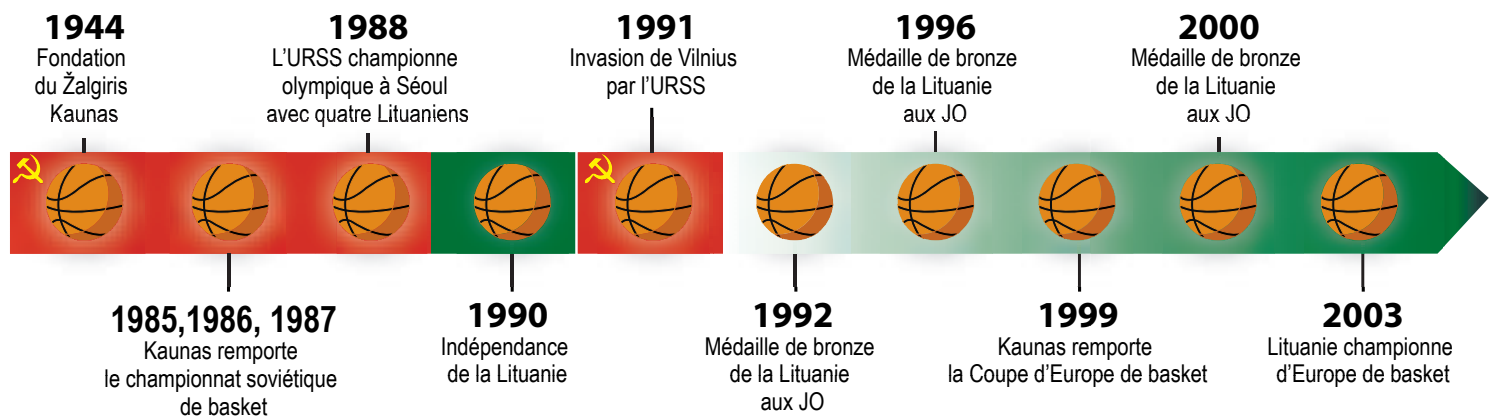
Affilié à la Vilnius Basketball School, l'établissement, premier du genre en Europe de l'Est, a vu le jour en 2022. Il accueille chaque année 1 500 enfants de 6 à 18 ans qui viennent s'exercer l'après-midi sur l'un des trois parquets. Lors des camps d'entraînement, des coaches de la Ligue américaine dispensent des séances aux jeunes joueur-ses. L'année dernière, Alan Major, entraîneur américain passé par de nombreuses universités, a par exemple repéré deux espoirs lituaniens, toutefois trop jeunes pour quitter le pays.

Mais contrairement à ce que l'on pourrait croire, cette école NBA ne se veut pas une pépinière de jeunes talents. « *L'objectif est plus social que sportif* », raconte Eglė Jucevičiūtė, chargée de l'organisation des camps d'entraînement. « *Le but premier reste que les jeunes s'entraînent et progressent, mais c'est aussi une question de santé et de socialisation dans les communautés* », enchaîne Eglė.

L'école sert aussi à créer du lien et apporter de l'aide, comme cela a été fait au début de l'invasion russe en Ukraine. Elle a accueilli et hébergé des jeunes Ukrainien-nes, en leur permettant de s'intégrer par le sport.

V.G. et A.P.

60 ANS D'HISTOIRE



LE SAVIEZ-VOUS ?

En 1410, la bataille de Žalgiris, au nord de la Pologne, permet à l'Union de Pologne-Lituanie de devenir la plus grande puissance d'Europe. Symbole de résistance, cet épisode historique a été exploité par les propagandes nazies et soviétiques. Aujourd'hui fierté nationale, ce conflit donne son nom à l'équipe de basket de Kaunas.

VILNYWOOD

À Vilnius, depuis les années 1990, le cinéma lituanien se bat pour trouver une identité. Il se fait de plus en plus remarquer et décroche des distinctions à Cannes, Sundance ou encore Venise.

C'est l'histoire d'une éclosion. Celle de la jeune génération de cinéastes lituanien-nes. Ces dernières années, plusieurs ont vu leurs films sélectionnés et primés dans des festivals prestigieux. *Pilgrims* (Laurynas Bareiša, 2021) remporte le prix Orizzonti du meilleur film à la Mostra de Venise avant de laisser Vytautas Katkus sous les feux des projecteurs cannois pour son court-métrage *Cherries*. L'année dernière, Marija Kavtaradze a raflé le prix de la meilleure mise en scène à Sundance, avec *Slow*, son deuxième long-métrage. Des distinctions que salue Simonas Kairys, le ministre de la Culture, qui se félicite de voir les fruits de cette (re)construction du cinéma lituanien. Rien ne prédestinait une telle pluie de récompenses. Tous-tes sont né-es à l'aube de

l'indépendance en 1990 et ont grandi dans un pays à la reconquête de lui-même. Avec la chute de l'URSS, le cinéma en Lituanie, qui n'était alors que propagande pour le régime, se désertifie.

Repartir de rien

Faute de financements, les réalisateur-ices quittent le secteur, qui doit alors renaître de ses cendres. Les enfants des années 1990 se retrouvent biberonné-es aux *tele novelas* et aux *blockbusters* américains. Gerda Krutaja, réalisatrice du court-métrage *All is Nature* (2016) et scripte sur de nombreux films lituaniens, se souvient : « J'ai grandi à Mindaugai, au nord du pays. Le cinéma le plus proche était à près d'une heure en voiture. Notre rapport au cinéma était dépendant de ce qui passait à la télévision. »

Face à ce manque d'accès au septième art, des initiatives individuelles se développent dans les années 1990-2000. Un cousin monte un vidéo club clandestin. Un collègue collectionne des centaines de DVD de films européens et américains. Un passionné ouvre un cinéma, l'*Oz Cinema Hall* à Vilnius et décide de ne diffuser que des classiques du cinéma occidental indépendant : Charlie Chaplin, Bernardo Bertolucci, Mathieu Kassovitz...

Le choc avec ce qu'elles et ils connaissaient jusqu'alors – *Le Roi Lion*, *X-Files*, *Fast and Furious* – agit comme une révélation.

« Je me souviens m'être dit "wow, ça peut aussi être ça le cinéma, c'est ce que je veux faire" », raconte Gerda Krutaja.

Rimantas Oičenka, réalisateur et manager du Studija Kinema, devient boulimique. « Pendant cinq ans, j'allais tous les jours

au Oz. Avant qu'il erme, j'ai filmé son directeur pendant trois jours, ça a donné mon premier court-métrage [*Too good for Hollywood* (2017), ndlr]. »

À Vilnius, un écosystème se construit. Les fonds alloués à la création artistique – notamment cinématographique – par le ministère de la Culture sont de plus en plus importants. En 2012, un Centre national du cinéma lituanien est inauguré. Une structure dont le travail est salué par de nombreux réalisateur-ices dont Marija Kavtaradze (*Summer Survivors*, *Slow*) et Vytautas Katkus (*Cherries*). « Nous avons vraiment vu la différence depuis les années 2010. Le Lithuanian film center nous aide beaucoup. » Le parcours cinéma à l'Académie lituanienne de Musique et de Théâtre (LMTA), ouvert en 1993, devient un passage incontournable pour la majorité des aspirant-es cinéastes. Encore largement influencée par l'esprit soviétique lors des premières années de son existence, l'école adopte progressivement une approche artistique occidentale, inspirée du cinéma indépendant européen.

Faire communauté

Pour la grande majorité issue de l'école, et avec seulement 700 diplômé-es en trente ans, les professionnel-les du cinéma lituanien s'accordent à le dire : « Nous sommes une communauté, nous travaillons ensemble et nous nous connaissons tous. » Plus qu'une simple bande d'ami-es, ces cinéastes, toutes spécialisations confondues, incarnent la nouvelle vague lituanienne.

Finie la toute-puissance du réalisateur, « une vision soviétique » selon Vytautas Dambrauskas, directeur du département de cinéma à la LMTA. À la compétition, elles et ils préfèrent la collaboration, travailler pour leurs films respectifs, acceptant d'interchanger leurs rôles selon les projets : réalisateur-ices, scénaristes, directeur-ices de casting ou de la photographie. Un exemple incarné notamment par la proximité personnelle et professionnelle entre Vytautas Katkus et Marija Kavtaradze. Lui est d'ailleurs professeur pour *Young Blood* (littéralement « sang neuf »), une école indépendante de cinéma fondée par elle. En produisant des films portés sur l'écologie, comme le long-métrage de science-fiction *Vesper*, ou l'intime (passage à l'âge adulte, sexualité, santé mentale), cette nouvelle génération s'empare de thématiques universelles.

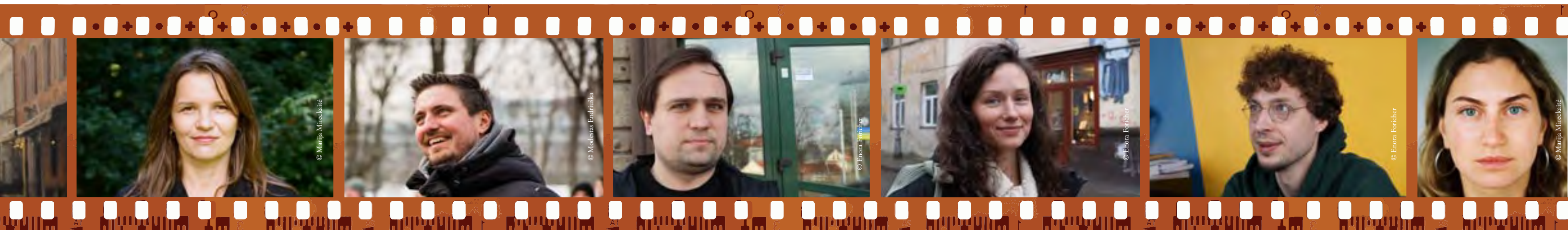
Marija Razgutė, fondatrice de la société de production M-Films et productrice de films reconnus à l'international (*Slow*, *Cherries*, *Nova Lituania...*), apparaît comme l'une des figures de proue d'un cinéma qui souhaite s'internationaliser. « Ces thématiques jouent beaucoup dans l'identification de publics étrangers et participent à notre rayonnement. Ce que l'on vise, c'est de gagner une identité forte et reconnue comme telle par le reste du monde. » Et faire oublier l'image d'un cinéma longtemps perçu comme un simple satellite russe. 🇷🇺

Enora Foricher et Arthur Picard



Affiche du film *Slow* de Marija Kavtaradze, primé au festival Sundance en 2023. © DR

De gauche à droite : Marija Razgutė, productrice fondatrice de M-Films ; Vytautas Dambrauskas, professeur et directeur du département cinéma à l'Académie lituanienne de théâtre et de musique ; Vytautas Katkus, réalisateur du court-métrage *Cherries*, sélectionné à Cannes en 2022 ; Gerda Krutaja, scripte et réalisatrice du court-métrage *All is nature* ; Rimantas Oičenka, manager du Studija Kinema et réalisateur de plusieurs courts-métrages ; Marija Kavtaradze, réalisatrice de *Slow* et fondatrice de l'école de cinéma *Young Blood*.



Underground

Prison Break Dance

Plus de 200 artistes ont investi l'ancienne prison de Lukiškių, à Vilnius, pour en faire un espace incontournable de la scène culturelle alternative.

L'été, la prison accueille des festivals de musique électronique.

© Abudu Groja / Lunatikai

Entre d'infinis couloirs sombres et des portes blindées, le silence est rompu par des mélodies aux accents électroniques. Ces anciennes cellules, où ont été enfermés des milliers de femmes et d'hommes durant plus de cent ans, sont devenues les studios de musique et ateliers d'art les plus prisés du pays. Désormais, on ne s'y enferme plus que par choix, pour créer.

La prison de Lukiškių, qui a cessé son activité en 2019 en raison de la surpopulation et de conditions de vie déplorables, aurait pu se transformer en centre commercial ou en parking. L'agence musicale *8 Days a Week* a finalement remporté l'appel à projet du gouvernement et lancé en 2021 *Lukiškių kalėjimas 2.0* pour y organiser des activités culturelles et autres festivals. La bonne humeur et la fougue de la centaine d'artistes présentes n'empêchent pas d'avoir froid dans le dos. « *La prison pouvait accueillir 800 prisonniers. Pourtant, pendant des années, 9 000 personnes étaient enfermées ici. Des conditions inhumaines pour des détenus qui, parfois, n'avaient pas commis d'autres crimes que celui de parler lituanien sous le régime soviétique* », raconte Emilija Raisyte. Depuis trois ans, elle est chargée de faire découvrir cet ancien centre pénitencier.

La jeune femme possède un sens de l'humour affûté. Elle est consciente que ses récits peuvent choquer les visiteurs. « *Ma mère était psychologue dans cette prison. Lorsque j'ai postulé pour ce travail, elle m'a conseillé d'utiliser l'humour comme défense contre l'impact émotionnel des fantômes du passé* », confie-t-elle.

Une histoire impossible à effacer

La guide pousse les portes de l'ancienne cantine. Une jeune femme la salue. Jolita Vaitkutė, artiste plasticienne, a posé ses valises à Lukiškių il y a trois ans pour y installer son atelier : « *Au début, l'énergie négative qui émanait de ce lieu était puissante. Mais les artistes sont de grands accélérateurs lorsqu'il s'agit de transformer les espaces en quelque chose d'inédit. Nous avons donné un nouveau sens, plus constructif.* » Emilija Raisyte confirme : « *Lukiškių a connu une renaissance sans gommer son histoire. C'est unique.* » La prison était autrefois le symbole de la répression à Vilnius. Aujourd'hui, l'ancien pénitencier s'érige comme un lieu artistique incontournable pour une jeunesse qui s'affranchit de toutes les barrières. 🇱🇹

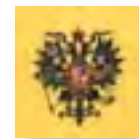
Sara Jardinier

LE SAVIEZ-VOUS ?

Une partie de la saison 4 de *Stranger Things* a été tournée à Vilnius, dans cette ancienne prison occupée par les nazis puis par les Soviétiques. En 2022, la plateforme *Airbnb* proposait de passer la nuit dans une cellule où a eu lieu le tournage. En réaction, près de 60 000 personnes ont signé une pétition lancée par une association de défense de la mémoire juive pour dénoncer l'oubli de la Shoah.

100 ans de prison

Pendant plus d'un siècle, la prison de Lukiškių a successivement été gérée par les forces d'occupation de différents pays.



1902 - 1915

La prison est érigée entre 1901 et 1904 pour les besoins des tsars russes.



1915-1918

Lors de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne utilise à son tour Lukiškių.



1919-1939

Le 19 avril 1919, les forces polonaises s'emparent de Vilnius. La prison est utilisée pour détenir de nombreux prisonniers politiques notables du Bélarus occidental.



1939-1941

La prison est utilisée comme lieu de détention temporaire pour les prisonniers qui sont ensuite déportés au goulag.



1941-1944

La Gestapo et la police lituanienne utilisent les centaines de cellules de détention pour des milliers de Juifs et de Polonais du ghetto de Vilna.



1991

De nouveau occupée par les Soviétiques, la prison renferme criminels et opposants politiques.



1991-2019

La prison ferme ses portes en 2019 à cause des conditions de détention déplorables.

Témoignages

« La déportation a volé mon enfance »

Entre 1941 et 1952, des dizaines de milliers de Lituanien·nes ont été envoyé·es en Sibérie pas le régime stalinien pour neutraliser toute opposition. Des survivant·es racontent.

Jurga Vilė a mis longtemps avant d’aimer sa grand-mère paternelle. Adolescente, elle n’a connu que la froideur et la « *bizarrie* » de cette vieille femme qui voyait des esprits le jour et criait la nuit. Elle ne pouvait même pas manger une pomme sans que son aïeule lui répète : « *En Sibérie, il n’y en avait pas.* » Aujourd’hui, trente ans plus tard, Jurga se souvient avec indulgence de la petite-fille « *peu compréhensive* » qu’elle était. Dans son salon, elle a édifié une muraille de livres sur la déportation. Parmi eux, *Haïkus de Sibérie*. Un roman graphique qu’elle a publié sur l’histoire de sa grand-mère Ursula et de son paternel Algis, banni-es par les Soviétiques dans la ville de Barnaoul le 14 juin 1941 au moment des premières déportations. « *Entre juin 1941 et 1952, 132 000 Lituanien·es sont déplacés de force en Sibérie* », relate l’historien Benas Navakauskas. Un nombre équivalent de personnes est jeté en prison. Leur crime ? Faire partie d’une opposition avérée, supposée et souvent inventée à l’Union soviétique, qui occupe une première fois la Lituanie de 1940 à 1941, puis une seconde fois de 1944 à 1991, après la victoire contre l’Allemagne nazie.

La moitié de la population touchée

« *Nous pouvons dénombrer trois vagues de déportations*, explique Benas Navakauskas. *La première s’est produite en 1941 et touchait les familles de politiciens et d’intellectuels. La deuxième, après la Seconde Guerre mondiale, concernait les partisans lituanien·es pour la liberté. La dernière, dont l’année 1951 est le point d’orgue, avait pour objectif de mater les paysans et de les inciter à céder leurs terres pour rejoindre les fermes collectives.* » Au total, on estime que plus de la moitié de la population lituanienne a été touchée directement ou indirectement par ce drame. Teresėlė Kazlauskienė venait de fêter son premier anniversaire lorsqu’elle a été déportée avec sa famille. Une froide matinée de l’année 1948, les soldats de l’Armée rouge encerclent sa maison et embarquent sans distinction hommes, femmes et enfants. Un périple d’un mois vers le village sibérien d’Ilanski les attend. Peu réalisent alors l’ampleur de l’évènement. Certaines femmes emportent chaussures à talons et beaux manteaux de fourrure. D’autres sentent confusément le danger, à l’image d’une jeune amie de Teresėlė, qui refuse de monter dans le train. Tout au long du trajet,

elle n’a cessé de demander « *quand est-ce qu’on arrive aux États-Unis ?* », comme sa mère le lui a promis. À l’arrivée, pas de statue de la Liberté. « *Les baraques où l’on vivait dataient de l’époque du Tsar, on y trouvait les ossements des générations précédentes de prisonniers* », se souvient Teresėlė. L’ambiance est moyenâgeuse : les transports se font en calèche et la famille survit en ramassant de l’ail sauvage dans la forêt. Dans le camp, les femmes sont autorisées à entretenir de maigres potagers. À l’extérieur, les hommes récoltent la sève des arbres. Malgré les décès quotidiens, les mariages traditionnels lituanien·es et la camaraderie avec les Ukrainien·es, les Polonais·es ou encore les Allemand·es permettent de recréer « *un semblant de normalité* ». L’endroit n’est pas gardé, seules la distance et l’absence de documents rendent la fuite impossible. En cas d’arrestation, ce sont des années de prison au goulag – les camps de travail forcé en URSS – qui les attendent. Rasa Pesliakienė, déportée en 1951 à l’âge de 4 ans, se souvient de tout, ou presque. Les mort-es jeté-es par la fenêtre du train en mouvement, les Soviétiques dédaignant même le droit à une sépulture décente. Son grand-père malade décédé au camp, faute de soins. Ses deux amies mortes de froid dans les bois, leurs corps retrouvés au dégel. Les enfants russes du commandant du camp qui la traitent de fasciste et les coups de poing pour les faire taire.



Rasa Pesliakienė (au centre), et ses deux sœurs, devant une photo de leur grand-mère déportée. © Adam Lebert



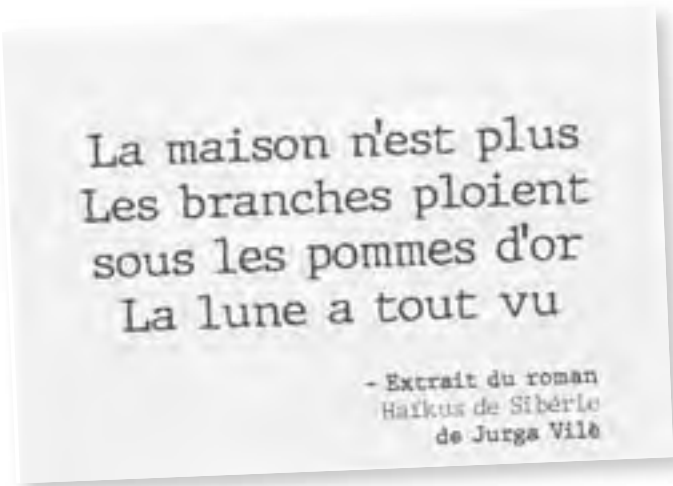
Le père et la grand-mère de Jurga Vilė ont fait partie des premières personnes déportées en Sibérie, en juin 1941. © Adam Lebert

« *Le traumatisme restera à vie. Je regretterai toujours que la déportation ait volé mon enfance, mais je ne vis pas au quotidien avec la haine dans mon cœur* », précise avec dignité la vieille dame de 77 ans.

L’horreur au grand jour

Pour Rasa, autorisée de manière arbitraire à revenir dans son pays natal en 1957, « *la libération du système de déportation n’est pas la fin de l’épreuve* ». Une de ses sœurs, née en Sibérie, manque de mourir dans le train du retour. En Lituanie, l’occupant est toujours là. L’accès à de nombreux métiers et à de nombreuses études est interdit aux ancien·es déporté·es, la possibilité de raconter leur vécu aussi. « *Face à l’impossibilité de se réinsérer dans la société lituanienne, certains retournent même en Sibérie de leur propre chef* », souligne l’historien Benas Navakauskas. Teresėlė, elle, n’a pu devenir juge qu’une fois la Lituanie indépendante. « *Ce jour-là, mon cœur s’est apaisé, j’ai eu le sentiment d’avoir les excuses que je méritais* », raconte-t-elle. Après la chute de l’URSS en 1991, les langues se délient, les ouvrages se multiplient et l’horreur éclate au grand jour. « *Aujourd’hui, mon seul réconfort est de savoir la Lituanie libre, comme l’ont rêvé nos parents et grands-parents* », déclare Teresėlė. Mais jusqu’à quand ? « *Nous savons de quoi la Russie est capable, c’est pourquoi les Lituanien·es soutiennent les Ukrainien·es. Aucun pays d’Europe n’est à l’abri* », s’émue de son côté Rasa. C’est que la grande roue de l’Histoire amorce un nouveau cycle meurtrier. Récemment, Jurga Vilė a reçu sur Facebook le témoignage d’une adolescente ukrainienne forcée de quitter son pays. Avant de partir, entre quelques vêtements et souvenirs de sa maison, elle a tenu à glisser un exemplaire de *Haïkus de Sibérie*. 🇷🇺

Yohan Châble et Adam Lebert



PRIÈRE D'ÊTRE RECONNU

Romuva, mouvement néopaganiste, cherche à être considéré comme religion d'État dans un pays majoritairement catholique.

Rasa Regelskytė et Ieva Didžiapetrytė allument un feu au sommet de la colline de Gediminas – du nom du païen qui aurait fondé la capitale. Au crépitement des premières flammes, les deux quarantenaires commencent à chanter pour invoquer leurs ancêtres et la déesse du feu, Gabija. Ces Lituaniennes sont des fidèles de Romuva, mouvement néopaïen fondé en 1967 à Vilnius par l'ethnologue Jonas Trinkūnienė. Cette communauté prendrait racine dans des traditions baltes pré chrétiennes et compterait entre 5 000 et 15 000 membres. « Nous sommes un petit pays, notre pouvoir est dans nos racines », témoigne Ieva Didžiapetrytė, baptisée catholique à sa naissance. Elle a rejoint Romuva « pour communiquer avec la nature et ses ancêtres ». Dans ce pays longtemps occupé durant le 19^e siècle, dont certain-es habitant-es ont connu quatre nationalités au cours de leur vie, de plus en plus de Lituanien-nés semblent séduit-es par le récit de cette mythologie originelle. Culte marginal jusqu'à l'indépendance du pays en 1990, Romuva veut désormais sortir de l'ombre. Ses membres se battent pour que leur croyance soit reconnue comme une religion d'État par le parlement lituanien, le Seimas. Ce statut leur permettrait d'obtenir des subventions, d'enseigner leur pratique à l'école ou encore de faire reconnaître leurs certificats de mariage et de baptême à l'état civil. Après avoir perdu de peu dans l'hémicycle en 2019, Romuva a saisi la Cour européenne des droits de l'Homme en 2021 et la juridiction a soutenu leur démarche. Près de 80 % de la population lituanienne est catholique et le parti conservateur

l'Union de la patrie-Chrétiens-démocrates dirige le pays depuis 2020. « L'Église a beaucoup d'influence au Parlement. Ils ont peur de nous, alors que nous sommes peu nombreux », estime Inija Trinkūnienė. Veuve du fondateur de Romuva, elle est depuis 2014 « la grande prêtresse » du culte.

Nationaliste ou baba cool ?

Depuis le début de la guerre en Ukraine, les Lituanien-nés craignent surtout une invasion. « Romuva est soupçonnée d'être manipulée par la Russie », explique Adrien Nonjon, spécialiste des groupes néopaganistes en Europe de l'Est. L'historien ajoute que ce culte « embrasse des thèmes dans lesquels des militants d'extrême droite se retrouvent : Romuva promeut

une forme de nationalisme et une vision de l'identité lituanienne qui passe par la redécouverte de traditions dites ancestrales ». Inija Trinkūnienė nie tout lien avec la politique, refuse les instrumentalisations, même si elle souligne le soutien de certain-es écolos, notamment de l'Union lituanienne agraire des verts (centre droit), dont le dirigeant se dit lui-même « païen ». « La composante écolo de ce culte attire notamment les jeunes », selon Adrien Nonjon. Nationaliste ou baba cool ? Les interprétations autour de Romuva divergent, suscitant débats ou relectures, comme dans toute religion digne de ce nom. 🇷🇺

Eva Aronica et Lucile Coppalle



Rasa Regelskytė et Ieva Didžiapetrytė se réunissent chaque semaine sur la tombe symbolique de Gediminas, héros national et grand-duc de Lituanie entre 1316 et 1341. © Lucile Coppalle

Dans la bouche des Samogitien-nés

Dans le nord-ouest du pays, le lituanien et le samogitien, un dialecte local, cohabitent. La population de Samogitie tient à cette particularité, symbole d'une identité séculaire qu'elle souhaite préserver.

Mardi 19 mars 2024. À la maison des conférences de Vilnius, une salle comble écoute attentivement la traduction samogitienne du *Petit Prince* de Saint-Exupéry. Sur la scène, défilent orateur-ices, danseuses et chanteuses originaires de la région lituanienne de la Samogitie (Žemaitija en lituanien). Marius Čiuželis promène un regard satisfait sur l'assistance. Créateur d'une fondation de charité, investisseur et conseiller financier, l'organisateur de l'évènement ne manque pas d'occupations. « Mais j'ai toujours le temps pour la Samogitie. Après tout, ce sont mes racines, j'en suis fier. » Dans les années 1980, le traducteur et professeur de linguistique Juozas Pabrėža a fixé la structure grammaticale du samogitien, un dialecte parlé par plus de 500 000 personnes. « Le *Petit Prince* est l'ouvrage le plus traduit au monde, nous l'avons donc choisi pour une diffusion maximale. Un pari réussi puisque nous en sommes bientôt à la troisième édi-

tion en quelques mois. » Jonas Drungilas, historien et professeur à l'Université de Vilnius, est un spécialiste de l'histoire de cette région. « Jusqu'au 13^e siècle, la Samogitie était un pays indépendant, dirigé par une noblesse locale soumise à un Duc. De nature rebelle, la région est la dernière à avoir été christianisée après des décennies de lutte féroce contre les chevaliers Teutoniques. » Le pays est alors intégré au Grand-Duché de Lituanie, avant d'être occupé par les Polonais-es puis les Russes.

Un ancien territoire indépendant

Délimitée par des frontières naturelles et forgée par l'histoire, la région a su conserver une culture propre. Les Samogitien-nés ont leur propre blason, une devise – *Patria Una*, « Une Patrie » – et même un passeport. Aujourd'hui encore, certaines coutumes ancestrales perdurent. Les collines de la contrée sont le lieu de festivals païens et partout surmontées d'une croix englobant un soleil. Une manière de célébrer ensemble l'ancien dieu du soleil et la chrétienté de cette région conservatrice et rurale. Mais l'élément identitaire le plus marquant reste leur dialecte. « Le samogitien est éloigné du lituanien, on ne se comprend pas entre nous. Le vocabulaire n'est pas le même, l'emphase est mise sur le début du mot plutôt qu'à la fin et la structure est organisée différemment. Ici, les journaux, les émissions télé, la radio, les calendriers, tout est en samogitien », relate Gintaras Pileckytė, un habitant de Telsiai, la capitale officieuse. Ironie de l'histoire, face aux tentatives de polonisation et de russification du pays de ces derniers siècles, l'esprit réfractaire de Žemaitija a fait de la région un bastion de la culture lituanienne. « Contrairement à ce que craignent certains politiciens qui s'opposent à la reconnaissance du samogitien, il n'y a pas de volonté de sécession ou d'autonomie de la Samogitie. Nous souhaitons simplement que notre exception culturelle soit enfin reconnue comme telle », conclut Marius Čiuželis. 🇷🇺

Yohan Châble



mythes et légendes

Il était une fois Vilnius...

Alors que le grand-duc Gediminas s'installait pour la nuit, proche de la rivière Vilnia, après une longue journée de chasse, il fut bercé par des songes étranges. Dans son rêve, il vit un colossal loup de fer perché au sommet d'une colline, hurlant aussi puissamment que cent bêtes sauvages. Déboussolé à son réveil, Gediminas s'empressa de chercher des explications auprès du prêtre païen Lizdeika qui lui dit : « Ce qui est destiné au souverain et à l'État de Lituanie est ainsi : le Loup de Fer représente un château et une ville que vous établirez sur ce site. Elle sera la capitale des terres lituaniennes, la demeure de leurs dirigeants, et la gloire de leurs actes résonnera dans le monde entier. » Gediminas, obéissant à la volonté des dieux, construisit la cité et lui donna le nom de Vilnius, inspiré de la rivière Vilnia.

Sara Jardinier

ACCORDS AU FÉMININ

Les Sutartinės ont traversé les siècles en chantant. Cette coutume, classée au patrimoine mondial immatériel de l’Unesco en 2010, perdure dans les voix des Trys Keturiose.

« Nous sommes différentes mais nous ne formons qu’une. » Tel est le sous-texte, empreint de sororité, qui émane des échanges entre ces Sutartinės (littéralement « être en accord »). Ce soir-là, comme tous les lundis, Daiva, Daina, Rima, Audra et Agla se réunissent dans un bureau désuet situé dans la banlieue d’Antakalnis à Vilnius. Pas de fioriture, pas de folklore ni de tenue traditionnelle lituanienne. Après une journée de travail, comme de vieilles amies, elles partagent un thé. Une façon d’échauffer leurs cordes vocales. Après avoir pris quelques nouvelles, la parole laisse la place aux chants. Selon leurs termes, « *la sutartinėsie les attire dans son monde* ». Leurs voix, puissantes et très ouvertes, s’élèvent et s’entrechoquent. « *Comme des cloches* », précise Daiva Vyciniene, cheffe de groupe

et ethnomusicologue spécialiste des Sutartinės. Chacune de ces voix conserve sa singularité. L’une est rugueuse, l’autre mélodique. L’une s’exprime, l’autre se tait. L’union réside dans le regard qui agit comme un bâton de relais et déclenche un chant en canon. Ensemble, les femmes forment une ronde et se serrent les mains. Les notes, telles des ondulations mystiques, emplissent la salle.

De mères en filles

Traditionnellement, les femmes chantaient pendant leurs travaux. Trys Keturiose, le nom de leur groupe polyphonique, est un hommage aux tisseuses de lin. Ces mots renvoient à l’une des partitions répertoriées dans l’ouvrage de référence des Sutartinės.



Chaque chant Sutartinė dure environ cinq minutes. Certaines partitions invitent les chanteuses à se tenir par les mains ou les bras. © Janice Bohuon



La formation polyphonique Trys Keturiose a été créée en 1981. Elle compte aujourd’hui six chanteuses, également amies. © Janice Bohuon

Véritable bible en trois volumes, il s’agit d’un travail gigantesque de compilation de vieux manuscrits et d’enregistrements sonores, publié en 1958 par Zenonas Slaviūnas, folkloriste de référence. Si cet ouvrage est aussi important, c’est parce qu’il apparaît comme une trace indélébile d’une tradition avant tout orale, se transmettant de mères en filles, inscrite au patrimoine mondial immatériel de l’Unesco depuis 2010.

« Maudites » jusqu’au 20^e siècle

À l’origine issues de la région d’Aukštaitija, au nord-est du pays, près de la frontière biélorusse, les Sutartinės étaient à l’époque considérées comme des sorcières par les hommes des villages. Selon le linguiste du 19^e siècle, Mykolas Miežinis, ces derniers étaient même réticents à se marier avec elles, les privant parfois de descendance. Leur malédiction s’est poursuivie. Au début du 20^e siècle, les habitant-es des villages continuaient à railler les Sutartinės, considérant leurs chants disgracieux et semblables à des « gloussements de poulet ».

Leurs textes évoquent des sujets aussi variés que la nature et le quotidien, mais aussi ce qu’induit d’être une femme dans une société patriarcale, parfois avec humour. Les Sutartinės seraient-elles alors d’éminentes féministes qui se dressent contre la domination masculine ? Interrogées à ce sujet, elles préfèrent se référer à la puissance spirituelle des femmes de l’Europe ancienne, gardiennes des coutumes et traditions. Pratiquée le plus souvent dans des groupes informels, cette coutume réunit aussi bien familles que voisinages. Comme l’explique Daiva, les Sutartinės sont bien plus qu’un genre musical : c’est une façon de vivre et de penser. « *Une connexion à son monde intérieur.* » Chacune des membres du groupe polyphonique invoque ses propres motivations. Pour Daina, c’est une escapade loin des tracasseries. Pour Audra, un hommage à son identité lituanienne. Une langue commune et un moment hors du temps, dans une société toujours plus pressée, pour trouver le juste accord avec soi-même et avec les autres. 🇱🇹

Enora Foricher

Shoah

La mémoire juive retrouvée

La quasi-totalité des Juif·ves lituanien·nes ont été assassiné·es par les nazis et leurs collaborateurs locaux pendant la guerre.

Le travail de mémoire, qui a commencé à l'indépendance, avance encore.



Près de 40 000 Juif·ves étaient emprisonné·es dans le ghetto de Vilnius entre 1941 et 1943. Ici, la porte principale. © Vilna Gaon Museum of Jewish History



Un soldat lituanien, croix gammée au bras, devant des prisonnier·es juif·ves, en juillet 1941 à Vilnius. © Schmidt-Schaumburg via Wikimedia Commons



La rue Rūdninkų, l'une des principales du ghetto, en 1942. © Vilna Gaon Museum of Jewish History

Au musée d'histoire juive Gaon de Vilnius, les cymbales du percussionniste Arkadijus Gotesmanas résonnent du son de la tragédie. Celle qui a touché son père pendant la Seconde Guerre mondiale. S'exprimer en public, comme lui ont demandé les organisateur-ices de la soirée commémorative des sauveur-ses de Juif-ves lituanien-nes durant la Shoah, n'est « *pas facile* » pour le jazzman.

Les yeux sans cesse dirigés vers le ciel avant d'élever la voix, il semble chercher l'aval paternel – décédé en 2020 – et vouloir empêcher ses larmes de couler. Il se lance.

En 1944, son père, alors âgé de 15 ans, est déporté à Auschwitz. Là-bas, il est victime des expérimentations du médecin SS Josef Mengele. Finalement, il survivra au camp de la mort, grâce à l'aide d'un officier allemand. Arkadijus Gotesmanas ne nous en dira pas plus.

« *C'était important pour moi de livrer ce témoignage, parce que beaucoup de Litoniens commencent à prendre conscience de la nécessité d'être au clair avec l'histoire de la Shoah sur leur territoire.* » Témoigner, encore et toujours, pour faire entendre une mémoire longtemps invisibilisée mais douloureuse. Une mission quelque peu compliquée dans le pays balte, dont la capitale portait autre-

fois le nom de « la Jérusalem du Nord ».

En 1941, 220 000 Juif-ves (appelé-es « Litvaks ») vivaient en Lituanie – devenue un haut lieu de la culture juive sous l'impulsion du rabbin du 18^e siècle Gaon de Vilna. Pendant l'occupation nazie, 95 % de la communauté est exterminée et 103 des 105 synagogues de Vilnius sont détruites. « *Les nazis n'auraient pas pu assassiner autant de Juifs sans l'aide de ces collaborateurs locaux* », dénonce Lara Lempert, directrice du Centre de recherche judaïque en Lituanie.

Le musée de l'Holocauste, ouvert à Vilnius en 1989 par des survivant-es de la Shoah, témoigne de ces atrocités. Dans la première salle, un document secret du Troisième Reich établit « *comme fait inébranlable et prouvable que c'est la population libérée elle-même qui a pris les mesures les plus sévères, de sa propre initiative, contre l'ennemi bolchévique et juif, sans qu'aucune instruction allemande ne soit évidente* ».

Inébranlable ? Pas pour tout le monde. « *La participation de Litoniens à l'extermination des Juifs est comme l'éléphant au milieu de la pièce, mais certaines personnes ont encore des difficultés à l'admettre*, affirme Lara Lempert. *Aujourd'hui, c'est une question encore vive et controversée.* »

Des « héros » collabos

Un sujet d'autant plus inflammable que des héros nationaux, ayant affronté l'occupation soviétique de 1940 à 1941, puis à partir de 1944, se sont révélés être aussi des collaborateurs nazis. Faina Kukliansky, avocate et présidente de la communauté juive de Lituanie, s'est battue avec son père pour que ces derniers soient jugés. « *Grâce à nous, 2 500 personnes condamnées par l'URSS sous l'occupation ont perdu la réhabilitation qui leur avait été offerte après l'indépendance.* » Tous n'ont pas perdu leur aura auprès de la population. C'est le cas de Jonas Noreika, un officier mort entre les mains du KGB (le service de renseignement de l'URSS) en 1947 et accusé par sa propre petite-fille d'avoir assassiné des Juif-ves pendant la Seconde Guerre mondiale. En 2019, la mairie de Vilnius a décidé de retirer une plaque commémorative à son nom. En réponse, plusieurs affiches reproduisant cet hommage ont été placardées dans la capitale.

Sur le livre d'or du musée de l'Holocauste,

Pendant la Seconde Guerre mondiale, 95 % de la communauté juive lituanienne a été exterminée

mis en place en 2023, une même phrase revient à plusieurs reprises, comme pour sceller la sentence : « *Noreika était un nazi.* » Pour renouer avec son passé, la ville de Vilnius a inauguré en janvier 2024 un nouveau musée consacré à la culture et à l'identité juives lituanienes. « *Une fenêtre sur la vie quotidienne des Juifs lituaniens jusqu'à la Shoah* », pour Aivaras Poška, commissaire des expositions. Une hérésie pour d'autres. « *C'est un musée sur l'identité juive réalisé sans les Juifs, car nous n'avons pas été consultés* », déplore Faina Kukliansky, la présidente de la communauté juive de Lituanie, dont le siège est situé juste à côté. « *Une histoire de personnalité plus que d'institution* », affirme le ministre de la Culture Simonas Kairys, qui préfère mettre l'accent sur « *l'accélération* » du travail de mémoire réalisé par son pays depuis l'indépendance.

Un travail contre l'oubli

Les conflits autour de la transmission de la mémoire juive ne doivent pas faire oublier les progrès de la Lituanie dans ce domaine, selon l'historien français Yves Plasseraud, spécialiste du pays balte : « *Quand mon confrère Henri Minzeles et moi avons co-organisé une conférence sur la Shoah à Vilnius en 1993, les habitants ne savaient pratiquement rien*



En haut : Faina Kukliansky, présidente de la communauté juive de Lituanie. En bas : Lara Lempert, historienne et responsable du seul centre d'archives nationales sur la mémoire juive, situé à la Bibliothèque nationale de Vilnius. © Lucile Coppalle

de cet événement historique, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui, car un travail gigantesque a été réalisé depuis. »

Une amnésie originelle en grande partie due à une Union soviétique imperméable aux influences religieuses et pour qui il était inconcevable d'en faire des victimes particulières du fascisme. Au pays du communisme, tout le monde avait souffert de l'Allemagne nazie, pas une personne plus qu'une autre. Dans la forêt de Paneriai, un lieu à une dizaine de kilomètres de Vilnius, entre

50 000 et 70 000 Juifs-ves ont été massacrés par balles. Il a fallu attendre le début des années 1990 pour voir s'ériger des monuments en leur honneur. « *Il ne faut pas oublier que le travail de mémoire des Litoniens commence avec l'indépendance*, explique Yves Plasseraud. *À ce titre, on peut dire qu'ils ont été plus rapides qu'en France, où l'on ne parle de la Shoah qu'à partir des années 1970.* » 🇱🇹

Lucile Coppalle et Adam Lebert



La synagogue chorale de Vilnius, construite en 1903, est la dernière de la ville. Avant la Seconde Guerre mondiale, la capitale en comptait 105. © Lucile Coppalle

ACCUEILS

À mi-chemin entre la Russie, le Bélarus et l'Ukraine, le pays balte se révèle être un refuge pour des milliers d'exilé·es victimes de la guerre et des oppressions. Mais tous·tes ne bénéficient pas du même traitement.

Dans ce bar comme dans de nombreux autres de Vilnius, le soutien aux Ukrainien·nes est omniprésent. © Timothée Gimenez

- 58** **Bélarusses**
Espion·nes, à tort ou à raison ?
Des Bélarusses classé·es « menace pour la sécurité nationale » contestent les accusations du Département des migrations
- 60** **Le château de l'exil**
Immersion au Château des Bélarusses, refuge d'opposant·es fuyant la répression de Minsk
- 62** **Savoirs en fuite**
L'Université de Minsk abritée à Vilnius : rencontre avec les étudiant·es de l'une des rares universités en exil au monde
- 64** **À la frontière de l'épuisement**
Aider les migrant·es, encore et toujours
- 66** **Portfolio**
Ukraine, résistance à distance
En image, comment les exilé·es s'organisent face à la menace russe
- 73** **Une jeunesse envahie**
Face à l'invasion russe, Polina Soromakha, exilée ukrainienne, continue la lutte, coûte que coûte
- 74** **« Devons-nous apprendre la langue de l'agresseur ? »**
Suspicion, hostilité, boycott... les communautés russes pointées du doigt ?
- 77** **Rideau sur la culture russe**
Depuis la guerre en Ukraine, la culture russe n'est plus la bienvenue
- 78** **Vladimir Simonko, pride time**
Le défi d'un coming out à l'ère soviétique

Espion·nes, à tort ou à raison ?

La Lituanie redoute l'infiltration d'agent·es doubles au service d'Alexandre Loukachenko ou de Vladimir Poutine sur son territoire. D'abord accueilli·es à bras ouverts, les réfugié·es et ressortissant·es bélarusses font désormais l'objet de restrictions de la part des autorités.

Un questionnaire aux accents politiques, passant au crible leur passé et leur avis concernant l'invasion de l'Ukraine. Depuis fin 2022, les ressortissant·es russes et bélarusses désireux·ses d'obtenir un permis de séjour temporaire ou un visa lituanien doivent s'y plier. Le pays traque les agent·es doubles. « *Les services de renseignement et de sécurité bélarusses ont nettement intensifié leurs activités contre la Lituanie et les citoyens lituaniens, ainsi que contre les résidents bélarusses* », affirme le ministère des Affaires étrangères. En 2023, 1 428 Bélarusses ont ainsi été considéré·es comme une « menace pour la sécurité nationale » par le Département des migrations lituanien. Sommé·es de quitter le pays, elles et ils sont interdit·es d'entrer dans l'espace Schengen pour une durée déterminée. Parmi eux, Vitali Dvarashyn, chauffeur de poids lourds de 54 ans, a vu son permis de séjour annulé après douze ans de renouvellement. D'après lui, le Département des migrations lui reproche d'avoir servi dans l'armée bélarusse de 1987 à 1999. « *J'ai perdu mon emploi et la possibilité de rester en Lituanie et dans l'Union européenne*, déplore-t-il. *Pourtant, au Bélarus, une procédure pénale a été ouverte contre moi : sur les réseaux sociaux, j'avais insulté des officiers de police qui ont battu à coups de matraque des manifestants.* »

Bélarus ou Biélorussie ?

À la chute de l'Empire russe en 1918, le pays se proclame République populaire du Bélarus. Le suffixe -rus ne fait pas référence à la Russie, mais à la Ruthénie, un territoire slave qui s'étendait au Bélarus, en Ukraine et à l'ouest de la Russie du 10^e au 13^e siècle. L'aventure démocratique sera de courte durée : en 1919, le territoire est envahi par les Soviétiques. Ils lui donnent le nom de République socialiste soviétique de Biélorussie, terme composé des mots russes *bielo* (blanc) et *rossia* (Russie). Ce n'est qu'à l'effondrement de l'URSS, en 1991, que l'État retrouve sa souveraineté et son nom originel. En 1994, l'arrivée au pouvoir d'Alexandre Loukachenko, pro-russe et nostalgique de l'époque soviétique, change la donne : s'il conserve son nom, il bannit la devise de l'ancienne république, « Longue vie au Bélarus ». Pour souligner l'identité et l'indépendance du pays par rapport à la Russie, la rédaction de Visó a opté pour l'appellation « Bélarus », revendiquée par les opposants pro-démocratie.

Vitali Dvarashyn aurait été placé dans un camp de réfugié·es de juin à août 2023, alors même qu'il avait un domicile à Vilnius. Le permis de séjour d'Elisabeta⁽¹⁾, 26 ans, a bien failli être invalidé également. En 2022, le ministère des Affaires étrangères s'est rendu compte qu'elle avait travaillé pour un média de propagande d'État en sortie d'études de journalisme. « *Je n'avais pas le choix, c'est la destinée de tous les jeunes au Bélarus. Après avoir étudié gratuitement, tu dois intégrer une organisation gouvernementale durant deux ans* », explique-t-elle. Elisabeta doit alors prouver qu'elle n'est pas une agente du KGB – le service secret bélarusse. Elle fait valoir le fait qu'elle écrivait sur les traditions et la cuisine. Et espère que le cancer dont elle a été diagnostiquée pèsera dans la balance. Olga Karach, fondatrice de l'ONG *Nash Dom* (Our House) qui défend déserteur·ses et objecteur·ices de conscience bélarusses, a vu de son côté sa demande d'asile retoquée en janvier 2024. La Cour suprême a confirmé une décision ultérieure du Département des migrations, motivée par les liens présumés de l'opposante avec les services de renseignement russes. « *J'ai passé ma vie à défendre les droits humains. Je ne m'attendais pas à ce que la Lituanie suive le pas du Bélarus à me placer sur des listes* », fustige-t-elle, amère. En 2021, Olga Karach a été qualifiée de « terroriste » par le KGB ;



Le dimanche 17 mars 2024, à l'occasion de la manifestation hebdomadaire à Vilnius en soutien aux prisonnier·es politiques du Bélarus, des drapeaux blancs et rouges sont brandis. Ils sont l'emblème de l'opposition à Alexandre Loukachenko. © Zeina Kovacs



Olga Karach, fondatrice de l'ONG *Nash Dom*, lutte depuis 2002 pour le respect des droits humains des Bélarusses. L'organisation a été enregistrée en Lituanie en 2014. © Izia Rouviller

Nash Dom « extrémiste » par le gouvernement de Minsk l'année d'après. « *Panique nationale* », « *lois discriminantes* », « *sentiment d'ultra-droite montant* »... Olga Karach, nommée au prix Nobel de la paix en 2024, redouble de critiques envers le gouvernement lituanien. « *Toutes [nos] décisions sont prises conformément à la législation nationale lituanienne et ne reposent sur aucune hypothèse* », affirme pourtant le Département des migrations, qui dit mener des « *enquêtes approfondies* ». « *Nous comprenons les préoccupations sécuritaires de la Lituanie et nous supposons que la plupart de ces personnes ont pu être liées au régime* », avance de son côté Franak Viacorka, conseiller de la leader de l'opposition bélarusse, Svetlana Tsikhanovskaïa. « *Toutefois, il n'est pas exclu que des gens ordinaires puissent être reconnus* » comme une menace "par erreur, même des activistes pro-démocratie", ajoute-t-il, précisant que « *les autorités lituaniennes sont conscientes de ce problème et souhaitent améliorer ce système de vérification* ». « *Le soutien à la société civile bélarusse a été, est et sera un impératif moral de la politique étrangère du gouvernement* », réagit quant à lui le ministère des Affaires étrangères, qui rappelle que les autorités « *ont étendu la validité des permis de séjour pour raisons humanitaires de un à trois ans* » début 2024.

Près de 500 appels déposés

Olga Karach, Elisabeta et Vitali Dvarashyn ont toutes et tous trois fait appel de la décision du Département des migrations. Elisabeta a gagné son procès en mars 2023, obtenu l'asile et le statut de réfugiée. Vitali Dvarashyn a récupéré son permis de séjour. Il est sorti du camp de réfugié·es et a obtenu l'annulation de la mention « menace pour la sécurité nationale », mais se bat toujours pour obtenir l'asile. Olga Karach a fait appel en février 2024 de la décision de la Cour suprême auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme. Au total, environ 500 appels ont été déposés, la majorité étant toujours en cours. « *En ce qui concerne les affaires examinées et clôturées, près de 80 % des décisions de justice ont été rendues en [notre] faveur* », affirme le Département des migrations. 🇷🇺

Izia Rouviller

1- Le prénom a été modifié.

DE L'ACCUEIL À LA DÉFIANCE

9 AOÛT 2020

Réélection frauduleuse du président Alexandre Loukachenko au Bélarus. Un soulèvement populaire inédit est violemment réprimé par le régime. Des dizaines de milliers de Bélarusses quittent le pays – plus de 60 000 vivent aujourd'hui en Lituanie. Svetlana Tsikhanovskaïa, considérée par les manifestant·es comme la véritable gagnante du scrutin, se réfugie à Vilnius. La capitale devient le bastion de l'opposition en exil.

23 AOÛT 2020

Grande manifestation de solidarité avec le mouvement d'opposition bélarusse à Vilnius. « *Nous sommes avec vous, Bélarus libre, et nous vous tendons la main* », déclare Gitanas Nausėda, le président lituanien.

24 FÉVRIER 2022

Invasion de l'Ukraine par la Russie. Le Bélarus sert de plateforme logistique à son allié russe, sans toutefois entrer ouvertement dans le conflit.

NOVEMBRE 2022

Introduction d'un questionnaire pour les ressortissant·es russes et bélarusses ayant fait une demande de permis de séjour lituanien. Elles et ils doivent notamment donner leur avis sur la guerre en Ukraine.

4 AVRIL 2023

Un vote au parlement lituanien introduit des restrictions envers les citoyen·nes russes et bélarusses. Vilnius n'accepte plus leurs demandes de visas, sauf cas exceptionnel.

JUILLET 2023

910 Bélarusses installés dans le pays sont classé·es « menace pour la sécurité nationale » par le Département des migrations, sur la base du questionnaire introduit en novembre. Leurs visas, permis de séjour ou demandes de papiers sont retoqué·es.

2 MAI 2024

Le ministère des Affaires étrangères propose d'étendre et de prolonger d'un an les restrictions censées prendre fin le 2 mai 2024.

Le château de l'exil

En périphérie de Vilnius, des Bélarusses fuyant la répression trouvent un abri temporaire à une trentaine de kilomètres de la frontière, où elles et ils poursuivent leur résistance.

« Ce café, ça me rappelle un peu la prison », lance Ivan, attablé autour d'une nappe fleurie. Dans la cuisine du Château des Bélarusses, emplies des effluves d'un bortsch – soupe slave par excellence –, il est pourtant libre d'évoquer ses souvenirs de résistance et de détention. « Ils ont trouvé des photos de moi lors des manifestations d'août 2020 », explique le trentenaire, le visage rond cerclé par une coupe au bol brune. Après avoir franchi la frontière pour échapper à trois ans de travaux forcés, Ivan a été pris en charge par *Dapamoga*, un réseau qui vient en aide aux réfugiés bélarusses. Puis, il a été emmené dans cette grande bâtisse grise, moderne et kitch édifiée par un baron tzigane en 1994. Là, il a rencontré Natalia Kolegova, 57 ans, propriétaire des lieux et fondatrice de *Dapamoga*. Arrivée dans la capitale il y a plus de vingt ans, cette femme d'affaires bélarusse travaillait dans l'immobilier avant l'été 2020. Depuis le rachat de ce bâtiment abandonné l'année d'après, elle

consacre presque tout son temps à l'accueil de ses compatriotes exilés-es, qui peuvent y rester quelques mois le temps de s'acclimater. Natalia parle « d'amour ». « Mon mari dit que je le trompe avec le peuple bélarusse », s'amuse-t-elle, ses lèvres rouge vif figées en un sourire. Pour les vingt résident-es – sur la centaine de chambres disponibles –, le premier mois au Château est offert. Puis certain-es contribuent aux charges, à hauteur de cent euros par mois. Le reste fonctionne grâce à des dons⁽¹⁾. Aux fourneaux, les bras tatoués d'Anton s'activent. L'ex-prisonnier de 33 ans au visage juvénile y réside depuis janvier 2024 avec sa femme Katsiaryna et leurs trois enfants. Au nouvel an, Katsiaryna a perçu une aide alimentaire alors qu'elle était assignée à résidence pour avoir pris part aux manifestations. Un acte criminel pour le KGB – le service secret bélarusse –, qui l'a menacée d'être emprisonnée. « Chaque jour, nous regardions par la fenêtre, de peur qu'ils viennent la chercher, relate Anton. La vie était devenue insupportable. La seule solution était de partir. »



Natalia Kolegova, propriétaire du Château, s'est détournée de son projet initial d'hôtel pour accueillir des réfugiés bélarusses. © Timothée Gimenez



Agatha, 4 ans, vit au Château depuis janvier 2024 avec ses parents Anton et Katsiaryna, sa sœur Nelly, 13 ans, et son frère Stepan, 8 ans. © Timothée Gimenez



Anton, résident du Château, a passé un an et demi en prison au Bélarus pour sa participation aux manifestations de 2020. Avec sa famille, il a demandé le statut de réfugié en Lituanie. © Timothée Gimenez

La veille, le guitariste était au concert des Bi-2, un groupe de rock alternatif russo-bélarusse anti-Poutine. Il y a rencontré Svetlana Tsikhanovskaïa, la leader de l'opposition anti-Loukachenko en exil en Lituanie. « Sans elle, ce serait beaucoup plus difficile pour nous, commente Ivan. Depuis le début de la guerre en Ukraine, les réfugiés bélarusses sont quelque peu déconsidérés. D'où l'importance diplomatique de Svetlana pour que le gouvernement lituanien ne nous oublie pas. »

Une vie à reconstruire

Même à Vilnius, les Bélarusses poursuivent leur lutte contre la dictature d'Alexandre Loukachenko. Chaque dimanche à midi, au square Vincas Kudirka, face au bâtiment du gouvernement, les résident-es du Château se rassemblent en soutien aux 1 405 prisonnier-es politiques recensés-es par l'ONG des droits humains *Viasna*. Anatol Khinevich, jeune homme chétif à la barbe rousse, montre une vidéo où il est violemment interpellé par des policiers anti-émeutes à Minsk, lors d'une manifestation. Pour « résistance à un officier de police », il a essuyé deux ans et six mois derrière les barreaux. « Je suis musicien et poète, alors j'écrivais en

prison. Mes parents ont envoyé mes textes à #FreeAllWords », un site qui publie les écrits de défenseur-es des droits humains réduit-es au silence dans leur pays, annonce-t-il fièrement avant de filer à l'étage pour un cours d'anglais. C'est aussi pour avoir clamé tout haut ce que le régime s'efforce à faire taire qu'Olya⁽²⁾, une autre résidente du Château, a vu en 2023 son compte TikTok de vidéos politiques placé sur la liste des organisations extrémistes par les autorités. En un mois, la tiktokeuse de plus de 4 400 abonné-es quitte le Bélarus, sa fille de 5 ans sous le bras. « Le plus difficile, c'était les visas. J'ai dû prendre un crédit à la banque. Maintenant, pour obtenir des permis de séjour permanents à ma fille et à moi-même en Lituanie, j'ai besoin de 17 000 euros sur mon compte. Je ne sais pas comment faire », s'inquiète la trentenaire aux cheveux de jais. Au Bélarus, elle a laissé cinq chiens, sa voiture et son appartement. Toute une vie à reconstruire. Au Château, elle a trouvé un abri temporaire, et l'exil en partage. 🇱🇹

Izia Rouviller

1- En 2021, une enquête du média lituanien LRT révélait que Natalia Kolegova était accusée de « fraude », de « surfacturation » et de « location illégale » d'autres appartements destinés à des réfugiés bélarusses, ce que l'intéressée dément.

2- Le prénom a été modifié.

Bélarusses

Savoirs en fuite

Installée à Vilnius depuis 2005, l'Université européenne des sciences humaines de Minsk est l'une des rares facultés en exil au monde. En plus des étudiant-es bélarusses, elle accueille aujourd'hui des Russes et des Ukrainien·nes loin de leur pays.

Dasha Andriianenko, Ukrainienne de 18 ans, a intégré l'université en octobre 2022. Après quelques recherches, c'est la seule qu'elle ait trouvé proposant des enseignements en russe.
© Izia Rouviller



De gauche à droite : Dmitry Glotov, Bélarusse de 29 ans, Ignatii Varenov, Russe de 19 ans, et Katsiaryna Medvidz, Bélarusse de 21 ans, dans la librairie de l'Université européenne des sciences humaines, en mars 2024. © Izia Rouviller

Une « arche de Noé ». Pour Almira Ousmanova, meneuse professeure à lunettes de l'Université européenne des sciences humaines (EHU), « il devait bien y avoir au moins une faculté ouverte à tous les étudiants de la région qui fuient la guerre et les répressions politiques ». Une utopie qu'incarne à ses yeux l'établissement niché au cœur de la vieille ville de Vilnius, dans les locaux rénovés d'un ancien monastère augustinien du 18^e siècle. Indépendance d'esprit, valeurs européennes : il n'en fallait pas plus à l'autoritaire Alexandre Loukachenko pour ordonner en 2004 la fermeture de l'EHU, fondée à Minsk en 1992 par le professeur et philosophe Anatoli Mikhailov.

Sur les 1 282 étudiant-es, 83 % sont Bélarusses, toutes et tous désireux-ses de développer leur esprit critique bridé par la propagande étatique. Afin de faciliter leur venue, l'université les aide à obtenir un visa – depuis mai 2023, leur délivrance est restreinte pour les Bélarusses. À l'EHU, elles et ils retrouvent aussi le goût de l'enseignement de leur langue, renforcé après les manifestations de 2020. « Depuis, les jeunes de notre pays parlent de plus en plus le bélarussien, perçu comme un symbole de protestation nationaliste par les autorités, qui lui préfèrent le russe », observe Katsiaryna Medvidz, 21 ans, rédactrice en cheffe de l'*EHU Times*, le média de l'université. Pour le moment, étudier ici ne les empêche pas de retourner au Bélarus. Mais beaucoup d'étudiant-es se sentent en sursis. En janvier 2024, le propagandiste de la chaîne de télévision nationale ONT, Igor Tur, déclarait que la reconnaissance de la faculté en tant qu'or-

ganisation extrémiste n'était qu'une « question de temps ». « Si cela arrivait, nous pourrions être inculpés par la justice bélarusse et risquer la prison », déplore Dmitry Glotov, un Bélarusse de 29 ans en première année de sciences politiques et d'économie.

Solidarité étudiante

Ignatii Varenov essaie de rassurer ses camarades. À 19 ans, il est à la tête de l'Union des étudiant-es de la faculté. « C'est un comble que le président soit un Russe. J'essaie de ne pas être un dictateur, mais parfois mon impérialisme tente de reprendre le dessus », ironise-t-il. À l'EHU, il n'a jamais été discriminé. « Nous sommes tous dans le même bateau, tous des sortes de réfugiés ayant vécu des périodes difficiles. Il y a beaucoup de solidarité entre nous. » Lui a quitté Moscou et son « atmosphère oppressante » un mois après l'invasion de l'Ukraine. Dans le même temps, Dasha Andriianenko fuyait Kharkiv. « C'était trop dangereux d'étudier là-bas », explique l'Ukrainienne de 18 ans. Cette année, l'étudiante en théâtre a payé ses frais de scolarité grâce à une bourse que l'université destine aux Bélarusses et Ukrainien·nes dont les études ont été interrompues par les persécutions politiques ou la guerre. « La vie m'a amenée là, confesse Dasha. J'aime y étudier, mais sans euphorie. J'ai le sentiment que ce n'est pas mon choix. » Intégrer une troupe de théâtre, loin des troupes postées dans son pays, c'est tout ce dont elle rêve. 🇷🇺

Izia Rouviller



Portrait

À la frontière de l'épuisement

Mantautas Šulskus, président d'une ONG humanitaire, multiplie sans relâche les actions pour secourir et nourrir les exilé-es piégé-es à la frontière avec le Bélarus. Rencontre avec ce militant enlisé dans une crise migratoire.

Pas de vacances depuis le début de la crise migratoire. Sous les yeux de Mantautas Šulskus, des poches se sont creusées depuis 2021. Seul au milieu du nouveau quartier général de son association *Sienos Grupė*, le trentenaire emballe les quelques denrées alimentaires qu'il doit apporter à des demandeur-ses d'asile. Derrière ses lunettes, le président jette un coup d'œil au petit carré de tissu encadré qui habille tant bien que mal le mur vétuste. Avec un fil vert, une certaine madame Samrin y a brodé quelques fleurs entourant un message : « *Thank you Sienos Grupė.* » « *C'est la femme d'un migrant décédé qui nous l'a offert, souffle Mantautas dans son écharpe. Mes camarades et moi avons retrouvé le cadavre de son mari dans les forêts non loin du Bélarus.* » À l'été 2021, le président Alexandre Loukachenko a ouvert les frontières avec la Lituanie. « *Une instrumentalisation des migrants pour faire pression sur l'Union européenne* », peste Mantautas. 4 200 personnes se sont alors engouffrées dans la forêt du pays balte, porte vers l'Europe et l'espoir d'une vie meilleure. Mais, rapidement, les pouvoirs publics lituaniens ont renvoyé les exilé-es derrière le mur de barbelés, côté Bélarus.

« Je suis heureux qu'ils aient une tombe ici »

Les frontières, Mantautas s'y intéressait pour sa thèse d'urbanisme à Copenhague. Quand il ne les étudiait pas, le Lituanien se renseignait sur la sombre histoire juive de son pays. « *Il y avait beaucoup de parallèles à dresser entre les discours politiques lituaniens de 2021 et ceux de 1941, déplore le militant. J'y reconnaissais la même haine de l'autre.* » De retour dans son pays natal fin 2021, dix ans après l'avoir quitté, il remplit alors ses premières « *missions* ». Nourrir les migrant-es refoulé-es à la frontière, les soigner, les aider dans leurs demandes d'asile. Le téléphone allumé jour et nuit, Mantautas et son équipe de bénévoles, majoritairement étranger-es, multiplient les actions. Sans arrêt. Presque machinalement, il énumère ses différentes interventions, ses rencontres houleuses avec les garde-frontières. Il fait état de leur violence à l'encontre des réfugié-es mutilé-es par le froid. « *Et en novembre 2022, on a dé-*



Au cimetière de Vilnius, une dizaine de tombes porte les noms de migrant-es mort-es en traversant la frontière entre le Bélarus et la Lituanie. © Lucas Zai--Gillot

couvert le cadavre de M. Samrin », lâche froidement Mantautas au volant de sa voiture de fonction. Sur le chemin du cimetière de la capitale, le militant poursuit l'histoire de M. Samrin. Ce Sri Lankais avait traversé la frontière lituanienne quelques mois plus tôt avant de se faire repousser côté Bélarus. Dans une dernière traversée, il disparaît entre les pins. Sa femme prévient Mantautas, qui mène des recherches et finit par retrouver le corps en putréfaction. *Sienos Grupė* a pu lui offrir une sépulture digne au funérarium de Vilnius. Après un moment passé devant la dalle de M. Samrin, Mantautas déambule dans le cimetière. Il compte cinq histoires tristement similaires et laisse poindre une légère mélancolie. « *Je suis heureux qu'ils aient finalement une tombe. Ici, ils sont à égalité avec le reste du monde.* » Après trois années de stoïcisme et d'engagement, la fatigue rattrape Mantautas tant physiquement que mentalement. « *Je me suis surpris à pleurer devant un film sur l'immigration* [Green Border, ndlr] », souffle-t-il. La sonnerie du téléphone d'alerte a moins retenti en 2023. Alors doucement, Mantautas rêve d'une petite retraite à Copenhague. Le Lituanien de naissance pourrait reprendre la recherche dans le seul endroit au monde où il ne sent pas comme un étranger. « *Les gens y sont plus ouverts* », note-t-il, bien que la politique d'accueil au Danemark ne soit pas moins stricte qu'en Lituanie. 🇷🇺

Lucas Zai--Gillot

mythes et légendes

La flamme du dragon-coq

Arborant une tête mi-dragon, mi-coq, l'Aitvaras se distingue par son aspect singulier, exhibant une queue en forme de météorite. Cet esprit espiègle élit domicile dans les foyers lituaniens et refuse de partir, apportant à sa famille d'adoption à la fois fortune et malheur.

Bien que généreux en offrant des pièces d'or et des récoltes volées, l'Aitvaras sème également le trouble dans la maisonnée. La légende veut que plus l'hospitalité est grande, plus sa générosité s'accroît.

À l'image d'un phénix, lorsque l'Aitvaras meurt, il devient une étincelle. Il se murmure que ces créatures sumaturelles peuvent être acquises auprès du diable, au prix de l'âme de l'acheteur-se. Un pacte des plus périlleux.

Sara Jardinier



17 mars 2024, jour d'élection présidentielle en Russie.
Olga, réfugiée ukrainienne de 59 ans, se tient devant l'ambassade
de Russie. Entre ses mains : une pancarte en hommage aux victimes
d'une frappe survenue à Odessa. Une exilée russe manifeste à ses côtés.
Elle affiche son soutien à la Lituanie, face à la menace
que représente le Kremlin.

Portfolio

Ukraine, résistance à distance

Textes et photos de Kimberley Dusznyj & Timothée Gimenez





© Timothée Gimenez

Se réunir

Ce lundi 18 mars au soir, malgré le froid et la nuit, une vingtaine d'exilé-es ukrainien·nes se réunissent pour la 90^e fois depuis le déclenchement du conflit. Sur la grande place de la Cathédrale de Vilnius, elles et ils viennent soutenir leur pays, commémorer leurs mort-es et protester contre Vladimir Poutine. Drapé-es de bleu et de jaune, elles et ils écoutent les différentes prises de paroles des organisateur·ices relatant les nouvelles sur la guerre, avant d'entonner l'hymne national.

Colère et tristesse se lisent autant sur les pancartes que sur les visages. À l'image de la majorité des 75 000 réfugié-es dans le pays selon Eurostat, les protestataires du soir n'espèrent qu'une chose : la victoire de l'Ukraine... pour enfin retrouver leur liberté.



© Timothée Gimenez



© Timothée Gimenez



© Kimberley Dusznyj

Se souvenir

Prêches et évangiles en ukrainien résonnent dans le monastère de la Sainte-Trinité, situé au cœur du centre historique de Vilnius, ce dimanche 17 mars. Propriété de l'Église ukrainienne, des dizaines d'exilé-es s'y retrouvent pour la messe dominicale de 11 heures, donnée en hommage aux victimes des deux premières années de guerre.

Au milieu des paroissien·nes aux visages fermés, le père Mykolai Kozelkivsky (ci-contre) préside la cérémonie religieuse chargée d'émotion et d'intensité. D'une voix calme et assurée, il insiste sur la nécessité d'un tel moment de communion : « *C'est notre responsabilité de commémorer nos héros, ceux qui ont combattu et combattent toujours. De même que de faire perdurer les valeurs ukrainiennes comme la joie, le chant ou la générosité. Sans cela, il n'est pas possible de concevoir une lutte à distance.* »



© Kimberley Dusznyj



© Timothée Gimenez



© Timothée Gimenez

Se soutenir

Eugène est un jeune ukrainien de 17 ans. En mars 2022, il a fui sa ville de Dnipro, menacée par les Russes, pour s’installer à Cracovie, en Pologne. Depuis, il s’est engagé pour le fond caritatif *Life & Peace* qui vient en soutien à l’Ukraine. Eugène a été envoyé une semaine à Vilnius afin de récolter des dons. *« On constate une meilleure réception de notre action ici plutôt qu’en Pologne. Les gens nous remercient, nous, Ukrainiens, de combattre les Russes et d’être le dernier rempart face à eux. »* En deux heures, cinquante euros ont déjà été récoltés. *« C’est pour du matériel médical »*, précise le jeune homme.

Des murs des bâtiments jusqu’au palais présidentiel, en passant par les vitrines commerçantes et même les bandeaux d’information des bus publics, les couleurs de l’Ukraine et les messages de soutien s’affichent partout à Vilnius.



© Timothée Gimenez



© Timothée Gimenez



Exilée depuis deux ans à Vilnius, Polina Soromakha reste amère. Elle ne compte pas abandonner l’Ukraine. © Timothée Gimenez

Rencontre Une jeunesse envahie

Polina Soromakha est une jeune réfugiée ukrainienne installée dans la capitale depuis le début de la guerre. Elle se confie sur son histoire et sur la nécessité de poursuivre le combat, à travers son association, Ukreate Hub.

« Vous, vous pensez à ce que vous allez faire de votre week-end, à faire la fête avec vos amis. Moi, je pense à quelles fleurs je vais choisir pour l’enterrement de mes proches. » Les mots résonnent dans la pièce. Un long silence s’ensuit. La jeune femme regarde droit devant, les yeux embués de larmes. Originaire de Jytomyr, près de Kiev, au nord de l’Ukraine, Polina Soromakha, âgée de 24 ans, a quitté son pays natal pour un échange universitaire la veille de l’invasion du territoire par la Russie, en février 2022. Elle n’imaginait pas l’ampleur de ce qui allait se déclencher. *« Je suis arrivée comme une étudiante ordinaire ici, dans l’un des derniers avions disponibles. Je n’avais pris qu’une robe pour deux jours »*, se souvient-elle. La guerre a démarré et son monde s’est écroulé. Une peur viscérale qui se transforme au quotidien en une angoisse profonde. *« La culpabilité, on la ressent chaque jour. On apprend à vivre avec. »* Son petit frère et ses parents, comme tous ses proches, sont resté-es en Ukraine, sous le feu des bombes. Son père est encore au front. *« Ma plus grande peur est d’ouvrir les yeux et de comprendre que mon pays a disparu. Mais pas seulement. Mes amis et ma famille aussi. »* Cette sensation de danger et d’alerte permanente, mêlée à celle de la culpabilité, perdure. *« Maintenant, je suis habituée à ça et ce sentiment m’effraie. »* Polina est catégorique : sa jeunesse, les Russes

l’ont bafouée, l’ont volée. *« J’essaie de vivre la vie de façon entière, comme je le peux. J’ai toujours des rêves. Je cherche la lumière là où je peux la trouver. »* Son ton reste audible, malgré sa voix doucement tremblante. *« Mais quand je pense aux enfants qui perdent leurs parents, ou ceux qui sont tués, capturés, ça me donne la rage. Je veux me battre pour eux, pour ma patrie. »*

« Comme chez sa grand-mère »

Elle a taillé ses propres armes : en 2022, elle cofonde l’*Ukreate Hub*, une organisation de femmes ukrainiennes entrepreneuses qui veulent faire perdurer les valeurs démocratiques de leur pays. *« Le but est de donner les clés pour développer ses compétences tout en trouvant un soutien et un endroit sûr. C’est une sorte de grande maison humaine et intellectuelle portée par et pour les femmes »*, explique-t-elle. *« Le plus grand trésor de l’Ukraine est sa population, sa mémoire, sa richesse. Pour être plus forts, on se doit le plus possible de reconstruire notre pays, même au-delà de ses frontières. »* Pour elle, la Lituanie est un soutien important et indispensable, notamment à Vilnius. *« Du jour au lendemain, toute la ville est devenue jaune et bleue. Ici, on se sent comme chez sa grand-mère. On se sent en sécurité. »* 🇷🇺

Kimberley Dusznyj



Dovilė Jakniūnaitė est professeure à l'Institut des relations internationales et des sciences politiques de l'Université de Vilnius, où elle dirige le département des relations internationales. © D.Ubrasas/LRT

Entretien

« Devons-nous apprendre la langue de l'agresseur ? »

Hostilité à l'égard des citoyen·nes russes vivant en Lituanie, boycott de leur culture... Dovilė Jakniūnaitė, professeure à l'Institut des relations internationales et des sciences politiques de l'Université de Vilnius, retrace les débats qui émaillent la société depuis 2022.

Les Russes constituent la deuxième minorité ethnique du pays après les Polonais-es. Pourtant, elles et ils ne forment pas une seule communauté. Comment l'expliquez-vous ?

Il y a une différence importante entre les Russes ayant obtenu la nationalité lituanienne à la chute de l'URSS, les citoyens russes vivant en Lituanie et les réfugiés russes. Ils ne sont pas intégrés de la même façon et ne se côtoient pas forcément. Certains vivent ici depuis des décennies et leurs enfants parlent très bien le lituanien. Et à cela s'ajoute une différence économique et sociale. Les russophones aisés vont bénéficier de davantage de facilités pour s'intégrer aux classes supérieures. Nous ne pouvons pas généraliser la situation des Russes en Lituanie tant elle diffère. Il est important d'avoir cela en tête pour comprendre l'attitude des Lituanien·s à leur égard.

Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, plusieurs sondages rapportent une hostilité grandissante à l'égard des Russes vivant en Lituanie. Qu'est-ce que ce conflit a changé ?

Ce fut une onde de choc dans notre société. La guerre a ravivé l'expérience douloureuse de la Lituanie vis-à-vis de l'occupation soviétique. Les prises de position anti-Russie et pro-Ukraine sont intimement liées. Cependant, je ne crois pas en la théorie d'une animosité croissante des Lituanien·s à l'égard des communautés russes en Lituanie. Aucun élément concret et tangible ne permet de l'affirmer, nous avons seulement des tendances. Depuis 2022, un scepticisme s'est installé dans la population, les citoyens russes sont perçus comme potentiellement dangereux. Entre 2021 et 2022, d'après une enquête¹ publiée par le journal national LRT, le nombre de répondants ne souhaitant pas vivre à côté de Russes ou de Biélorusses a presque triplé pour atteindre les 16 %.

Face à l'arrivée massive de citoyen·nes russes et biélorusses ces dernières années, le gouvernement a pris des dispositions pour limiter leur entrée. Quels débats ont émaillé la société ?

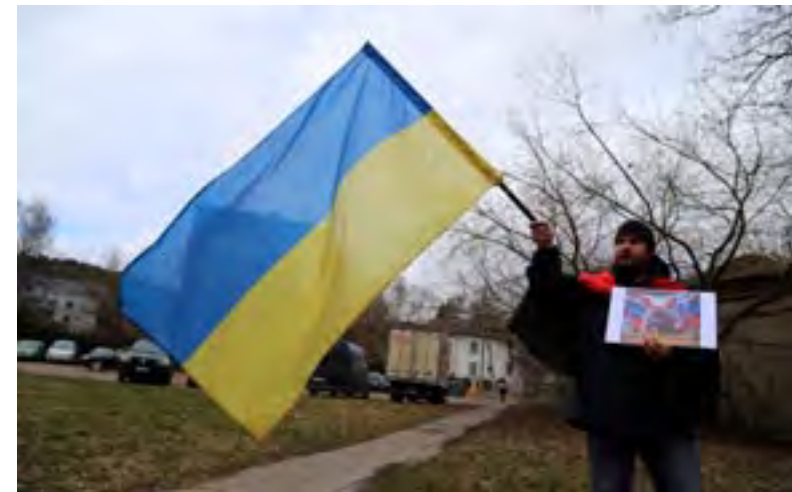
Les politiques, craignant des risques pour notre démocratie, ont préféré légiférer. Les discussions étaient animées et portaient davantage sur la nature des restrictions. Devons-nous interdire, et de manière unilatérale, toute entrée de citoyens russes ? Ceux prouvant leur opposition au régime peuvent-ils avoir un visa ? Les Russes représentent-ils une menace pour notre démocratie ? Pouvons-nous leur faire confiance ? Aujourd'hui, il est impossible pour les Russes d'avoir des visas touristiques. Seule la délivrance de visas humanitaires persiste pour les opposants au régime.

Comment expliquez-vous les controverses autour de l'apprentissage du russe à l'école ?

En janvier dernier, des tirs dans une école russe, suite à un désaccord d'élèves au sujet de la guerre en Ukraine, ont relancé un débat politique autour des établissements russophones. Le ministre de l'Éducation, des Sciences et des Sports, Gintautas Jakštas, a annoncé sa volonté de vouloir les fermer. En tant que citoyenne, je pense que cette décision ne ferait qu'envenimer les relations entre les communautés. En parallèle, il y a un autre débat sur l'apprentissage du russe comme langue étrangère dans les écoles publiques. Et à juste titre. Devons-



Dimanche 17 mars, dernier jour du scrutin présidentiel russe. Les opposant·es à Vladimir Poutine ont appelé à venir voter en masse à l'ambassade. © Timothée Gimenez



En face de l'ambassade, des dizaines de personnes se sont rassemblées en soutien à l'Ukraine. Cette place a par ailleurs été renommée « rue des Héros ukrainien·s » en 2022. © Timothée Gimenez

nous apprendre la langue de l'agresseur ? Ce qui est certain, c'est que la langue russe a perdu de son prestige. Et très probablement, même sans la décision de ne pas l'offrir en option, sa popularité diminuerait. Les jeunes générations apprennent davantage l'anglais.

Ces mêmes débats existent à propos de la culture russe. Pensez-vous qu'il faille censurer par devoir de solidarité ?

Le débat se situe à deux niveaux. Premièrement, au niveau de l'élite, avec la littérature, l'art et la musique classique russe. Et au niveau populaire, la population est catégorique et critique à l'égard des artistes russes qui viennent en Lituanie. Des campagnes de boycott sont menées chaque fois qu'un créateur qui soutient le régime russe ou qui n'a pas condamné la guerre en Ukraine se produit dans nos salles de concert ou dans d'autres lieux culturels. Je pense que la censure n'est pas la solution. Mais un artiste qui soutient l'agression russe doit en assumer les conséquences. 🇷🇺

Propos recueillis par Janice Bohuon

¹ - Enquête menée par l'ONG Diversity Development Group et le Département de recherche ethnique du Centre lituanien des sciences sociales (LSMC).

Fuir Poutine

Shura



© Lucile Coppalle

« *J'ai quitté la Russie pour continuer mon métier* »

L'étudiante en journalisme, Shura Guliaeva, écrit pour le média russe d'opposition Doha. Opposé à Vladimir Poutine, féministe et défenseur des droits LGBTI+, il est considéré comme « organisation indésirable » par les autorités russes depuis début 2024.

Propos recueillis
par Janice Bohuon
& Lucile Coppalle

« *La Lituanie est ma nouvelle maison* »

Originaire de Moscou, Alexander est arrivé en 2014 avec toute sa famille. Depuis, il multiplie les actions pour dénoncer la guerre en Ukraine.

Alexander



© Janice Bohuon

Sasha



© Sasha Kazantseva

« *Je suis partie pour être en sécurité* »

Après la Turquie et l'Arménie, Sasha Kazantseva vit aujourd'hui en Lituanie. Classée agente de l'étranger en février 2023, l'activiste anti-guerre et LGBTI+ travaille à distance avec les militant-es d'autres pays pour dénoncer la politique de Vladimir Poutine contre les minorités.

« *Nous sommes unis contre Poutine* »

Il y a trois ans, lorsque la police débarque chez Viacheslav à six heures du matin, il s'enfuit. Réfugié à Vilnius, il milite aux côtés d'Evgenij, un Russe de Lituanie, dans l'ONG *Free Navalny*.

Viacheslav
et Evgenij



© Janice Bohuon

Opéra Rideau sur la culture russe

« Poutine, La Haye t'attend », lit-on depuis l'opéra, sur un bâtiment municipal de la ville. © Janice Bohuon

Depuis la guerre en Ukraine, les institutions culturelles lituaniennes « freinent » les œuvres d'artistes russes, même si elles ne sont pas interdites.

« Cette guerre est une bataille civilisationnelle contre la culture et l'histoire ukrainiennes », a dénoncé Oleksandr Tkachenko, ancien ministre de la Culture en Ukraine, dans une lettre ouverte au *Guardian* en décembre 2022. En soutien, l'Association lituanienne des droits d'auteurs (Agata) a mis fin aux accords avec les créateur-ices russes et biélorusses. Le Théâtre dramatique russe a été rebaptisé le Vieux théâtre de Vilnius. Et l'opéra a modifié son programme, supprimant des spectacles. « Tout a changé après le massacre de Boutcha. Les institutions culturelles sont devenues beaucoup plus sensibles », explique Simonas Kairys, ministre de la Culture en Lituanie. Son homologue ukrainien avait suggéré « de ne pas annuler Tchaïkovski, mais plutôt de suspendre les représentations de ses œuvres jusqu'à ce que la Russie cesse son invasion sanglante ». Message passé, *Casse-Noisette* est reparti à Saint-Petersbourg. L'opéra de Vilnius a déprogrammé, dès 2023, tous les travaux d'auteur-ices russes, alors qu'ils représentaient 30 % des ballets et 5 à 7 % des opéras. « Pour chaque œuvre, on en cherche une équivalente dans un autre répertoire : français, allemand, polonais, italien... », affirme Jurgita Skiotytė-Norvaišienė, cheffe du Départe-

ment des affaires artistiques. Même réflexe pour la chaîne de librairies Vaga, dont les 23 boutiques ont suspendu la vente d'ouvrages russes. « Nous en avons 12 étagères, toutes remplacées par des livres lituaniens », explique Lina Pikšrienė, libraire. Devant l'appareil photo de *Visó*, elle insiste pour poser avec deux bandeaux aux couleurs jaunes et bleues qui tranchent avec sa tenue en jean foncé. Quelques librairies russes existent encore.

« **La culture est un moyen de propagande** »

« Au début de la guerre, nous avons reçu la troupe de l'Opéra et du Ballet-Théâtre de Kharkiv. Ils étaient traités comme des réfugiés », témoigne Jurgita Skiotytė-Norvaišienė. Alors, c'est une évidence de ne pas représenter d'œuvres russes sur scène. « Pendant la guerre, nous freinons la culture russe, ses auteurs et ses travaux. Car dans ce pays, la culture est un moyen de propagande », renchérit Jurgita Skiotytė-Norvaišienė. Et l'opéra va un cran plus loin. Les Russes qui ne se sont pas publiquement affirmés contre le régime de Vladimir Poutine ne peuvent pas se produire. « Idem pour des artistes qui habitent à l'étranger, mais qui se représentent en Russie, nous ne les invitons pas. » Toutes ces actions limitent, pour le moment, la culture russe dans le pays. Et à l'avenir ? Pour le ministre de la Culture lituanien, « se demander comment sera le futur n'est pas le sujet. Aujourd'hui, tout est question de l'Ukraine ». 🇷🇺

Eve Figuière

Vladimir Simonko, pride time

À la tête de la Ligue gay lituanienne, Vladimir Simonko se fait le chroniqueur de l'évolution des droits de la communauté LGBTI+ dans le pays. Mêlant l'intime au politique, il offre de nouvelles représentations à la jeunesse.

Il arrive avec quelques minutes de retard à notre rendez-vous. « C'est le début de semaine », s'excuse-t-il, téléphone à la main. Son pull, floqué du logo de la Baltic Pride, affiche la couleur. À la tête de la Ligue gay lituanienne (LGL), la principale organisation de défense des droits des personnes lesbiennes, gays, trans et intersexes (LGBTI+), Vladimir Simonko, 59 ans, est sur tous les fronts. « À la télévision, dans les journaux, dans la rue et même avec les politiques », commente Deividas Ramonas, le gérant du Vox, le bar gay de Vilnius. Communicant rôdé et tout-terrain, préférant parler en « nous » plutôt qu'en « je », Vladimir Simonko sait aussi s'arrêter et poser son téléphone pour y dérouler sa vie. Cette frénésie militante commence un samedi de septembre 1995. À la Une du très renommé Lietuvos Rytas, journal à grand tirage, le témoignage de Vladimir Simonko et de son compagnon Eduardas Platovas, brise pour la première fois le tabou de l'homosexualité. Deux ans auparavant, la Lituanie a abrogé l'article 122 du code soviétique criminalisant l'homosexualité.

« Chaque coming-out a un prix »

À visage découvert, sous la plume de la journaliste Audra Telksnienė, Vladimir et Eduardas partagent leur histoire d'amour. « Les jours suivants, nous étions comme dans un zoo. D'un seul coup, nous nous sommes mis à exister aux yeux de la société », confie Vladimir. Avec le recul, ce dernier souligne leur naïveté. « Chaque coming-out a un prix », poursuit-il. Outre les lettres incendiaires qu'ils reçoivent de leurs voisin-es, leurs ami-es se détournent, leurs familles aussi. La mère d'Eduardas apprend l'orientation de son fils dans le journal, le frère de Vladimir n'évoquera jamais le sujet avec lui. Discredité par ses collègues et alors qu'il gagne le prix du meilleur son au Festival international du film de Bratislava en 1995 pour le film *And he bid you farewell*, le président de la LGL trace un trait définitif sur sa carrière d'ingénieur du son dans les studios de cinéma. Il ne s'étend pas plus, pudeur oblige.

Un père officier dans l'armée, une jeunesse à Kaunas sous l'URSS et des études à Saint-Petersbourg inscrivent dans sa chair les valeurs soviétiques. Pourtant, il se place très vite à contre-courant et voyage à l'Ouest, « porte d'entrée vers la liberté ». Berlin en novembre 1989, puis Londres au début des années 1990, l'amènent à découvrir d'autres réalités. Revenu au pays, il ouvre l'Amsterdams, le premier club gay de Vilnius, avec son partenaire Eduardas. Sans lieu fixe, question de sécurité, ils organisent des soirées mais souffrent très vite du manque de budget et d'agressions homophobes. Ils mettront la clé sous la porte un an plus tard. Peu



Dans les années 1990, les magazines LGBTI+ étaient la seule source d'information pour la communauté. Ils trônent désormais dans la bibliothèque de l'association.
© Janice Bohuon

importe. « Cela a suffi à montrer le besoin de la communauté de se réunir », souffle-t-il, fièrement. La Ligue gay lituanienne, dont les bases sont posées dès 1993, est officialisée en 1995 dans la foulée de son coming-out. L'association prend part aux événements internationaux liés aux droits humains, intègre la Fédération mondiale des organisations LGBTI+, appelée ILGA, et fait du lobby pour l'intégration de la Lituanie à l'Union européenne en 2004. Vladimir Simonko n'aura pas agi en vain. Depuis 2009, la Baltic Pride réunit des milliers de personnes dans les rues de Vilnius, Riga et Tallinn au mois de juin. Rien n'est pourtant acquis. « Les choses évoluent lentement, regrette-t-il. Nos politiciens restent toujours en dehors de l'arc-en-ciel. » En 2009, une loi a été votée visant à interdire explicitement la diffusion d'informations promouvant les « relations homo-

sexuelles, bisexuelles ou polygames », un texte qualifié de « stigmatisant » en 2023 par la Cour européenne des droits de l'Homme. Dernièrement, à la mi-mars, le Seimas (le parlement lituanien) a retardé l'examen d'un projet de loi sur l'union civile. « Nous sommes entourés par la Russie, le Bélarus et la Pologne, où les valeurs soviétiques et homophobes sont profondément ancrées », détaille Vladimir. D'après le classement de ILGA-Europe, la Lituanie est classée 36^e sur les 49 pays européens en matière d'impact des lois et des politiques de chaque pays sur la vie des personnes LGBTI+. « J'aimerais être optimiste mais c'est compliqué », conclut l'activiste avant de retourner à la tâche. Télé, radio, tribunes, il martèle le même message d'ouverture et de tolérance depuis trente ans. 🌈

Janice Bohuon



Vladimir Simonko, président de la Ligue gay lituanienne, fait son coming-out en 1995, deux ans après la dépénalisation de l'homosexualité. © Janice Bohuon

DÉFIS

Côté face, le pays est reconnu à l'international pour ses prouesses technologiques. Côté pile, il est confronté à des problèmes économiques et de santé publique à l'intérieur de ses frontières.

Au loin, sur la rive droite de la rivière Nėris, le quartier d'affaires de Snipiskės concentre les plus grands gratte-ciels de Vilnius.

© Izia Rouviller

82 Vilnius, nouveau paradis des licornes

Le modèle de réussite de Vinted et Nord Security inspire les entrepreneur·euses du pays

83 Terminator d'emplois

Face à des supermarchés automatisés et des robots livreurs, les salarié·es peinent à trouver leur place

84 Graines russes, un autre champ de bataille

Quand la Russie met son grain de blé dans le marché céréalier européen

86 Les prairies de la discorde

Retransformer des cultures céréalières en prairies ? Mission (presque) impossible

88 « Reine des brasseurs »

Dans le nord-est du pays, une brasseuse casse les codes du métier

89 Pensions en tension

À des allocations retraite au ras du sol, s'ajoute une inflation galopante

90 Excès d'ivresse

À coups de restrictions, la Lituanie lutte contre le fléau de l'alcoolisme

92 Le Montmartre lituanien, utopie en péril

Un quartier devenu « République indépendante » se bat contre la pression touristique

Vilnius, nouveau paradis des licornes

Haut lieu de la tech, la capitale prévoit d’héberger le plus grand campus d’Europe dans le secteur, après avoir vu naître deux sociétés à succès : Vinted et Nord Security.



Le siège social de Vinted, marché de la seconde main en ligne le plus populaire en France, se situe à Vilnius. © Léa Petit Scalogna



Avec Tech Zity, Darius Žakaitis cherche à développer les nouvelles technologies telles que l’intelligence artificielle. © Léa Petit Scalogna

Dans un pays plus petit que la Nouvelle-Aquitaine, des entreprises à la renommée internationale éclosent. La Lituanie est dotée de ses propres licornes : ce sont de jeunes sociétés, non cotées en bourse et valorisées à plus d’un milliard de dollars. En première position, *Vinted*, marché de la seconde main en ligne et dont le premier client est la France avec 23 millions d’utilisateur·ices. Puis, *Nord Security*, qui possède la marque *NordVPN*, avec une valorisation estimée à trois milliards de dollars. Au-delà de ces deux fiertés, les secteurs de pointe sont la fin-tech (technologie financière), les lasers et la biotech (technologie de la biologie). Le pays accueille 890 start-up, notamment dans ces domaines. Si le chiffre impressionne déjà, les ambitions vont encore plus loin. La plus grande plateforme technologique d’Europe, *Tech Zity*, s’installe à Vilnius. Des entreprises pourront s’implanter au sein du complexe en construction. À l’initiative de ce projet, Darius Žakaitis espère accueillir 100 entreprises de toutes tailles, spécialisées dans les

technologies et l’innovation, pour un total de 5 000 travailleur·ses. « *Le complexe vivra 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. On y vit, mange, apprend, organise des événements et travaille. Nous voulons créer une ville dans la ville* », décrit l’entrepreneur. Tout est imaginé pour rester le plus de temps possible dans l’enceinte du campus. Darius Žakaitis cherche à « *attirer des start-up étrangères* ». Et pour cause : les investisseur·ses voient de nombreux avantages dans ce pays, notamment fiscaux. Entre autres, le taux d’impôt sur les sociétés est abaissé à 15 % – contre 25 % en France au-dessus de 42 500 euros de bénéfice. Waylon Yeh est l’un de ces entrepreneur·ses étranger·es, fondateur d’entreprises de fintech et originaire de Taïwan. Il énumère les raisons de sa venue dans le petit État balte : « *Le coût raisonnable de*

l’emploi, la large utilisation de l’anglais pour les affaires et le fait d’appartenir à l’Union européenne. L’économie se porte bien et la fin-tech est en plein essor ici ! » Si la Lituanie se positionne comme un pays attractif pour les créateur·ices de sociétés, cet essor de la tech profite également aux salarié·es. Ces réussites nationales inspirent la nouvelle génération, à l’image d’Aurelija, chargée de la gestion des réseaux sociaux de *Vinted* depuis 2022. La jeune femme de 28 ans projette de fonder sa propre entreprise de création de contenus. « *J’aimerais avoir le même modèle de réussite que Vinted* », idéalise-t-elle. Au fond de ses yeux brille l’espoir de créer une nouvelle licorne. 🇷🇺

Eva Aronica et Léa Petit Scalogna

Robotique

Terminator d’emplois

Face aux automates qui s’imposent dans les entreprises, les travailleur·ses envisagent une reconversion professionnelle.

À l’image d’un distributeur de nourriture géant, elles sont ouvertes 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Dans les quelques supérettes *Iki Go!* entièrement automatisées de Vilnius, les client·es n’ont qu’à dégainer leur carte bleue pour qu’un portique donne accès au magasin. Nul besoin de scanner les articles, s’avancer jusqu’à l’automate suffit à les détecter. Aucun humain à l’horizon. Sur son site Internet, le groupe *Iki* s’enorgueillit du concept : « *Il n’y a pas de caisse enregistreuse ni de caissier.* » Le directeur général, Nijolė Kvietkauskaitė, se targue d’être « *les premiers à introduire une innovation sur le marché : les magasins autonomes* ». *Iki* est aussi à l’initiative d’une première européenne : une flotte de sept robots de livraison de courses lancée sur la voie publique. Moins de caissier·es, moins de livreur·ses, dans un contexte où la Lituanie « *est en train de devenir une plaque tournante de l’innovation robotique* », selon Statista. Le portail de statistiques prévoit un chiffre d’affaires de 30 millions d’euros dans le secteur d’ici la fin de l’année 2024.

Employé·es ou automates ?

Un ou une employé·e lituanien·ne sur quatre estime que son travail sera à l’avenir effectué par un automate, révèle une enquête réalisée par l’institut Spinter Tyrimai en 2019. Deividas Petreikis, membre du Syndicat lituanien des producteurs de produits alimentaires (LPSK), prend sa propre activité comme exemple. Au dernier maillon de la chaîne de production d’une usine de poissons, il emballe des surimis dans des sachets de conservation. De grands bras automatisés pourraient-ils le faire ? En péril, il se ras-

sure : « *Il est préférable de travailler avec des robots que comme des robots.* » Le jeune homme de 21 ans « *s’adaptera et changera* » de job, lui qui a déjà été employé dans plusieurs entreprises. Maik Huettinger, chercheur et professeur d’économie, explique que « *la population lituanienne s’acclimate plutôt bien à la robotisation car il y a généralement un turn over important. Le personnel non-qualifié change de travail environ tous les deux ou trois ans, se formant constamment à de nouveaux postes* ». Tant qu’ils ne sont pas tous occupés par des robots... 🇷🇺

Léa Petit Scalogna



Les supermarchés Iki disent employer 5 500 travailleur·euses. © Léa Petit Scalogna

GRAINES RUSSSES, UN AUTRE CHAMP DE BATAILLE

*Le gouvernement a tranché.
Depuis mars 2024, la totalité des céréales
russes importées ou en transit est contrôlée.
Une décision qui n'est pas
sans répercussions géopolitiques.*

*La Lituanie est le onzième exportateur de céréales au monde
selon Antanas Venckus, directeur des affaires et des exportations
à l'international au ministère de l'Agriculture.*

© Goran Horvat / Pixabay

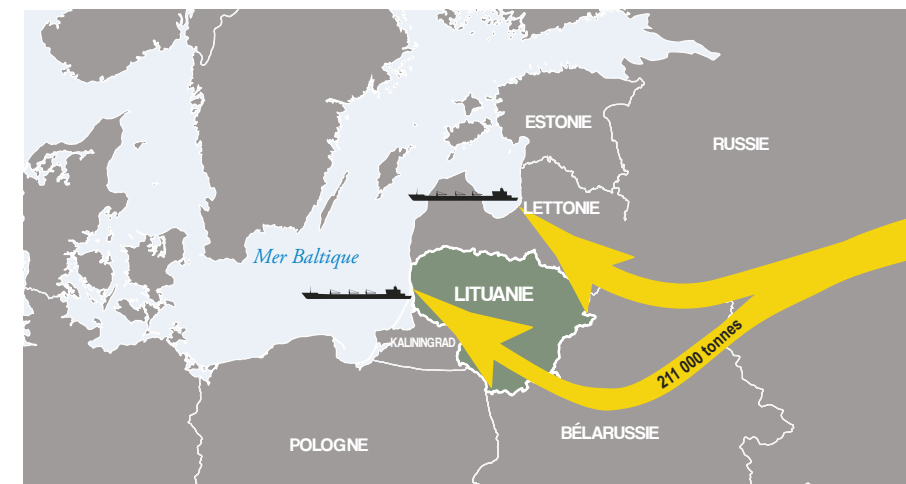
Sur le terrain, ses silos ont du mal à se vider. Des acheteur-ses, Patrick Picouveau, producteur de céréales installé depuis vingt-cinq ans en Lituanie, en a. Mais les livraisons sont sans cesse retardées. La faute aux graines russes bradées sur le marché et au blé ukrainien actuellement détaxé pour favoriser son exportation.

Le conflit russe se joue aussi sur un front inattendu, celui des céréales. Depuis 2022, la Russie organise un « *dumping* [abaissement, ndlr] des prix pour appâter les acheteurs européens », dénonce l'agriculteur (voir infographie ci-dessous). Sur ce champ de bataille, les pays baltes sont en première ligne.

La proximité géographique a toujours favorisé le transit et l'importation des graines de céréales russes en Lituanie. Mais le manque de contrôle à la frontière avec la Russie – dont les cargaisons étaient jusqu'ici inspectées à hauteur de 30 % – ne permettait pas de chiffrer précisément le volume de ces graines circulant dans le pays balte. En réaction, le ministre de l'Agriculture a « *imposé une inspection complète des importations sur le sol lituanien* » depuis le 18 mars 2024. Le but : trier enfin les graines légalement importées de celles qui ne font que transiter, dans ce pays où la culture céréalière représente plus d'un tiers de la production agricole.

En 2023, un quart sont importées et les trois quarts ne font que circuler en Lituanie avant d'être offertes par le régime russe à différents pays d'Afrique subsaharienne. À ce titre, bloquer ces cargaisons risque de poser un problème humanitaire. Sur place, les agriculteur-ices campent

Où vont les céréales ?

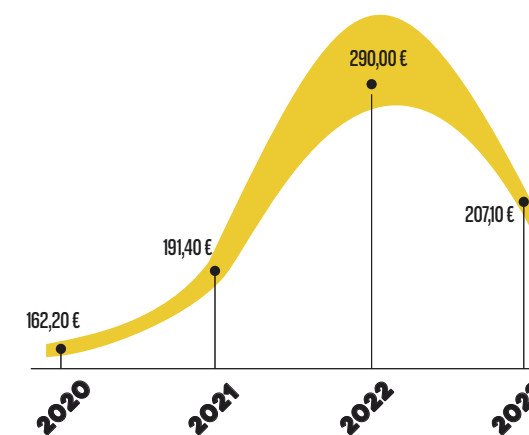


Estimation du nombre de graines russes en transit (161 000 tonnes) et importées (50 000 tonnes) en Lituanie en 2023. En tout, selon le président des l'Association des producteurs de graines lituaniennes, trois millions de tonnes de céréales russes seraient passées par la Lituanie et la Lettonie en 2023. Source : ministère de l'Agriculture lituanien.

pourtant sur leurs positions, par pragmatisme économique. Et par principe moral. « *On doit limiter les importations, pour maintenir une compétition équitable, et surtout pour ne pas sponsoriser la guerre !* », développe Antanas Venckus, directeur des affaires et des exportations à l'international. D'autant que son ministre soupçonne des graines russes d'avoir été « *volées à des territoires ukrainiens occupés* ». « *Entre janvier et mars 2024, 50 000 tonnes ont transité par la Lituanie* », calcule Aušrys Macijauskas, président de l'Association des producteurs de graines lituaniennes. Sur ce volume en pleine expansion, impossible de connaître la proportion de celles qui restent sur le sol, qui sont mélangées au blé lituanien ou qui alimentent le marché noir. Les nouveaux contrôles instaurés à la fron-

tière aideront à éclaircir le sujet. « *Sans les graines russes, le prix de la tonne de blé pourrait facilement augmenter de 10 ou 20 euros* », explique Aušrys Macijauskas. Après le gouvernement lituanien, la Commission européenne s'est emparée du sujet en proposant, fin mars, l'augmentation des droits de douane pour les céréales russes. Une façon d'amortir la casse des prix délibérément exercée par la Russie. Un premier pas, même si, comme Aušrys Macijauskas, les agriculteur-ices réclament « *l'interdiction totale de l'import et du transit du blé russe en Lituanie* ». Interdiction qui pourrait viser d'autres denrées. Le gouvernement y semble favorable. La graine est semée. 🇱🇹

Eve Figuière et Isabelle Veloso Vieira



*Prix de la tonne de blé lituanien entre 2020 et 2023
(source : Union européenne).*

L'instable prix du blé lituanien

Depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022, un plus grand nombre de graines russes entre sur le territoire européen. En cause : le blocage de la mer Noire, d'où étaient exportées les céréales avant la guerre. En 2023, ce sont plus de trois millions de tonnes qui ont transité par la Lettonie et la Lituanie. Le ministère de l'Agriculture lituanien estime que 200 000 tonnes de ces graines ont circulé sur son sol. Certaines sont vouées à l'exportation en Afrique ou au Moyen-Orient, d'autres y restent aux dépens des agriculteur-ices baltes.



Les prairies de la discorde

Rasa, agricultrice de 35 ans, était l'une des porte-paroles lors des manifestations agricoles organisées à Vilnius, en janvier 2024. © Isabelle Veloso Vieira

Les patûres sont peu à peu remplacées par des cultures céréalières plus rentables, contre l'avis de l'Union européenne. Les agriculteur·ices dénoncent les nouvelles réglementations communautaires.

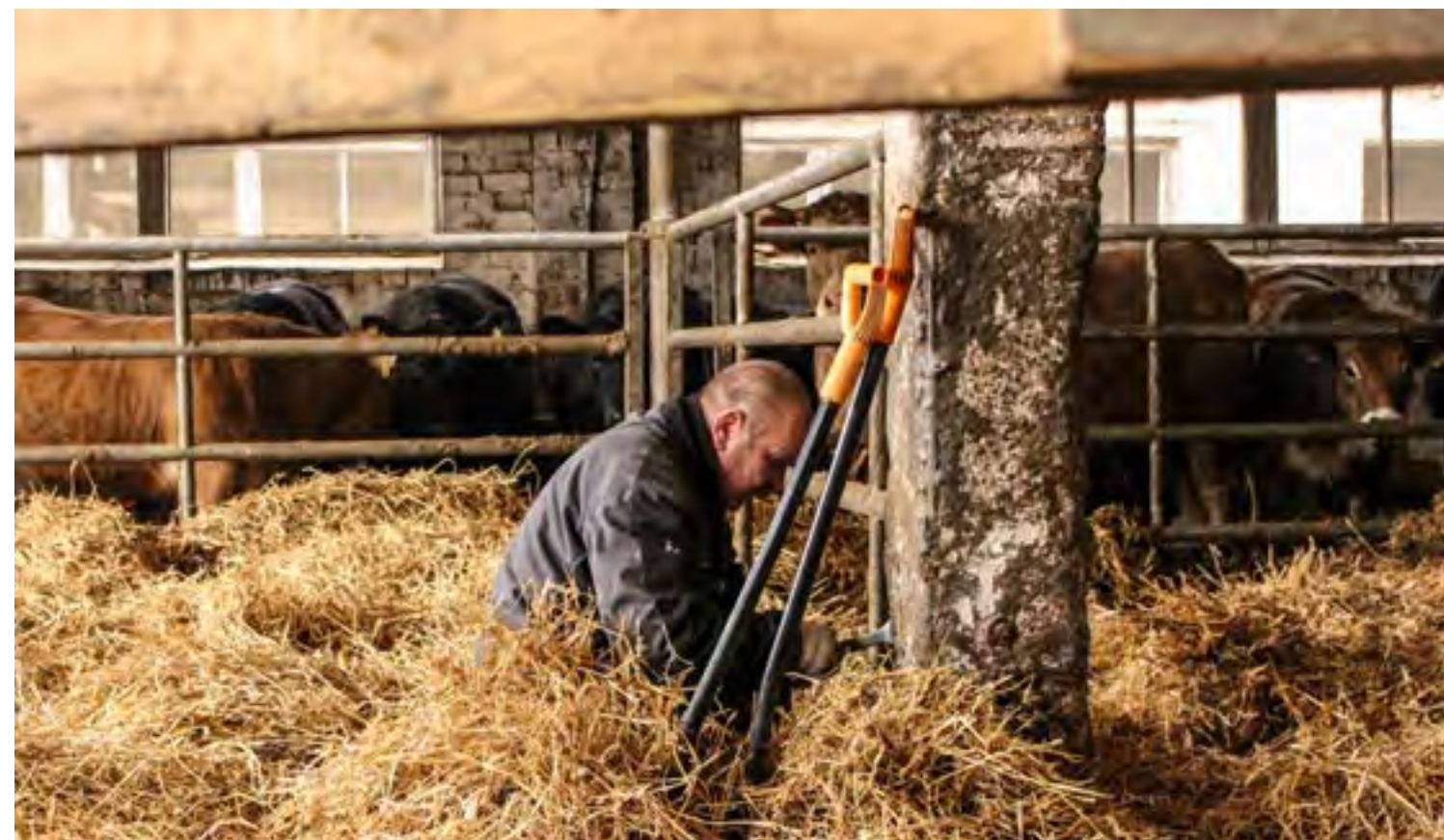
Finie l'herbe fraîche broutée par les vaches, place aux terrains labourés. En quelques décennies, le paysage des campagnes lituaniennes s'est transformé. « Depuis notre accession à l'Union européenne, notre agriculture, anciennement basée sur l'élevage, est devenue majoritairement céréalière », explique Kristina Simonaitytė, conseillère en environnement auprès du ministre de l'Agriculture. Quand un champ est laissé en pâture depuis au moins cinq ans, il prend le nom de « prairie permanente ». Et depuis 2004, la Lituanie en a perdu environ 500 000 hectares, selon le Forum environnemental des pays baltes. « Ces espaces verts sont importants pour la biodiversité, le climat, la protection de l'eau et notre bien-être », détaille Kristina Simonaitytė. Pour ces raisons, l'Union européenne (UE) a instauré des règles : une fois qu'une prairie est considérée comme « permanente », les agriculteur·ices n'ont plus le droit de la convertir en terre cultivée. Un statut définitif, source de crispation. Malgré l'indemnité prévue par l'UE, « une parcelle de champ en moins est un manque à gagner et il est, en plus, difficile d'entretenir des prairies sans aucun animal », défend Aušrys Macijauskas, président de l'Association des producteurs de graines lituaniennes. Faucher l'herbe demande du temps, ce dont manquent les agriculteur·ices. Rasa, éleveuse près de la ville de Kaunas, pointe un autre problème : une erreur commise par le ministère de l'Agriculture en 2017. « Cette année-là, un nombre de prairies permanentes trop important

a été déclaré à l'UE », regrette-t-elle, car même les jachères [terres cultivables qui se reposent temporairement, ndlr] ont été enregistrées comme telles. Conséquence : ces terrains ne peuvent plus être cultivés par les agriculteur·ices. La conseillère du Ministre se défend. « Nous sommes en train d'essayer d'actualiser ces données grâce à des images satellites. Mais l'important est de regarder vers le futur et de trouver un équilibre entre biodiversité et agriculture. » L'avenir inquiète. Depuis quelques années, le nombre de prairies permanentes en Lituanie est passé sous la barre des 5 % du niveau fixé par la politique agricole de l'UE. En réponse, le ministère est passé à la vitesse supérieure. Les cultivateur·ices ayant récemment transformé une de leurs prairies en champ labouré doivent la restaurer – en d'autres termes, y planter à nouveau de l'herbe. « Mais est-ce vraiment le moment, dans un contexte d'inflation et de guerre, d'instaurer de telles mesures environnementales ? », s'interroge Rasa. Cette année, l'UE leur a accordé une dérogation. Pas besoin de restaurer. Les agriculteur·ices peuvent souffler, leurs prairies aussi. 🇷🇺

Eve Figuière et Isabelle Veloso Vieira



La ferme du père de Rasa accueille plus de 200 vaches de la race Angus. Un atout pour l'entretien des prairies exigé par l'Union européenne. © Isabelle Veloso Vieira



Ancien kolkhoze (exploitation agricole collective sous l'Union soviétique), la ferme du père de Rasa fait aujourd'hui plus de 1 500 hectares. © Isabelle Veloso Vieira



Portrait « Reine des brasseurs »

Aldona Udriene concocte aussi des liqueurs à partir d'herbes sauvages ramassées dans les forêts alentour. © Izia Rouviller

Aldona Udriene est devenue une icône dans le monde de la bière. Rencontre dans la campagne du nord-est du pays, dans l'intimité de sa maison.

Aldona Udriene est de ces personnes qui mènent une existence de combats. Sa vie débute par un drame. À l'âge de 7 ans, les flammes ravagent sa maison. Gravement brûlée, ses parents font leur deuil et un cercueil couvert de fleurs patiente à son chevet. « *Mais je sentais que mon heure n'était pas encore venue* », explique la vieille dame, aujourd'hui âgée de 78 ans. Fille et petite-fille de brasseurs, le chemin n'était pour autant pas tout tracé pour la paysanne aux cheveux violets et au regard rieur. « *Quand j'ai voulu reprendre la fabrication artisanale à la mort de mon père, j'ai dû affronter le jugement macho des gens du village. Chez nous, la bière est une affaire d'hommes, il n'y a pas d'autre femme brasseuse.* » Oubliant le sexisme ambiant, Aldona a plongé ses mains abîmées par les flammes dans le malt.

Dans les foires de campagne, elle fait sensation. Avec son bagou et ses tenues traditionnelles, la brasseuse gagne en notoriété jusqu'à la consécration. Les politiques défilent à son stand pour se photographier tout sourire avec elle. Toujours le bon mot aux lèvres, l'excentrique femme se fait un plaisir de dévoiler le savoir-faire acquis auprès de son père.

Une mystérieuse levure familiale

Aldona ne bout pas son moût [suc végétal préparé pour subir la fermentation alcoolique, ndlr] et fait fermenter ses ingrédients à très haute température. Elle n'oublie jamais la levure familiale, secrètement gardée depuis des générations, donnant tout son caractère à la bière. La robe brune de son alcool annonce un produit corsé, pourtant doux en bouche malgré sa faible teneur en sucre. Sa marque, la *Jovaru Alus*, porte le nom de son village et n'est vendue que dans trois bars triés sur le volet à Vilnius. « *Je n'ai jamais fait de bière pour l'argent, mais pour préserver une tradition qui se perd au fur et à mesure que les rares jeunes du coin partent tenter leur chance dans les grandes villes* », raconte Aldona, en faisant visiter le petit musée qu'elle a aménagé dans son garage. Sur les photos défile une vie gorgée de souvenirs. 🇱🇹

Yohan Châble

Retraites

Pensions en tension

Les personnes âgées, dont les allocations sont souvent insuffisantes, peinent à vivre dignement. La forte inflation aggrave leur situation.

Chaque mois, Dalia⁽¹⁾ attend un virement de 500 euros sur son compte bancaire : sa pension. Retraitée de 69 ans, elle a du mal à finir le mois avec 300 euros engloutis instantanément dans son loyer. « *C'est de plus en plus dur de vivre pour les gens à la retraite* », se plaint-elle avec véhémence, au détour d'une rue du quartier Naujamiestis, à Vilnius. L'argent restant lui sert à se nourrir, mais ne suffit pas à payer ses médicaments. L'inflation à deux chiffres – ayant atteint 19,7 % en 2022 – a laissé des traces. Dalia déplore « *une promesse de blocage des prix qui n'a pas été tenue par le gouvernement* ». Si les pensions ont été périodiquement ajustées en fonction de l'inflation, la Confédération lituanienne des syndicats (LPSK) estime « *qu'elles restent très*

inférieures au salaire minimum [fixé à 924 euros, ndlr], ce qui pèse lourdement sur la situation économique des retraités ». En moyenne, les allocations sont de 605 euros, selon la LPSK. Dans le pays, trois modes de cotisations existent : l'un dépend du Fonds national d'assurance sociale (SoDra) et repose sur un système de redistribution, les deux autres sur des pensions privées semi-obligatoires voire facultatives.

« *Le système de retraite actuel ne répond pas de manière adéquate au bien-être des personnes âgées* », affirme le syndicat. D'après Eurostat, le risque de pauvreté des retraités s'élève à 43 % en 2022 – contre à peine 12 % en France. La Lituanie est le deuxième pays européen le plus précaire pour les seniors, derrière la Lettonie. Pour leur venir en aide, de nombreuses associations caritatives organisent des dons de nourriture. Avec son projet *Meals on Wheels*, l'Ordre de Malte fournit par exemple des repas chauds à des personnes seules et pauvres au sein de seize localités, dont Kaunas, Klaipėda et Vilnius. L'association dresse un constat morose. « *Parfois, la soupe apportée par les bénévoles est leur seul repas chaud.* » 🇱🇹

Léa Petit Scalogna et Izia Rouviller

1- Le prénom a été changé.



En novembre 2022, le taux d'inflation alimentaire était de 35,6 % (source : Statistics Lituanie). © Léa Petit Scalogna

Excès d'ivresse

Face à une consommation d'alcool trop importante, le pays a mis en place de nombreuses restrictions aux effets positifs. Mais le combat est encore long.



Chaque année, le Centre républicain des maladies addictives accueille sur ses cinq sites 18 000 patient-es, dont 8 000 en consultations externes. © Kimberley Dusznyj

À la vue des bouteilles d'alcool, Tomas Karaliūnas salive. Les effluves lui reviennent en bouche. Une sensation fantôme de gueule de bois le replonge dans les affres de l'addiction. Pourtant, cela fait dix ans qu'il n'a pas touché une goutte d'alcool. Tomas enchaîne ses premiers verres à 16 ans. « C'est devenu addictif à 21 ans », confie le quadragénaire. À la suite du divorce de ses parents, la boisson s'est imposée dans son quotidien. Jusqu'à en perdre son travail de vendeur d'instruments de musique, en 2008. Tomas n'est pas le seul. L'alcoolisme est devenu un problème de santé publique. « Les gens en meurent », tonne-t-il. Cette dépendance représente le troisième type de comportements à risque causant la mort, après la mauvaise alimentation et le tabac, selon la Commission européenne. Ce constat a mené au développement de politiques publiques strictes dès 2017. En Europe, la Lituanie occupe la deuxième place en termes de consommation moyenne d'alcool pur. Pour combattre ce fléau,

elle applique les trois principes érigés par l'Organisation mondiale de la santé : l'augmentation des taxes, l'interdiction des publicités et de la vente d'alcool en supermarché à certaines heures. Le passionné de musique s'estime « plutôt satisfait ». « Même s'il reste du chemin à parcourir. » Et pour cause, les idées reçues sont féroces. « Une majorité de personnes pense qu'il n'y a pas besoin de traitement et a peur d'être mal perçue. » Ce sentiment collectif « freine l'accès aux soins », selon le Département du contrôle de l'alcool et du tabac (NTAKD).

Manque de professionnel·les spécialisé·es

Pour Tomas, la question de la prise en charge médicale ne s'est pas posée. « J'étais très intoxiqué. J'ai même dû prendre des médicaments », détaille-t-il. Il a été pris en charge par une clinique publique spécialisée. En Lituanie, il en existe cinq dans les principales villes. Elles composent le dernier maillon de la chaîne de soins contre les addictions. En première ligne se trouvent les centres de santé mentale primaires. Et c'est là où ça bloque. « Dans certaines zones éloignées, l'accès à ces services est difficile pour les patients et le manque de professionnels spécialisés est aussi un autre facteur de complication », assure par mail le NTAKD. Malgré ces difficultés, le pays a constaté une baisse de 3 % de la mortalité grâce au déploiement de ces mesures. Mais rien n'est acquis. En mars 2024, une proposition de loi destinée à autoriser l'achat d'alcool jusqu'à 20 heures le dimanche – au lieu de 15 heures – a été émise avant d'être rejetée sous la pression des ONG. Le lobby de l'alcool commence à avoir la gueule de bois. 🇱🇹

Isabelle Veloso Vieira

La Lituanie est le deuxième pays avec la consommation d'alcool la plus élevée en Europe

En moyenne, les Lituaniens âgés de 15 ans et plus ont bu près de 12,1 litres d'alcool pur en 2021. Un nombre bien au-dessus de la moyenne européenne, établie à 9,8 litres par an et par personne en 2020. (source : OCDE).



3 questions à

Ignas Rubikas,
chef du Département de santé mentale
au gouvernement



© Ministère de la Santé lituanien

Quelle est la situation actuelle concernant la santé mentale ?

Nous comptons l'un des taux de suicide les plus élevés au monde [près de 22 suicides pour 100 000 habitant-es en 2019, ndlr]. Pour nous, c'est un problème majeur. Actuellement, on observe la consommation de substances psychoactives. Pour les drogues, la situation est stable dans l'ensemble du pays. Enfin, la prévalence des maladies mentales reste conséquente.

Combien de personnes sont concernées ?

11,6 % de la population est diagnostiquée d'une maladie mentale, soit plus de 300 000 personnes.

Le gouvernement lituanien s'est-il emparé du sujet ?

La santé mentale n'est pas encore considérée comme un sujet légitime pour les fonds budgétaires et les politiques publiques, mais la tendance est au beau fixe. C'est l'une des cinq priorités discutées et améliorées par le ministère de la Santé depuis quatre ans. La part du budget dédié est passé de 4,6 % à 7,3 % entre 2020 et 2023. 🇱🇹

Propos recueillis par Kimberley Dusznyj

mythes et légendes

Le patron de la bouteille

Au cœur du quartier d'Užupis à Vilnius, une étrange statue encastree dans une façade intrigue les passant-es. Un homme en bronze semble paisiblement endormi sur une bouteille d'alcool plus grande que sa taille. Un verre vide et une expression abattue témoignent de son état d'ivresse. Selon la légende locale, il serait le saint patron des buveur·ses, venu veiller sur celles et ceux qui ont trop abusé du spiritueux. Mythe ancien ou légende plus récente, le personnage attire les regards. Il rappelle Ragutis, dieu de la bière et de la fermentation dans la mythologie baltique, ou même Dionysos, divinité grecque de l'ivresse, qui offrait à ses adeptes une évasion au-delà de la mortalité.

Sara Jardinier



Le Montmartre lituanien, utopie en péril

Lors de la Saint-Patrick, le quartier d'Užupis se transforme en lieu de fête. Pour l'occasion, l'eau de la rivière Vilnia est teintée en vert. © Sara Jardinier

Quartier jouant à la « République indépendante », Užupis porte encore des valeurs de liberté propres à sa fondation en 1998. Victime de sa popularité, il affronte l'impact du tourisme et de la gentrification.

À l'est de Vilnius, un panneau blanc intrigue. Un pictogramme autorisant le droit au bonheur y figure. Bienvenue à Užupis, qui veut dire « derrière la rivière », une république autoproclamée et indépendante depuis 1998. Il suffit de traverser le pont pour se rendre compte du caractère comique du quartier. À peine franchi, une douane vous propose de tamponner votre passeport et d'utiliser la monnaie locale, seulement valable pour s'acheter des bières ❶. La micro-nation a poussé la blague jusqu'au bout en instaurant sa fête nationale, le 1^{er} avril évidemment. À Užupis, on célèbre la joie de vivre, bien loin des ennuis du quotidien. En face de la douane se trouve l'Užupis Café, lieu de réunion hebdomadaire du conseil des ministres. Sur la façade de l'établissement surnommé « Barliement », on y aperçoit une plaque de jumelage avec la République de Montmartre, à Paris ❷. À l'intérieur se trouve le poète Tomas Chepaitis, ministre des Affaires étrangères. Le libraire est cofondateur de cette répu-

blique avec Romas Lileikis, lui aussi écrivain et président. « C'était une blague sur un fond de vérité. On a souhaité faire quelque chose de théâtral à notre image. Peu importe la popularité, nous voulions simplement aller au bout de notre idée », déclare-t-il, une bière à la main. Užupis était historiquement un quartier juif, devenu ghetto durant les guerres. Bien loin de la vitrine du *marketing underground* qu'il est aujourd'hui.

Habitations vétustes à prix d'or

Sur le bord de la rivière, des dessins, collages et peintures recouvrent les murs. C'est l'incubateur d'art. Beaucoup d'artistes ont trouvé refuge ici pour leur galerie et atelier. L'arrondissement est truffé de références au monde entier, comme l'illustre la place du Tibet ❸. Une centaine de mètres plus loin, le cœur du quartier dévoile une immense statue d'ange ❹. Dans l'air, flotte le drapeau de cette république. Une main trouée, symbole d'accueil, de bienveillance et profondément anti-capitaliste. Des valeurs

utopiques qui forgent l'idéologie užupienne au-delà de son côté fantasque. Nos deux poètes ont d'ailleurs rédigé en cinquante langues une Constitution, exposée sur un mur à la vue de toutes et tous ❺. Un peu plus haut, on aperçoit surtout des habitations vétustes, fissurées, datant de la période soviétique ❻. Elles se vendent pourtant à prix d'or. Depuis quelques années, la fréquentation touristique a explosé. Victime de la gentrification, Užupis est le deuxième secteur le plus cher de Vilnius. « Les loyers ont au moins doublé en cinq ans », s'offusque le riverain Jonas Gramalas, 30 ans. Face au tourisme florissant, Užupis serait-il en train de perdre son âme ? Posté près d'un ancien lieu de sacrifice païen, le jeune homme contemple Užupis avec nostalgie : « J'adore ce quartier et ses valeurs. Je n'ai aucune idée de ce qu'il va devenir d'ici quelques années. Il faut continuer de croire à un monde meilleur, surtout en ce moment. » Charge à sa génération de raviver une utopie victime de son propre succès. 🇱🇹

Vincent Grillon et Sara Jardinier



Balade à Užupis



@VISO.MAG

VISÓ

Directeur de la publication : Arnaud Schwartz

Coordination : Sophie Dufau, Nathalie Kouyoumdjian, Maria Santos-Sainz et Arnaud Schwartz

Rédacteur-ice en chef : Isabelle Veloso Vieira et Lucas Zaï--Gillot

Chef-fes d'édition : Kimberley Dusznyj, Eve Figuière, Vincent Grillon, Zoé Moreau, Arthur Picard et Izia Rouviller

Chefs iconographie : Timothée Gimenez et Alexis Gonzalez

Référente écriture inclusive : Enora Foricher

Responsables des réseaux sociaux : Eve Figuière, Sara Jardinier et Léa Petit Scalogna

Illustrations : Lucas Zaï--Gillot

Directrice artistique : Fred Augry

Infographies : Fred Augry et Eva Aronica

Une : Janice Bohuon, Enora Foricher, Alexis Gonzalez, Zeina Kovacs et Zoé Moreau

Photos de la rédaction : Mayalen Labéguerie

Remerciements :

Erwan Desplanques pour ses précieuses relectures.

Almira Ousmanova, professeure de l'Université européenne des humanités. Olga Gille-Belova, directrice du département d'études slaves à l'Université Bordeaux Montaigne. Loïc Salfati, directeur adjoint de l'Institut français à Vilnius. Viktorija Jurkevici-Chiaese, traductrice à l'Institut français à Vilnius. Marielle Vitureau, correspondante pour *RFI* à Vilnius. Nelly Didot, journaliste à *Libération*. Julien Oueillet, auteur du livre *Lituanie, Les feux de pierre*. Xavier Deleu, journaliste et réalisateur. Raimonda Jagelavičiūtė, pianiste lituanienne à Bordeaux. Victor Delcroix, Mickaël Toliušytė Montessinos et Valeriia Kutaliia, interprètes. Justina Pukaitė, étudiante lituanienne.

Visó, revue éditée à 1 000 exemplaires et réalisée par les étudiantes et étudiants en Master 2 presse écrite/multimédia. ISSN en cours.

Imprimeur : Imprimerie Castet, 152 Quai de la Souys, 33270, Floirac

ijba
Institut de
journalisme Bordeaux
Aquitaine

Université
BORDEAUX
MONTAIGNE



1, rue Jacques Ellul
33080 Bordeaux Cedex



05 57 12 20 20 ou 20 21



@IJBA-école de journalisme



@IjbaOfficiel

Linked in

IJBA — Institut de Journalism
Bordeaux Aquitaine

ijba
Institut de
journalisme Bordeaux
Aquitaine

Université
BORDEAUX
MONTAIGNE



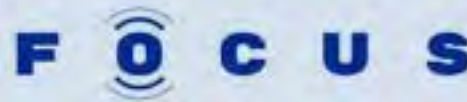
Le podcast des master 2 spécialité radio de l'IJBA

En amont des élections européennes, les étudiants en radio de l'IJBA se sont fauillés dans les coulisses du Parlement européen, à Bruxelles, pendant une semaine.

Comment ça marche ?
Que veulent dire les programmes politiques ?
Comment une décision prise en Belgique influence la Nouvelle-Aquitaine ?
L'UE est-elle écolo ?
Réponses dans une série de reportages, interviews et autres témoignages.
Deux émissions sont déjà disponibles.



Scannez pour découvrir les podcasts.



L'émission des master 2 spécialité télévision de l'IJBA

FOCUS sur Bruxelles ! Les étudiants de l'IJBA en TV décortiquent les conséquences des décisions prises à l'échelle européenne sur le quotidien des jeunes néo-aquitains.



Au programme : reportages au coeur de la campagne des élections européennes, immersion dans un studio de jeux vidéo, décryptage sur l'impact des pesticides... et bien plus encore !

Scannez pour découvrir les vidéos.

**« Ce qui nous différencie
de nos aïeux est notre liberté »**

Karolis Kaupinis, réalisateur
p. 8

**« Le basket, c'est la plus grande
prouesse de la Lituanie
en tant que nation »**

Šarūnas Marčiulionis,
joueur de basket-ball lituanien
p. 40

**« On hallucine toujours
de voir qu'en France vous
laissez les gens courir
sur la dune du Pilat,
pour nous c'est impensable »**

Stasys, gardien du parc des dunes
de Courlande, sur le littoral lituanien
p. 28

**« Nous savons de quoi
la Russie est capable, c'est
pourquoi les Litoniens
soutiennent les Ukrainiens.
Aucun pays d'Europe
n'est à l'abri »**

Rasa Pesliakienė, déportée
en Sibérie en 1951, à l'âge de 4 ans,
avec sa famille
p. 46

**« L'économie se porte bien
et la fintech est en plein essor ici ! »**

Waylon Yeh, entrepreneur étranger, fondateur
d'entreprises de fintech et originaire de Taïwan
p. 82

**« Tant que les habitants ne voient pas
la guerre de leurs propres yeux,
la vie continue »**

Romas Šunokas, maire de Kybartai,
à la frontière russe
p. 13

Visó n°13 • 2024 • 4,50 €



VISÓ

est une publication
de l'Institut de Journalisme
Bordeaux Aquitaine

ijba
Institut de
journalisme Bordeaux
Aquitaine

Université
**BORDEAUX
MONTAIGNE**